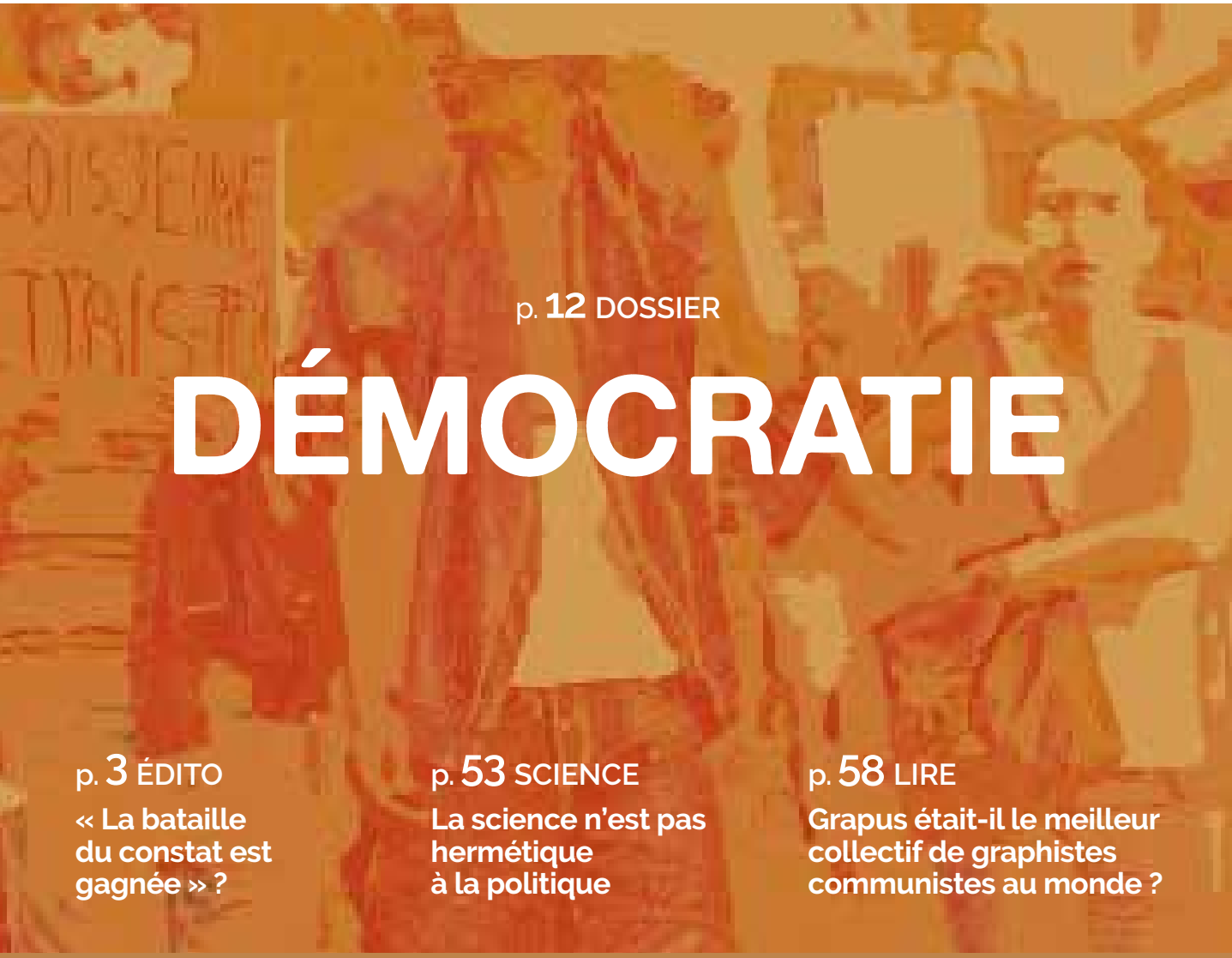
AOÛT
SEPTEMBRE
OCTOBRE
2026
50

Cause commune

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF



p. 12 DOSSIER

DÉMOCRATIE

p. 3 ÉDITO
« La bataille du constat est gagnée » ?

p. 53 SCIENCE
La science n'est pas hermétique à la politique

p. 58 LIRE
Grapus était-il le meilleur collectif de graphistes communistes au monde ?

p. 8 GRAND ENTRETIEN
Stéphane Bonnéry, membre du comité exécutif national du PCF
Les chantiers du PCF face à une société asphyxiée

Parti communiste français

★ SOMMAIRE ★

3 ÉDITO
Guillaume Roubaud-Quashie « La bataille du constat est gagnée » ?

6 POÉSIES
Katherine L. Battaiellie Charlotte Delbo

7 REGARD
Élodie Lebeau-Fernández La Fondation Vasarely souffle ses 50 bougies

8 LE GRAND ENTRETIEN
Stéphane Bonnéry Les chantiers du PCF face à une société asphyxiée

12 DOSSIER : DÉMOCRATIE !
Christian Picquet Une crise de dépossession démocratique

Hélène Bidard, Frank Baron Pour une Europe des peuples : reconquérir la démocratie contre le fédéralisme de marché

Jean-Jacques Goblot Réflexions sur la démocratie

Jean-Louis Robert L'expérience démocratique de la Commune de Paris

Michel Pigenet Libération. La République démocratique et sociale au banc d'essai

Charlotte Balavoine Cuba : une démocratie à contre-courant

Denis Durand La démocratie économique, enjeu majeur d'un socialisme d'émancipation

Anicet Le Pors Le service public comme paradigme de l'action politique en démocratie

42 CHRONIQUE EUROPÉENNE
Vincent Boulet Guerre en Ukraine : face à l'aveuglement dangereux, agir maintenant pour la paix

44 CONTROVERSE
Gérard Streiff Au bonheur des traders

46 PHILOSOPHIQUES
Jean-Michel Galano Grandeur, bonheur, rigueur : un certain devenir des normes

50 FÉMINISME
Maëva Durand Apport du féminisme matérialiste ou comment abolir la division sexuée du travail ?

53 SCIENCES
Flavien Ronteix La science n'est pas hermétique à la politique

56 SONDAGE
Gérard Streiff Solidaires et désengagés

57 STATISTIQUES
Adrien Montbrisson Le taux d'usage de l'intelligence artificielle multiplié par trois entre 2023 et 2025 dans les entreprises

58 LIRE
Hoël Le Moal Grapus était-il le meilleur collectif de graphistes communistes au monde ?

61 CRITIQUES
• **Étienne Ghys** *La Petite Histoire des lettres*

• **Guillaume Roubaud-Quashie** (dir.) *Les Jeunesses communistes*

• **François Asensi** *Et pourtant communiste !*

• **Serene J. Khader** *Décoloniser l'universalisme. Pour une éthique féministe transnationale*

• **Claire Gantet** et **Markus Meumann** (dir.) *Les échanges savants franco-allemands au XVIII^e siècle. Transferts, circulations, réseaux*

64 EN DÉBAT
Micro-trottoir : Est-il déplacé ou ringard de lire autre chose que des nouveautés ?

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Dorian Mellot

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Rédacteurs en chef : Dorian Mellot, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Boulet, Saliha Boussedra, Evelyne Bussière, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Constantin Lopez, Igor Martinache, Mathieu Menghini, Hoël Le Moal, Michaël Orand, Flavien Ronteix--Jacquet, Julien Rossi, Nicolas Tardits, Pierre Wadlow • Direction artistique, illustrations et mise en page : Frédo Coyère • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : août/septembre/octobre 2026 - N° 50 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

« La bataille du constat est gagnée » ?

« La bataille du constat est gagnée ». Ce sont les mots de Marine Le Pen prononcés à Orléans au terme du congrès du Rassemblement national. De quel constat s'agit-il ? Des marottes du RN, bien sûr : préférence nationale, rejet des immigrés, association immigration-insécurité- « assistanat »…
De fait, les milliardaires d'extrême droite ne lésinent pas pour faire grandir ces idées, traquant le moindre fait divers pour lui appliquer leur grille de lecture raciste et xénophobe sous le faux masque de l'évidence.

La période appelle résolument à mener aussi la bataille élémentaire de la rationalité. Faire grandir les consciences, faire grandir la Raison : c'est un cap à ne surtout pas lâcher.

Cette dynamique est d'autant plus dangereuse qu'elle est nourrie par l'opportunisme sans principe de maints marchands, dirigeants politiques et tacticiens à la petite semaine : la campagne de Gabriel Attal lancée sur le thème des Roms et du voile, Bruno Retailleau et David Lisnard dans une perpétuelle course à l'échalote brune, des lois « Immigration » qui poussent tous les quatre matins, le « grand remplacement » érigé en thème légitime de débat, la direction de France Inter qui souhaite ouvrir ses ondes à *Valeurs actuelles* (mais toujours pas à *L'Humanité* ni à *La Marseillaise* ni à quoi que ce soit qui se trouve un tant soit peu à gauche du glucksmannisme), BFMTV qui accueille Sonia Mabrouk, laquelle installe à résidence Robert Ménard et consorts, etc., etc.
On en arrive à des situations où les lunettes racistes sont si fermement installées sur certains nez que l'expérience concrète devient presque sans effet. Des hommes masqués ou cagoulés, vêtus de noir de pied en cap de ▸▸

sorte qu'on ne puisse rien voir d'eux, se livrent à des pillages le 17 octobre 2026 ? Ce sont bien sûr des « hordes arabo-musulmanes » pour Éric Zemmour. Interrogée par un journaliste de Complément d'enquête sur ce sujet, Sarah Knafo abonde : « je cautionne ces propos parce que je sais voir ce que je vois ». Il n'y a pourtant rien à voir mais les lunettes xénophobes sont si puissantes qu'elles vous rendent proprement extralucide.

On dira que ce sont là de rouées figures de l'extrême droite française, rompues aux manœuvres et aux formules. Sans doute. Le mal est pourtant bien plus profond. Chacun y a sans doute déjà été confronté. Les discussions qui ont suivi le 17 octobre ont fourni, hélas, bien des illustrations de cela. Exemple parmi tant d'autres : cette patronne d'une chaîne de boulangeries de luxe dont un des magasins a été saccagé le 17 octobre, explique avec une sincérité qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause, que cette boutique a été attaquée par des « jeunes de banlieue ». Elle n'a vu ni visage ni quittance de loyer mais la certitude est là, avec l'impression d'avoir reçu une validation par l'expérience vécue. Lui est rappelé qu'elle n'a pourtant rien vu qui lui permette de soutenir son propos. L'incompréhension est complète : elle était là, elle a vu ces « jeunes de banlieue » ; le journaliste, Alain Marschall, ne comprend pas davantage. Les lunettes 3D vissées sur le nez, chacun a vu des adresses postales, des couleurs de peau et l'origine des parents dans une invraisemblable expérience de réalité augmentée. Dans ces conditions, on comprend bien qu'il n'est pas facile de mener la bataille d'idées, la bataille politique. Dès lors, la période appelle résolument à mener aussi la bataille élémentaire de la rationalité. Faire grandir les consciences, faire grandir la Raison : c'est un cap à ne surtout pas lâcher.

Les milliardaires d'extrême droite traquent le moindre fait divers pour lui appliquer leur grille de lecture raciste et xénophobe sous le faux masque de l'évidence.

Encore est-il ici question d'idées. L'épouvantable massacre de Trappes nous rappelle que, pour le pire aussi, quand une idée s'empare des masses, elle devient comme une force matérielle.

S'agit-il pour autant d'acter la bataille perdue – fût-ce provisoirement ? Le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) invite à bien plus de prudence. Oui, il faut convenir que depuis que la question est posée à l'initiative de la CNCDH (2010),

il n'y a jamais eu moins de 47 % de sondés pour considérer qu'il y a trop d'immigrés en France. La dernière livraison annuelle donne 55 %, dans la moyenne des réponses obtenues depuis quinze ans (hormis le pic de 2014 qui avait poussé ce sentiment de « trop d'immigrés » jusqu'à 74 %). Dans le même sens, près de trois quarts des sondés surestiment fortement le nombre d'immigrés en France tout en considérant que la majorité d'entre eux ne travaillent pas (ce qui est faux, faut-il le rappeler). Sans surprise, 59 % pensent que « de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale ». Cerise sur le gâteau : 44 % des personnes interrogées jugent que l'immigration est la principale cause de l'insécurité.

L'épouvantable massacre de Trappes nous rappelle que, pour le pire aussi, quand une idée s'empare des masses, elle devient comme une force matérielle.

Regardons toutefois ces chiffres de plus près.

1. Ils sont relativement stables.
2. Ils représentent, pour la plupart d'entre eux, une grosse moitié des sondés : c'est beaucoup mais on est très loin du « consensus » décrit par Sarah Knafo ou Marine Le Pen.

Autrement dit, la bataille est dure mais elle n'est pas impossible, elle n'est pas perdue.

D'autant qu'il est d'autres chiffres à regarder, sur le fond des idées du RN.

Le droit de vote des résidents étrangers (hors Union européenne) aux élections municipales est soutenu par une majorité de sondés (54 %). L'idée selon laquelle « en matière d'emploi, de logement ou d'aides sociales, il n'y a pas de raison de faire la différence entre un Français et un étranger en situation régulière » est approuvée par 69 % des sondés. La phrase « Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française » recueille l'assentiment (stable) de plus de 80 % des sondés (83 %).

Bref, il ne s'agit pas de peindre le réel plus radieux qu'il n'est mais on aurait tort de donner le point à l'extrême droite en désespérant du présent. La bataille est en cours. Aucune n'est irrémédiablement perdue. Au combat !●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune.*

CHARLOTTE DELBO

Les éditions de Minuit ont rendu justice à Charlotte Delbo en publiant en 2024 l'ensemble de son œuvre poétique, *Prière aux vivants pour leur pardonner d'être vivants*. Il s'y confirme qu'elle n'est pas seulement celle qui écrivit le récit en vers poignants (« Aucun de nous ne reviendra ») du convoi, dans un wagon à bestiaux, des deux cent trente déportées à Auschwitz, pour finir par l'histoire de chacune des quarante-neuf rescapées (*Le Convoi du 24 janvier*). C'est de toutes les souffrances dans le monde infligées à des innocents par les dictatures que sa poésie témoigne avec une rare force.

Reprenons : Charlotte Delbo est née en 1913 de parents immigrés italiens. Elle travaille à Paris comme secrétaire dès l'âge de 17 ans (elle devient la secrétaire de Louis Jouvet, dont elle suit une tournée en Argentine), adhère aux Jeunesses communistes. Elle participe activement à la Résistance avec son mari Georges Dudach, dont le souvenir lui inspire d'émouvants poèmes d'amour. Alors qu'ils travaillaient à la parution du premier numéro des *Lettres françaises*, ils sont arrêtés tous les deux en 1942, lui est fusillé au Mont Valérien, à 28 ans, elle est déportée, d'abord à Auschwitz (« Une plaine/ couverte de marais/de wagonnets/de cailloux pour les wagonnets/) puis Ravensbrück. Envoyée pendant un certain temps dans un camp agricole, moins dur, elle parvient à monter avec des compagnes *Le Malade imaginaire*.

Elle écrit à son retour, dans une maison de repos en Suisse, *Aucun de nous ne reviendra*, travaille ensuite à l'ONU, à Genève, puis au CNRS à Paris, comme assistante d'Henri Lefèbvre. Elle meurt en 1985.

Si l'on excepte quelques poèmes livrés en décembre 1946 à Pierre Seghers pour la revue *Poésie 47*, Charlotte Delbo aura attendu vingt ans avant de publier *Aucun de nous ne reviendra*, le premier tome d'*Auschwitz et après*, tant était grande son anxiété de seulement décrire et non transmettre l'émotion et la douleur. Mais « Seuls les poètes donnent à voir », nous assure-t-elle en définitive.

Katherine L. Battaiellie

Et je suis revenue
Ainsi vous ne saviez pas,
vous,
qu'on revient de là-bas

On revient de là-bas
et même de plus loin

Prière aux vivants pour leur pardonner d'être vivants,
éditions de Minuit, 2024.

Tombeau du dictateur

…
Après une agonie interminable
le bourreau de son peuple
mis à la glacière comme bête de boucherie
est mort enfin.
Et le prélat qui l'avait prêté
viendra réclamer le bras de Sainte-Thérèse
un os dans un étui en or
que le tyran gardait
On n'est jamais assez protégé
La vie des tyrans est toujours en danger.
Sainte-Thérèse, qu'avez-vous fait,
…
idem

Les folles de mai

…
Elles tournent, elles tournent
les folles de mai
les folles de douleur
les folles de malheur

J'ai mal à ses mains que vous avez écrasées
sous vos talons de fer
ses mains
et leur caresse vivante sur mon visage
j'ai mal à ses tempes que vous avez écrasées
sa tempe contre la mienne dans la tiédeur de la nuit
j'ai mal à sa poitrine que vous avez écrasée
poumons éclatés cœur noyé
sa poitrine qui respirait contre la mienne
quand il disait bonsoir en rentrant à la maison
…
idem

La Fondation Vasarely souffle ses 50 bougies



Le centre architectonique de la Fondation Vasarely situé à Aix-en-Provence, fête ses 50 ans.

Jusqu'au 1er novembre 2026, la Fondation Vasarely à Aix-en-Provence est le théâtre d'un événement exceptionnel qui marque deux anniversaires majeurs : les cent vingt ans de la naissance de Victor Vasarely et les cinquante ans de l'inauguration de son emblématique centre architectonique. Ce lieu visionnaire, parfois présenté comme la « chapelle Sixtine de l'art optico-cinétique », n'est pas un simple écrin : il est lui-même le témoignage architectural de l'utopie de Vasarely. Conçu entièrement par l'artiste franco-hongrois et construit par Jean Sonnier et Dominique Ronsseray, cet édifice, dont la façade aveugle tel un dépliant alterne cercles noirs et blancs, est composé de seize alvéoles hexagonales accolées, visibles du ciel. Pour l'occasion, l'exposition « Projet pour une révolution. Vasarely et l'architecture » propose une plongée inédite dans la genèse de ce bâtiment unique, classé monument historique en 2013 et devenu Musée de France en 2020. Elle retrace l'ambition de l'artiste de sortir l'art des musées pour l'intégrer au cœur de la cité. Grâce à des prêts exceptionnels d'institutions prestigieuses – Centre Pompidou, Musée national Fernand Léger, FRAC Centre Val de Loire – le parcours dévoile des pièces rares, dont les études de Carlos Raúl Villanueva pour la Cité universitaire de Caracas et la célèbre *Ville spatiale* de Yona Friedman, qui témoignent du dialogue fécond entre Vasarely et les architectes de son temps.

L'exposition explore également une dimension majeure de son œuvre : la synthèse des arts. Membre du groupe Espace dans les années 1950-1960, Vasarely voyait l'intégration architecturale non comme une simple question esthétique, mais comme une stratégie sociale profonde visant à « combattre les nuisances visuelles, embellir l'environnement artificiel, réaliser la Cité polychrome du bonheur ». Cette vision prend tout son sens face aux quarante-deux intégrations monumentales (10 × 6 m) qui habillent les murs intérieurs du centre. Véritable cœur battant de la fondation, elles invitent le public à expérimenter par lui-même les effets optiques de ce langage plastique universel que Vasarely, communiste de toujours, rêvait de partager avec tous. ●

Élodie Lebeau-Fernández

Les chantiers du PCF face à une société asphyxiée

À la suite du 40e congrès du PCF, **Stéphane Bonnéry***, revient pour *Cause Commune* sur les chantiers du Conseil national, la coordination du comité exécutif et le suivi des commissions. Une nouvelle étape pour la réflexion collective du Parti et le rôle de ses revues.

PROPOS RECUEILLIS PAR **NICOLAS TARDITS**

À l'issue de ce 40e congrès, quelles sont les priorités qui vous paraissent les plus importantes pour faire vivre cette nouvelle étape du travail national du PCF et être au rendez-vous des échéances politiques de 2027 ?

C'est un congrès ancré dans les réalités, à partir duquel nous voulons partir des problèmes actuels ressentis par la population pour en montrer les causes profondes : quarante ans de politiques néolibérales de rigueur, d'austérité, pour maintenir des taux de profit importants ont provoqué des dégâts terribles.

Les luttes se multiplient, la souffrance s'exprime successivement dans différents secteurs : agriculteurs, pompiers, énergéticiens, travailleurs obligés de consommer du carburant, lycéens… La société craque de partout, asphyxiée.

Les ressentis sont très contradictoires. Cela peut engendrer le pire. La résignation le ras-le-bol, le découragement font que beaucoup sont prêts à céder à l'autoritarisme qui, avec l'extrême droite, promet d'être plus efficace en prenant à une partie des travailleurs pour redistribuer des miettes aux autres, sans toucher aux profits colossaux de la classe capitaliste. Mais cette situation éruptive et la violence de la réaction donnent plus clairement à voir les objectifs de la classe dirigeante : cela ouvre un espace politique plus grand pour le PCF, là où les autres n'oseront pas pointer l'enjeu central de la lutte des classes et les causes réelles des problèmes de la quête effrénée du profit.

Tout en soutenant chacun des secteurs en lutte, en éclairant les causes réelles des souffrances, qu'elles soient économiques ou politiques, notre stratégie conduit à faire prendre conscience qu'il s'agit là d'un problème d'ensemble qui touche l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, que nous devons unir progressivement autour d'intérêts communs d'une classe consciente contre l'emprise de l'argent sur la société.

> « 40 ans de politiques néolibérales de rigueur, d'austérité, pour maintenir des taux de profit importants ont provoqué des dégâts terribles.»

Alors que le PCF entre en campagne autour de la candidature de Fabien Roussel, comment permettre que les décisions du congrès se traduisent dans le travail quotidien du Parti et de sa direction ?

Le PCF a trois calendriers qui doivent être articulés.

Premièrement, durant le mandat nous avons décidé de trois grandes campagnes à décliner en lien avec les problèmes concrets et les luttes sectorielles, pour y apporter notre force militante, nos analyses avec des éclairages théoriques du besoin de révolutionner la société, et nos propositions.

- Pour la paix, l'autodétermination des peuples et un nouvel ordre économique mondial. Nous avons ainsi adopté un Plan international opérationnel : Palestine, Cuba, Afrique ; développement des relations internationales des partis communistes ; appel mondial pour la paix et nouvelle conférence de San Francisco.

- Pour la neutralité carbone en 2050. Nous serons les seuls à porter en 2027 un projet clair de planification pour parvenir à cet objectif.
- Pour une nouvelle industrialisation, une nouvelle agriculture, le développement des services publics et de la Sécurité sociale. C'est dans ce cadre que prend place notre bataille sur les carburants, avec notamment la revendication de la nationalisation de TotalEnergies et celle de contrôler et de baisser le prix de l'électricité. C'est également dans ce cadre que s'insèrent nos propositions pour la jeunesse de relance du service public de l'éducation que nous faisons connaître en soutien au mouvement lycéen. Lors de notre congrès nous avons également décidé de mettre en place une cellule nationale de surveillance et d'intervention sur les aides publiques aux entreprises, ainsi qu'une cellule nationale de riposte aux suppressions d'emplois et fermetures d'entreprises.

Deuxièmement, ces batailles constituent notre entrée immédiate en campagne électorale. Elles doivent structurer et rythmer notre intervention dans la présidentielle et les législatives. Préparons-nous, car tout va être fait médiatiquement pour empêcher que les vraies questions soient traitées, en tentant d'enfermer le débat dans les discours les plus politiciens, dans les castings de personnes appuyés par des sondages, afin d'empêcher la confrontation d'idées et la mise au jour des vraies causes des maux de la société.

> « Aucun gouvernement de ce pays, même quand son étiquette a été à gauche, n'a jamais produit d'avancée sans un parti révolutionnaire. »

Troisièmement, pour mener à bien ces actions, pour qu'elles soient efficaces dans la diffusion des idées communistes, et pour pérenniser la présence du PCF dans le paysage politique, nous avons un calendrier de consolidation du Parti. Ce calendrier permet de penser l'implantation des communistes dans les lieux de travail et de vie avec la recréation de cellules, le renouvellement de nos structures et des cadres avec un plan de formation, la centralité du financement de notre Parti par la cotisation, par le reversement des élues et élus et la sécurisation de notre patrimoine. Car au lendemain des élections nous aurons besoin d'un PCF solide et clairvoyant, qui a semé des idées pour la suite de la lutte des classes dans notre société. Et ce, que l'issue des élections s'avère malheureuse ou dramatique, pour affronter les forces du capital dans l'une ou l'autre de leur variante, mais aussi si le scrutin connaît une fin plus heureuse : car aucun gouvernement de ce pays, même quand son étiquette a été à gauche, n'a jamais produit d'avancée sans un parti révolutionnaire qui tienne le rapport de force dans les entreprises et dans le débat politique. Cela vaut pour l'ensemble des partis qui, historiquement, ont toujours cédé face à la pression des forces de l'argent, quand bien même ils déclament fort et outrageusement leur opposition au gouvernement. On le voit sur la nationalisation de TotalEnergies : les autres forces de gauche ont bien peur de s'en prendre au capital.

C'est pourquoi nous avons d'ores et déjà décidé de consacrer plusieurs conseils nationaux à cette question de l'organisation. Et cela va de pair avec une réflexion sur le fonctionnement de la direction, garantissant à la fois la pluralité des débats et l'efficacité de la mise en œuvre des décisions une fois qu'elles sont prises.

> « Les commissions travaillent de façon ouverte en organisant des rencontres avec les syndicats, les associations, les collectifs, etc. pour diffuser nos idées et chercher des convergences. »

© Quel rôle les commissions nationales peuvent-elles jouer dans l'élaboration collective des analyses et des propositions du PCF pour préparer les campagnes électorales à venir ?

Parce qu'elles réunissent des spécialistes, qu'ils soient professionnels d'un domaine, usagers ou chercheurs, les commissions thématiques du PCF ont un rôle décisif pour produire des analyses, des propositions, des argumentaires. Ce sont les commissions qui donnent les clés pour politiser les questions présentées comme inexorables et pour rendre compréhensible ce que les partisans de politiques capitalistes veulent réduire à de la technique de gestion.

Ces argumentaires précis sont également utiles quand une question prend de l'ampleur dans la population et dans les médias. C'est, par exemple, le cas de la nationalisation de TotalEnergies, où nous souhaitons faire émerger une question centrale à partir du ras-le-bol ▸▸

largement partagé auquel a conduit le prix des carburants.
Dans le faible temps de parole qui nous sera accordé dans les médias, nos candidates et candidats ni notre porte-parole ne pourront tout développer. Ils vont devoir axer leurs interventions sur quelques sujets ou aspects transversaux de ce qui fait les intérêts communs des travailleuses et travailleurs contre les capitalistes.
C'est aussi pourquoi les commissions doivent travailler de façon ouverte avec la société, en organisant des rencontres avec les syndicats, les associations, les collectifs, etc. pour diffuser nos idées et chercher des convergences.

Le 40e congrès a également ouvert un chantier important autour des classes sociales et de la nécessité de mieux connaître les réalités sociales auxquelles le Parti veut s'adresser. Quels sont, selon toi, les enjeux de ce chantier et comment peut-il renouveler l'analyse et l'intervention des communistes ?

Sur le plan stratégique, notre dernier congrès a réaffirmé et clarifié la volonté centrale pour notre Parti de contribuer à unir les travailleuses et les travailleurs. Historiquement, le Parti communiste français travaillait à l'union de la classe ouvrière et de la classe paysanne, d'où le symbole de la faucille et du marteau. Mais aujourd'hui la réalité du mode de production, la réalité même de la production qui est entremêlée avec la logistique et les services, tout cela conduit à ce que la structure de l'emploi soit différente.
Tout en nous accordant sur cette orientation d'unir cet ensemble renouvelé de travailleuses et de travailleurs, les communistes ont fait le constat que diverses propositions cohabitaient sans qu'aucune n'emporte l'adhésion complète pour nommer cette classe que l'on veut rassembler : classe ouvrière étendue ? classe salariale ? classe travailleuse ? ensemble convergeant de classes distinctes ? Une réflexion amorcée dans les dossiers 41 et 42 de *Cause commune* consacrés aux classes sociales.
Ainsi devons-nous reprendre, sur le plan théorique, la question des groupes sociaux et des professions aux intérêts communs, susceptibles de converger dans une alliance de classes ou dans la constitution d'une classe pour soi, au sein de la lutte des classes. Le chantier consiste donc à documenter ce débat. Mais ce ne sera pas un débat en conclave. Nous devons échanger avec d'autres hors du Parti, ainsi que mobiliser nos commissions et nos revues. Surtout, les luttes en cours et le travail de la direction doivent nourrir cette réflexion, qui doit en retour éclairer les luttes que nous menons et notre manière de prendre la parole sur les problèmes de société : en cherchant sans cesse à unir les personnes de professions, de statuts, de générations, de sexes, d'origines, etc., différents autour de leurs intérêts communs face à la classe capitaliste. Et cela dès maintenant, dans notre campagne sur les carburants et l'énergie, comme dans la lutte des lycéens pour un droit à une éducation de qualité.

Tu as également la responsabilité de la coordination des revues. Quelle place doivent-elles occuper dans la vie intellectuelle et politique du Parti, particulièrement dans une période où il s'agit de nourrir la réflexion collective sur les orientations du PCF ?

Comme chaque adhérente et adhérent peut le constater en consultant la lettre d'information des revues, que nous publions depuis trois ans et qui perdurera, toutes les revues du PCF et des structures éditoriales amies jouent à la fois un rôle de diffusion des idées, de formation des militantes et militants et d'un public plus large, ainsi que de confrontation avec d'autres points de vue. Cette place est décisive à l'heure où la chappe de plomb de la pensée unique risque de peser encore davantage.
Saisir des questions qui montent, résister à leur modelage par l'idéologie dominante, contester les infox, déplacer les analyses vers les causes réelles, et notamment les incidences du capitalisme, formuler des visions alternatives comme des têtes chercheuses…, voilà les missions de toutes nos revues. Et pour les revues d'action, il s'agit aussi de formuler des propositions, tandis que les revues académiques approfondissent le débat sur les fondements scientifiques des idées, en défendant des approches rationalistes, matérialistes et marxistes.
Nos campagnes d'idées et d'action, et par voie de conséquence nos campagnes électorales, vont s'en nourrir. Et cela dès maintenant : les enjeux de l'éducation face aux politiques de marchandisation et de privatisation, la conception de la dette publique afin qu'elle ne devienne pas un interdit de penser l'alternative politique, ou encore les enjeux réels des guerres en cours.
Pour renforcer le parti, et aider une nouvelle génération de responsables à se former, nous allons lancer une nouvelle revue, CommunisteS Mensuel, qui s'adressera spécifiquement aux animateurs de cellules, de section, de fédérations, pour qu'ils y trouvent des éléments de réflexion et des pistes d'action directement en lien avec leurs responsabilités. Cette publication trouvera sa place dans la complémentarité avec les autres revues, et notamment Cause commune, dont une nouvelle formule est à l'étude pour remplir, dans les circonstances d'aujourd'hui, sa fonction de tête chercheuse et de fer de lance de la bataille d'idées. ●

*Stéphane Bonnéry, est membre du comité exécutif national du PCF.

Cause ★ commune

SPÉCIAL CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



4 NUMÉROS UTILES POUR LA RÉFLEXION ET L'ACTION

4 NUMÉROS POUR 25 €

2 NUMÉROS POUR 15 €

1 NUMÉRO 10 €

Frais de port gratuit - Bulletin à renvoyer à :
Association Paul Langevin : 6, av. Mathurin-Moreau - 75019 Paris

Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 41 • Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 42

Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 46 • Je souhaite recevoir ☐ exemplaires du n° 47

Nom/prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Adresse électronique ..... Mobile .....

☐ **Je joins un chèque de .....**

☐ **Je fais un virement de .....**

Date : __/__ /_____

Signature

DÉMOCRATIE

Redonner du souffle à la démocratie

Par **Constantin Lopez et Dorian Mellot***

Pour nombre de représentants patentés de la bourgeoisie, la démocratie se réduirait à un ensemble de principes et de procédures institutionnelles fondés en droit mais décorrélés de toute délibération collective et de toute volonté populaire. Le concept semble alors vidé de sa substance au point de n'être devenu qu'un vague synonyme d'État de droit, généralement accolé à celui d'économie de marché ou de libéralisme : la « démocratie » ainsi conçue aurait pour but fondamental l'élaboration d'un cadre empêchant les pouvoirs publics de fausser le libre jeu du marché tout en préservant un socle minimal de libertés fondamentales. Cette conception néolibérale de la démocratie fut exprimée sous une forme presque naïve par François Hollande qui à Strasbourg, le 7 octobre 2015, polémiquant contre Marine Le Pen dans le Parlement européen à l'occasion des débats entourant le Brexit, posait comme équivalentes la sortie de l'Union européenne, de Schengen, de l'euro et de la démocratie.

« Plus l'État néolibéral perd sa capacité à changer les conditions d'existence du peuple, plus il montre les muscles, jusqu'à déchaîner la plus injustifiable violence pour réprimer les contestations montantes. »

CAPITALISME ET DÉMOCRATIE

Pour autant, pour les défenseurs les plus acharnés de la conception néolibérale (comme Friedrich Hayek), lorsque les pressions populaires menacent l'absolutisme du capital, la démocratie doit être abandonnée, ce qui ne peut se faire qu'en abolissant l'État de droit dans un même mouvement, et donc l'ensemble des principes et des procédures caractéristiques de ladite « démocratie ». Le lien entre capitalisme et démocratie apparaît ainsi profondément problématique. Si le capitalisme s'est historiquement accompagné d'un mouvement de démocratisation fondé sur le rejet des anciennes hiérarchies féodales, sur les idéaux des Lumières et le développement du mouvement ouvrier, il est aussi en permanence travaillé par la tentation autoritaire d'abolir le peuple et la politique en raison du refus de la bourgeoisie de céder la moindre parcelle de son pouvoir économique. C'est probablement de là qu'il faut partir pour

comprendre les racines de la crise politique profonde que traversent les pays occidentaux – à commencer par ceux de l'Union européenne – et qui se manifeste en premier lieu au sein des catégories populaires : montée de l'abstention, rejet croissant du politique et de l'action collective organisée, désaffection généralisée vis-à-vis des partis politiques, montée des votes pour l'extrême droite, repli sur la sphère individuelle et familiale… Depuis le tournant néolibéral, les pouvoirs publics se sont de plus en plus « lié les mains » en matière économique, conformément aux préconisations néolibérales : libéralisations tous azimuts, privatisations, suppression des barrières aux échanges, création d'autorités « indépendantes » hors de tout contrôle démocratique (à commencer par les banques centrales), adoption de règles limitant l'intervention discrétionnaire des États… Les autorités politiques ont elles-mêmes contribué à créer un carcan institutionnel destiné à les déposséder de leviers d'intervention indispensables pour répondre aux enjeux de la période en matière d'emploi et de production. La politique institutionnelle mise au pas par le capitalisme globalisé apparaît de plus en plus comme un théâtre peuplé d'acteurs médiocres si ce n'est nuisibles, gesticulant pour dissimuler leur absence d'actions effectives. Parallèlement à cela, les transformations du monde du travail et la désindustrialisation ont eu pour effet d'affaiblir les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier traditionnel, contribuant à aggraver l'atomisation des travailleurs, leur dépolitisation et leur sentiment d'impuissance.

Dans le même temps, les tendances autoritaires se sont renforcées, notamment à l'encontre des mouvements populaires et citoyens. Plus l'État néolibéral perd sa capacité à changer les conditions d'existence du peuple, plus il montre les muscles, jusqu'à déchaîner la plus injustifiable violence pour réprimer les contestations montantes. Lors du mouvement des gilets jaunes de 2018-2019, environ 2 500 blessés ont été recensés du côté de la population, parmi lesquels plusieurs dizaines de mutilés. Un grand nombre de ces victimes sont dues à l'utilisation par la police d'armes en violation des règles doctrinales, avec par exemple des tirs de LBD à bout portant, parfois visant la tête. Loin de s'être arrêtée, cette dérive semble s'approfondir : depuis le début du mouvement lycéen commencé le 21 septembre 2026, pas moins de 248 élèves auraient été blessés. Un adolescent de seize ans a été éborgné, un de 15 ans a eu la main arrachée par une grenade assourdissante, un autre de quatorze ans a reçu en pleine tête un tir de lance-grenades lancé à bout portant : il a perdu de nombreuses dents et souffre d'une double fracture de la mâchoire.

RECONQUÉRIR DES CAPACITÉS D'INTERVENTION DANS LA SPHÈRE ÉCONOMIQUE

Pour redonner du souffle à la démocratie, transformer la forme des institutions politiques ne suffira donc pas. La crise de dépossession démocratique actuelle nous impose de chercher simultanément à reconquérir des capacités d'intervention des pouvoirs publics dans l'économie, de dynamiser la participation citoyenne et de transformer nos institutions de façon à mettre ces dernières au service de l'intérêt général. Aux antipodes d'une pseudo-démocratie libérale visant à constitutionnaliser le règne du marché contre toute forme d'intervention politique, il semble incontournable d'intégrer la sphère économique au domaine de la délibération collective. Cela ne peut se faire que dès lors qu'il existe des instruments de politique publique permettant de mobiliser les moyens nécessaires à la réalisation d'objectifs socialement désirables : politiques budgétaire et monétaire notamment, mais aussi politique financière permettant d'allouer des fonds à certains types d'investissements dans des conditions déterminées ; politique commerciale ; politique de formation et de recherche… À cet égard, rappelons-nous qu'un grand nombre d'instruments du passé aujourd'hui délaissés pourraient être utilement remis au goût du jour (pensons par exemple à la pratique du crédit administré, typique de la planification à la française). Cela nécessite évidemment de rompre avec la camisole de force néolibérale dans laquelle ▸▸

> « Une reprise en main démocratique de la sphère économique nécessite le développement des services publics. »

nous sommes actuellement enserrés, à commencer par le droit européen.

Une reprise en main démocratique de la sphère économique nécessite le développement des services publics. La démocratie doit être appuyée sur des droits et des procédures visant la défense de l'intérêt général, y compris en ce qui concerne les droits sociaux et économiques. L'accès aux droits sociaux doit être organisé et mis en œuvre par des services publics fonctionnant selon des règles claires, correctement financés et dotés en personnels. L'exercice par le citoyen de ses droits suppose un accès à l'éducation, à l'information, à la santé, aux transports, au logement, etc. La participation politique ne peut se faire que dès lors qu'il existe un minimum de sécurité individuelle, de nature juridique mais aussi sociale et économique. Pour garantir l'accès à ces services, il semble indispensable de contrôler des entreprises publiques, notamment dans les secteurs ayant naturellement tendance à évoluer vers les monopoles et ayant un caractère stratégique (énergie, transports, industries clés…). À cet égard, une reprise en main du secteur bancaire semble absolument incontournable, afin de prioriser le financement des projets d'intérêt général. Plus largement, une réflexion sur les secteurs relevant de l'intérêt public et devant être soustraits à la logique lucrative semble plus que pertinente.

Une des conditions de l'accès à ces droits est la mobilisation et l'implication du plus grand nombre dans les questions qui les concernent. Cette implication ne saurait se limiter aux élections et aux institutions politiques, elle doit être élargie aux entreprises, à la gestion des problèmes locaux et à la sphère économique. Ainsi, de même qu'il faut reconnaître le fait que les travailleurs sont les premiers experts dans la gestion de leurs entreprises, de même il convient de revaloriser le rôle des habitants, des consommateurs et des usagers de services publics dans les grandes décisions économiques, dans le cadre d'une planification renouvelée. La prise en main de l'outil de production par les travailleurs eux-mêmes, par exemple en leur octroyant le pouvoir d'influer sur les orientations des entreprises privées où ils travaillent, constitue probablement un des meilleurs moyens pour atteindre les objectifs sociaux décidés démocratiquement.

> « La prise en main de l'outil de production par les travailleurs eux-mêmes, par exemple en leur octroyant le pouvoir d'influer sur les orientations des entreprises privées où ils travaillent, constitue probablement un des meilleurs moyens pour atteindre les objectifs sociaux décidés démocratiquement. »

TRANSFORMER NOS INSTITUTIONS

Pour finir par l'évidence, la démocratie a besoin d'institutions adéquates. Le régime français actuel (V^e^ République), souffre notablement d'un excès de concentration des pouvoirs dans les mains du président de la République et d'une atrophie de la représentation parlementaire. Pour autant, il ne serait manifestement pas suffisant de revenir à un régime parlementaire du type de ceux de la III^e^ ou de la IV^e^ République pour résoudre d'un coup de baguette magique l'ensemble des problèmes démocratiques actuels. La perte de confiance dans les institutions politiques est trop profonde pour que des remèdes seulement institutionnels et venus d'en haut puissent la corriger. Un renforcement des mécanismes participatifs et de la mobilisation à la base semble indispensable, mais cela ne se décrète pas. Il semble, quoi qu'il en soit, fondamental de transformer nos institutions avec la mise en œuvre d'une nouvelle Constitution, élaborée en sollicitant le plus largement possible la population. Des expériences démocratiques diverses tant historiquement que géographiquement peuvent nous aider à penser la façon dont nos institutions doivent être transformées. ■

*__Constantin Lopez__ et __Dorian Mellot__ sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

Une crise de dépossession démocratique

Il est de bon ton, devant l'affaiblissement concomitant des mécanismes de la représentation politique et institutionnelle qu'affrontent la France autant que la plupart des pays développés, de parler de « *crise démocratique* », voire de « *fatigue démocratique* ». Ce qui, à bien des égards, revient à banaliser ce qui s'avère plutôt une crise engendrée par la dépossession démocratique dont les peuples font aujourd'hui l'objet.

PAR **CHRISTIAN PICQUET***

Si le communisme hante toujours autant l'Europe et le monde, tant le capitalisme se montre incapable de satisfaire les besoins humains les plus élémentaires, jusqu'à celui de protection des espèces vivantes face au dérèglement climatique, c'est un autre spectre qui s'installe désormais à ses côtés, celui qui obsède des classes possédantes ne dissimulant plus leur aversion, pour ne pas dire leur haine, à son endroit : la démocratie. Ce régime politique qu'Abraham Lincoln définissait, le 19 novembre 1863, dans son célèbre discours de Gettysburg, comme le *« gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple »*.

À l'origine du long processus qui vit son institutionnalisation outre-Atlantique comme sur le Vieux Continent, le concept se confondait, on le sait, avec le mode de domination politique de bourgeoisies pressées de se débarrasser des vestiges du vieil ordre féodal tout en garantissant la stabilité de leur tout neuf pouvoir. Le « jeune Marx », pour reprendre cette terminologie, était ainsi parfaitement fondé à identifier le règne de la propriété privée sous le fondement juridique de la Constitution républicaine française et de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Ce qui l'amena à formuler une première critique globale de l'*« État politique »* ou de l'*« État en tant qu'État »*.

La dynamique des luttes populaires et l'engagement ardent d'un mouvement ouvrier en plein essor, ayant marqué un peu partout la conquête pratique de la démocratie, devaient toutefois conduire le Marx de la maturité à modifier substantiellement son approche, ces combats n'ayant cessé de chercher à dépasser les limites dans lesquelles le capital entendait enfermer les nouvelles institutions. Ce qui devait amener Friedrich Engels, prolongeant des réflexions construites notamment à partir de l'observation des luttes de classes exemplaires ayant jalonné tout le XIXe siècle en France, à formuler cette conclusion stratégique, à la portée trop ignorée par la suite : *« Un point est absolument certain, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver au pouvoir que sous la forme de la République démocratique. C'est même là la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a montré la grande Révolution française. »*

> « Un spectre obsède des classes possédantes ne dissimulant plus leur aversion, pour ne pas dire leur haine, à son endroit : la démocratie. »

L'INCESSANTE TENTATION DU LIBÉRALISME AUTORITAIRE

C'est de cette dynamique, qui sera en quelque sorte venue subvertir le projet bourgeois initial, que seront nées, dès le début du XXe siècle, les premières attaques virulentes contre le principe même de la démocratie. Cette fois, elles ne ▸▸

venaient pas de figures de la tradition contre-révolutionnaire, telle que put l'incarner en France, avec quelques autres, un Hippolyte Taine laissant libre cours à sa détestation de la *« populace dégradée et dangereuse [...] au cerveau mal construit »*. Elles émanaient de tout un secteur intellectuel de la bourgeoisie, qui estimait indispensable de revenir sur l'idée de souveraineté du peuple, de peur que s'y engouffrent tous ceux et toutes celles qui n'avaient, à ses yeux, aucun titre à faire valoir pour gouverner. L'un des plus remarquables d'entre eux fut, à cet égard, Carl Schmitt dans l'Allemagne pré-nazie.

Préfigurant le catéchisme néolibéral de la fin du siècle passé, Schmitt non seulement pourfendait la tentation de ce qu'il désignait comme *l'« État total »*, menaçant la liberté des possédants en voulant répondre aux aspirations populaires et en prétendant réguler l'économie, mais il se faisait aussi le chantre d'un pouvoir autoritaire à même de dégager de toute contrainte les détenteurs des moyens de production. Il exprimait, en ce sens, la conviction que « *la lutte pour l'État et pour la politique [...] est tout aussi nécessairement une lutte contre les méthodes par lesquelles la bourgeoisie libérale du XIXe siècle a affaibli et renversé l'État monarchique* ». Il n'est pas inutile de souligner ici à quel point pareille philippique, visant les révolutions démocratiques ayant mis un terme au règne des aristocraties et de leurs privilèges, allait offrir un surcroît de légitimité idéologique à la conquête du pouvoir par un national-socialisme prônant, précisément, l'affranchissement radical de l'héritage des Lumières.

On eût pu croire que les horreurs de la Seconde Guerre mondiale auraient enterré ces aspirations à l'État libéral-autoritaire. Il n'en aura rien été, les émules de Carl Schmitt s'étant employés, sitôt retombés les fracas d'un conflit généralisé, à renouer le fil du même projet d'édulcoration de la démocratie afin d'assurer le triomphe absolu des marchés et d'une concurrence soustraite à tout empiètement de la puissance publique. Dès 1944, un Friedrich Hayek en arrivait même à cette thèse, littéralement révisionniste, selon laquelle le nazisme n'avait été qu'une forme de socialisme, et même l'aboutissement d'une démocratie se voulant illimitée qu'il n'hésitait pas à assimiler à un totalitarisme. À ses yeux, sous la République de Weimar, *« ce sont surtout des gens de bonne volonté qui, par leur politique socialiste, ont préparé le terrain pour les forces qui représentent tout ce qu'ils détestent. Peu reconnaissent que la montée du fascisme et du nazisme n'était pas une réaction contre les tendances socialistes de la période précédente, mais un résultat nécessaire de ces tendances »*. Et d'en appeler, sur cette base, au *« détrônement de la politique »*, autrement dit de la démocratie puisque celle-ci est théoriquement fondée sur l'autonomie du politique.

« Les premières attaques virulentes contre le principe même de la démocratie émanaient de tout un secteur intellectuel de la bourgeoisie, qui estimait indispensable de revenir sur l'idée de souveraineté du peuple, de peur que s'y engouffrent tous ceux et toutes celles qui n'avaient, à ses yeux, aucun titre à faire valoir pour gouverner. »

La voie était donc ouverte, par la suite, à la contre-offensive engagée par les secteurs dominants du capital internationalisé, lorsqu'ils durent faire face à la vague de luttes de libération nationale et de poussées révolutionnaires qui balaya le globe entier dans les années 1960 et 1970. Dès 1975, légitimant *a posteriori* le coup d'État du général Pinochet au Chili (soutenu par les fanatiques néolibéraux de l'école de Chicago) et préfigurant la contre-révolution néolibérale qui allait surgir de l'Angleterre thatchérienne ou de l'Amérique reaganienne, un rapport de la Commission trilatérale – où se rassemblaient des personnalités politiques et des « experts » de l'ensemble du monde occidental – dessinait les contours de ce qui allait devenir la globalisation marchande et financière. Prétendant répondre à la *« crise de la démocratie »*, ce texte reprenait l'idée selon laquelle, en étendant sans cesse les demandes de la société et en plaçant les gouvernants sous la pression des forces populaires, la démocratie entraînait le déclin de l'autorité et rendait les individus rétifs à la discipline et aux sacrifices que les pouvoirs en place étaient en droit d'exiger d'eux.



LA COMPULSION À SE DÉBARRASSER DU PEUPLE ET DE LA POLITIQUE

Ce document, à cinq décennies de distance, vient éclairer ce à quoi nous sommes présentement confrontés : le processus de néolibéralisation mis à l'œuvre par un capitalisme financiarisé comme jamais dans son histoire, qui marque une rupture profonde avec les institutions nées dans l'après-guerre. Le remodèlement du système productif planétaire, l'affaiblissement du salariat et sa fragmentation à travers la dislocation des grandes concentrations industrielles qui avaient si longtemps fait sa force, et plus généralement la destruction orchestrée de l'État social et des droits que celui-ci garantissait au grand nombre, ne pouvaient s'opérer sous la menace de mouvements populaires engendrant de possibles traductions électorales, celles-ci étant susceptibles de faire prévaloir la souveraineté des citoyens sur celle des marchés. Il fallait donc extirper des consciences l'idée qu'une autre politique était possible, que la puissance publique se trouvait en mesure de reprendre la main sur l'avidité sans bornes du capital, et que les cadres nationaux demeuraient des espaces d'exercice de la démocratie permettant aux peuples de faire encore valoir leurs droits.

Ce qui fut fait : avec l'installation de gouvernements ne prétendant plus qu'au rôle de simples gestionnaires des nécessités historiques de la mondialisation, et proclamant à l'envi, telle Margaret Thatcher en son temps, qu'il n'existe plus d'alternative aux choix qu'ils mettent en œuvre ; avec la réorganisation d'États démolissant les propriétés publiques, asphyxiant les services publics et se délestant de leurs missions fondamentales jusque dans leurs dimensions régaliennes, pour laisser place aux gestionnaires d'actifs, aux fonds d'investissement ou aux cabinets privés de conseil ; avec l'invention de constructions supranationales qui, à l'instar de l'Union européenne, ne se revendiquent pas comme des États pour mieux se déclarer irresponsables devant les peuples, un ancien président de la Commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker, étant un jour allé jusqu'à expliquer qu'il ne pouvait *« y avoir de choix démocratiques contre les traités »* ; avec ces tendances, récurrentes sous toutes les latitudes, à rechercher de solutions césaristes, à l'affaiblir les Parlements – ce que reflète, en France, la présidentialisation accrue de la Ve République –, au mépris des élites dirigeantes envers le verdict des urnes, au durcissement généralisé des dispositifs répressifs autant qu'à la criminalisation des mouvements sociaux et du syndicalisme… ▸▸

> « Poursuivre inlassablement l'engagement pour redonner tout son sens à la démocratie, permettre au peuple et à la nation de recouvrer leur souveraineté dans de nouvelles institutions. »

En France, tout cela aura pris la forme spécifique d'un assaut généralisé contre les principes d'une République affichant, depuis la Grande Révolution, sa volonté de compléter l'exigence démocratique de la recherche de l'intérêt général, et de promouvoir par-delà les frontières nationales l'universalité des droits humains. Il se trouva d'ailleurs, pour accompagner cette attaque – et aussi pour préparer le terrain au ralliement d'une partie de la gauche au libéral-capitalisme –, des intellectuels pour instruire le procès de l'héritage révolutionnaire de la démocratie, rendant celui-ci responsable de tous les absolutismes du XXe siècle (ce fut le cas de François Furet, dans *Penser la Révolution française*).

> « L'instabilité politique aiguë que connaît présentement la France se révèle la résultante directe de cette stratégie de dépossession démocratique. »

Avec la crise de valorisation qu'affronte présentement le système, nous entrons dans un nouveau moment politique, amenant à leur paroxysme les tendances lourdes de la période précédente. Les secteurs dominant dorénavant l'économie, en particulier ceux de la révolution informationnelle, se montrent à la recherche d'un nouveau mode d'accumulation du capital. À travers l'orientation mise en œuvre par l'actuelle administration Trump, et s'articulant au redéploiement impérial des États-Unis, s'esquisse à cette fin une nouvelle conception de la domination politique des nations. De la *« pensée néoréactionnaire »,* que promeut ouvertement une poignée de milliardaires de la Silicon Valley, se dégage une quadruple volonté : d'en revenir à la théorisation des *« hiérarchies naturelles »* et de la nature indépassable des inégalités sociales, raciales et sexuelles ; de rompre de ce fait définitivement avec les apports des Lumières ; de permettre le contrôle direct des sociétés par la finance et les firmes, ce qui suppose la généralisation de régimes autoritaires, les partis d'extrême droite se voyant clairement sollicités pour y concourir ; et de substituer à un État de droit décrété failli l'encadrement des populations au moyen des puissants instruments algorithmiques aujourd'hui au cœur du nouvel âge capitaliste. De quoi confirmer pleinement l'appréciation, vieille de vingt ans, du philosophe Jacques Rancière, celle d'un système emporté par une *« compulsion naturelle au gouvernement oligarchique : la compulsion à se débarrasser du peuple et de la politique »*.

BATAILLE DÉMOCRATIQUE ET BATAILLE DE CLASSE

L'instabilité politique aiguë que connaît présentement la France se révèle la résultante directe de cette stratégie de dépossession démocratique. Ses victimes désignées, le monde du travail et les catégories populaires, c'est-à-dire la majorité sociale de l'Hexagone, auront de ce point de vue subi à la fois l'exclusion des mécanismes de décision et la relégation, pour une grande partie d'entre elles, dans ces territoires périurbains et ruraux ravagés par la disparition des services publics et la désindustrialisation. Elles auront réagi par un double mouvement, de replis divers et d'éloignement de la politique, autant que de contestation de la légitimité même des institutions et de leurs représentants, jusqu'au premier d'entre eux, d'où l'ouverture d'une crise de régime inédite depuis la fondation de la Ve République. Ce qui aura, en retour, aggravé les phénomènes de délitement du lien social et national, lourdement fragilisé la République elle-même, provoqué la montée des violences et des désespérances, encouragé l'essor du racisme et de l'antisémitisme, nourri le développement de l'extrême droite, des intégrismes religieux et des obscurantismes de toute nature.

L'aspiration démocratique n'a cependant pas dit son dernier mot. Depuis le mouvement social de 1995, premier soulèvement de classe massif contre les régressions néolibérales, elle n'aura cessé de resurgir, des immenses batailles pour les retraites à la défense de l'école publique ou de la laïcité républicaine, de l'exigence de services publics reconstruits et étendus au refus des choix imposés sous l'égide des traités européens, des combats pour l'emploi ou une nouvelle industrialisation aux innombrables mobilisations pour l'égalité et l'universalité des droits. Chacune de ces confrontations aura dépassé l'affirmation d'intérêts particuliers pour rassembler une majorité du peuple autour de l'intérêt général. Chacune aura exprimé le besoin de communs, le désir de débattre des grands choix d'avenir, la soif de

contrôler et de décider enfin de ce qui concerne les individus autant que la collectivité.
Cela ne peut que nous encourager à poursuivre inlassablement l'engagement pour redonner tout son sens à la démocratie, permettre au peuple et à la nation de recouvrer leur souveraineté dans de nouvelles institutions. Lutter sans relâche contre le présidentialisme et pour un Parlement réellement représentatif et redevenu le cœur de la vie publique, défendre et étendre les libertés à présent si menacées, œuvrer au pluralisme des idées et à la libre création culturelle tant mis en danger par de gigantesques monopoles multimédias, rapprocher les citoyennes et les citoyens des lieux de décision, permettre aux travailleurs et aux travailleuses de s'appuyer sur de nouveaux pouvoirs jusqu'à l'échelon de leurs entreprises, voilà qui répond à la nécessité de pousser la démocratie jusqu'au bout, jusqu'à la République sociale qui prendra possession des principaux leviers de commande. Au fond, Jaurès avait tout dit lorsqu'il écrivait : *« Politique de démocratie et politique de classe, voilà les deux termes nullement contradictoires entre lesquels se meut la force prolétarienne et que l'histoire confondra un jour dans l'unité de la démocratie sociale. »* ■

*__Christian Picquet__ est membre du comité exécutif national du PCF.

Pour une Europe des peuples :
reconquérir la démocratie contre le fédéralisme de marché

Le cadre européen, présenté par les libéraux comme censé constituer une réponse aux désordres de la mondialisation, en constitue en réalité un cheval de Troie. Il est urgent de le refonder.

PAR **HÉLÈNE BIDARD** ET **FRANK BARON***

À l'heure de l'interconnexion des marchés, des flux financiers et des réseaux numériques globaux, le désenchantement démocratique généralisé est là. La plupart des grandes questions du moment apparaissent hors de portée de toute régulation. La période récente, marquée par les pandémies, les crises financières, le réchauffement climatique ou encore l'essor incontrôlé des réseaux sociaux brutaux, montre la nécessité de réinventer notre cadre d'action pour permettre aux peuples de reprendre en main leur destin face à une mondialisation capitaliste hors de contrôle.

UNE CONTRADICTION PROFONDE

Le fonctionnement démocratique de l'Union européenne est marqué par une contradiction profonde. Alors que le Parlement européen est présenté comme l'institution incarnant la légitimité démocratique de l'Union, la participation électorale demeure faible et très inégale selon les pays. Lors des élections européennes de 2024, seulement 50,74 % des électeurs européens se sont déplacés. Cette abstention massive n'est pas seulement la marque d'un désintérêt civique, elle révèle une difficulté profonde des peuples européens à percevoir leur vote comme un moyen d'influer sur les choix économiques, sociaux et politiques de l'Union.
Cette crise démocratique est le symptôme d'une contradiction plus profonde entre la forme démocratique revendiquée par l'Union européenne et son contenu institutionnel. Les citoyens sont appelés aux urnes, mais ils ne disposent que d'une capacité limitée pour modifier les orientations fondamentales qui structurent l'Union. La politique monétaire, les règles budgétaires, la concurrence, le marché intérieur ou encore les grands principes du commerce extérieur sont largement encadrés par les traités libéraux et confiés à des institutions non élues et qui échappent pour l'essentiel au contrôle du Parlement européen et des parlements nationaux. ▸▸

UN FÉDÉRALISME DE MARCHÉ

Depuis plusieurs décennies, l'intégration européenne s'est construite autour de la priorité donnée au marché intérieur et à la concurrence. Des choix économiques historiquement situés ont progressivement été soustraits au débat politique pour être inscrits dans les traités européens. La libre circulation des capitaux, la concurrence libre et non faussée, l'indépendance de la Banque centrale européenne ou les disciplines budgétaires capitalistes sont devenues des principes présentés comme intangibles, et très difficiles à remettre en cause par le vote de la classe travailleuse. C'est ce que l'on peut qualifier de « constitutionnalisation européenne du néolibéralisme » : le marché n'est plus seulement une orientation économique, il devient le cadre indépassable de l'action politique. Il s'est ainsi construit un fédéralisme de marché, dans lequel les compétences transférées au niveau européen concernent prioritairement les mécanismes nécessaires à l'intégration économique, tandis que les politiques sociales, industrielles ou écologiques restent largement fragmentées. Ce fédéralisme ne construit pas une véritable souveraineté démocratique ; voulu par les sociaux-démocrates, il organise avant tout un espace économique soumis aux règles de la concurrence.

> « La démocratie ne se réduit pas aux élections : elle suppose du temps, du débat, de la réflexion collective et la capacité des citoyens à décider. »

L'épisode des négociations commerciales avec Donald Trump illustre cette contradiction. Lorsque le président états-unien a menacé l'Union européenne de nouveaux droits de douane, la présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue à Washington pour négocier un accord engageant l'Union. Au-delà du contenu de cet accord, la question démocratique demeure : comment une responsable qui ne procède pas directement du suffrage universel peut-elle engager l'Europe sur des choix économiques, industriels et stratégiques majeurs sans véritable débat populaire préalable ? Certes, la Commission européenne dispose d'une compétence en matière commerciale, mais une compétence institutionnelle ne saurait être confondue avec un véritable mandat politique. Cet épisode, symptomatique mais grave, illustre une logique où les décisions essentielles sont prises au sommet des institutions avant d'être présentées aux peuples comme des nécessités auxquelles ils doivent consentir. C'est une forme de dépossession de la souveraineté populaire de la classe travailleuse.

Pour autant, cette critique ne conduit pas à considérer la sortie de l'Union européenne comme une solution pour les classes populaires. Le Brexit l'a montré. Présenté comme une reconquête de souveraineté, il n'a pas remis en cause les rapports de force entre le capital et le travail. Les politiques de dérégulation, d'austérité et de flexibilisation ont été poursuivies, tandis que les conséquences économiques ont pesé d'abord sur les salariés et salariées, les travailleurs et travailleuses précaires et les territoires populaires. La souveraineté nationale retrouvée n'a pas produit une souveraineté populaire effective.

Cette expérience rappelle une évidence : la question décisive n'est pas seulement celle de l'échelle à laquelle s'exerce le pouvoir, mais celle surtout des forces sociales qui le contrôlent. Une bourgeoisie nationale peut parfaitement défendre la souveraineté de l'État tout en menant des politiques favorables au capital financier. De même, le retrait de l'Union européenne n'a pas empêché la progression des forces nationalistes et d'extrême droite. Lorsque les causes profondes des inégalités, de la désindustrialisation et de la précarité ne sont pas traitées, la colère populaire peut être détournée vers des boucs émissaires plutôt que vers les mécanismes du capitalisme.

UNE RECONSTRUCTION DÉMOCRATIQUE INDISPENSABLE

La réponse ne peut donc être ni le fédéralisme de marché ni le repli national. Elle doit être la construction d'un véritable projet démocratique pour les peuples européens et les nations. La démocratie ne se réduit pas aux élections : elle suppose du temps, du débat, de la réflexion collective et la capacité réelle des citoyens à décider. Elle suppose le respect et le renforcement de la démocratie sociale. Elle est un processus permanent de conquête et d'émancipation.

Cette reconstruction démocratique ne viendra pas seulement des institutions. Elle dépendra

des forces populaires capables de transformer les rapports de pouvoir : mouvements sociaux, syndicats, associations, collectifs citoyens et mouvements féministes… L'histoire montre que les grandes avancées démocratiques et sociales n'ont jamais été accordées spontanément par les pouvoirs en place, elles ont été conquises par les luttes collectives. La démocratie vit dans les entreprises, dans les quartiers, dans les organisations militantes et dans tous les espaces où les citoyennes et les citoyens s'organisent pour peser sur les décisions.

Cette démocratie doit être sociale. Il n'existe pas de démocratie réelle sans égalité sociale, sans services publics, sans droits syndicaux, sans protection des travailleurs et sans réduction des inégalités. Les inégalités économiques produisent des inégalités de pouvoir. Lorsque quelques grandes entreprises, fonds financiers ou plateformes numériques concentrent une part considérable des richesses et de l'information, la capacité des citoyennes et des citoyens à agir collectivement est affaiblie. La démocratie suppose donc de redistribuer le pouvoir jusque dans l'entreprise : les salariés doivent disposer de nouveaux droits d'intervention sur les choix stratégiques, les investissements et l'organisation du travail, jusqu'à la réorientation des choix budgétaires et de la Banque centrale européenne.

Elle doit également être féministe. Le féminisme ne peut être réduit à la seule représentation des femmes dans les institutions. Il constitue une transformation profonde des rapports de domination et de l'organisation politique. Les femmes continuent de faire vivre les syndicats, les associations, les partis et les collectifs citoyens, donc de faire vivre la démocratie elle-même, malgré les inégalités persistantes. Une démocratie véritable implique l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'accès aux responsabilités, dans le travail, dans la vie publique et dans le partage du pouvoir.

Elle doit enfin être écologique. La transition écologique exige des choix collectifs majeurs qui ne peuvent être abandonnés aux marchés. Elle suppose une planification démocratique, la maîtrise publique des secteurs essentiels et la participation des citoyens aux transformations qui concernent leur avenir. Et pour cela le PCF a établi un plan climat pour le France, qui devrait se décliner au niveau européen.

Face aux menaces actuelles – montée de l'extrême droite, désinformation, concentration des pouvoirs numériques, oligarchies économiques et brutalisation du débat public –, nous assistons à une véritable vague d'autocratisation et à la montée d'un capitalisme autoritaire et technocratique. La démocratie a besoin de contre-pouvoirs puissants pour limiter ces nouvelles formes de domination, protéger les libertés publiques, l'information réelle comme un droit, ce qui nécessite de défendre les droits syndicaux et de garantir le pluralisme de la presse.

> « Lorsque les causes profondes des inégalités, de la désindustrialisation et de la précarité ne sont pas traitées, la colère populaire peut être détournée vers des boucs émissaires plutôt que vers le capitalisme. »

L'enjeu est donc de construire une autre Europe : non pas une Europe gouvernée par les marchés, ni une Europe du repli national, mais une Europe des peuples souverains, libres et associés dans la paix, la solidarité et la justice. Une Europe de la classe travailleuse. Une Europe où la démocratie s'exerce à toutes les échelles : locale, nationale, européenne et internationale. Une Europe fondée sur la coopération entre les peuples, le multilatéralisme, le droit international et la résolution pacifique des conflits.

Car la démocratie et la paix sont inséparables. Les logiques de domination économique, les rivalités impérialistes et la mise en concurrence généralisée nourrissent les conflits autant qu'elles affaiblissent les sociétés démocratiques. Face au capitalisme prédateur, à l'autoritarisme et aux nationalismes, notre combat est celui d'une démocratie véritable, étendue : une démocratie qui redistribue le pouvoir, émancipe les peuples et ouvre la voie à des jours heureux pour la classe travailleuse en Europe. ■

*__Hélène Bidard__ est vice-présidente du Parti de la gauche européenne.

__Frank Baron__ est membre du comité éditorial de Recherches internationales.

Réflexions sur la démocratie

Bien que la pensée libérale ait toujours accueilli avec hostilité l'idée d'un pouvoir du peuple, la démocratie, qui dans son essence même, est la démocratisation est une création continue, un procès en développement.

Par **Jean-Jacques Goblot***

Je commencerai par une question de vocabulaire. Raymond Aron, reconnu aujourd'hui comme un des grands théoriciens de la démocratie libérale, affectait d'éviter l'usage du mot démocratie pour désigner « les régimes occidentaux que nous appelons couramment démocratiques ». Il préférait, « au risque de pédantisme », parler de régimes constitutionnels-pluralistes [Essai sur les libertés] ; et, s'expliquant sur ce point dans un passage de ses Mémoires, il dit avoir voulu souligner ainsi ce qui oppose les démocraties occidentales aux régimes de parti unique, « dont le régime soviétique représente la forme la plus parfaite » ; au reste, il estime que « la compétition légalement organisée pour l'exercice du pouvoir constitue effectivement l'essence de la démocratie moderne ».

À ce point, s'agit-il encore d'une simple question de mots ? Non, Car la définition proposée par Raymond Aron suscite des objections qui touchent au fond des choses, à commencer par celle-ci : est-il possible de ne pas inclure dans l'essence de la démocratie l'idée d'un pouvoir du peuple, qui affirme immédiatement sa présence dans le mot même de démocratie ? […]

Parmi les maîtres de la pensée libérale, Raymond Aron n'est pas le seul à accueillir avec scepticisme et, pour tout dire, avec hostilité l'idée d'un pouvoir du peuple. Mais il évite le plus souvent d'attaquer de front le principe démocratique : il s'efforce plutôt d'en proposer une version inoffensive, préservant ainsi les apparences d'une « synthèse démocratico-libérale ». Dans les pays anglo-saxons, où la tradition libérale est fortement enracinée, les mêmes précautions sont sans doute moins nécessaires ; et c'est en effet chez les auteurs anglo-saxons – Locke, Burke et quelques autres – que l'on saisit le mieux combien la pensée libérale peut être foncièrement antidémocratique. […]

UNE DÉMOCRATIE SANS LE PEUPLE ?

On conçoit que dans ces conditions le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple apparaisse comme une idée tout à fait saugrenue, bien qu'elle figure noir sur blanc dans le texte de la Constitution de la Ve République ; comme le voulait Schumpeter, le rôle du « peuple » n'est pas d'exercer le pouvoir, mais d'arbitrer par ses votes la lutte concurrentielle qui met aux prises, sur le marché politique, les figures de proue présélectionnées des deux partis dominants. Dès lors, on peut considérer comme un fait accompli la confiscation des compétences politiques légitimes par une mince élite : politiciens professionnels, journalistes, experts en communication, professeurs de sciences politiques – auxquels il faut ajouter, bien sûr, les grands décideurs économiques et une partie de la haute fonction publique. Cette situation est-elle satisfaisante pour la démocratie ? Disons qu'elle lui est parfaitement contraire, tant il est vrai que le principe démocratique, comme l'affirmait un philosophe grec il y a vingt-quatre siècles, est celui de « la compétence des incompé-

« N'importe quel citoyen possède les capacités nécessaires pour prendre part aux décisions concernant les affaires publiques. »



tents » (définition attribuée à Protagoras) ; autrement dit, n'importe quel citoyen possède les capacités nécessaires pour prendre part aux décisions concernant les affaires publiques.
J'aime la radicalité de cette définition : elle affirme d'emblée une incompatibilité de nature entre la démocratie et les régimes excluant de la vie politique, pour cause d'incompétence, tout ou partie des masses populaires ; elle contredit ainsi les conceptions libérales de la démocratie, lesquelles, comme on l'a vu, ont tendance à méconnaître ou à escamoter discrètement, et parfois même à contester expressément ce qui distingue un régime démocratique d'un régime censitaire – par exemple en les rangeant l'un et l'autre sous la même étiquette constitutionnelle-pluraliste.

SOMMES-NOUS EN DÉMOCRATIE ?

À ce point me revient à l'esprit le titre d'un article que Sartre avait publié en 1952 : « Sommes-nous en démocratie ? » Question embarrassante, peut-être question piège. […] La question ainsi posée mérite encore d'être critiquée en ceci qu'elle nous invite à nous prononcer sur le présent état des choses, non sur leur devenir : c'est risquer de s'enfermer dans un d'une part, d'autre part parfaitement stérile. En revanche, le devenir de la démocratie à notre époque me paraît indiquer une direction assez claire : loin de s'inverser, le processus de désémancipation inauguré en France il y a un demi-siècle [en 1958, donc – note de la rédaction de Cause commune] – et qui ne concerne pas seulement la France – se poursuit et s'approfondit, au point qu'il est sans doute en passe de franchir une nouvelle étape.

> « La perspective qui se dessine n'est pas réjouissante : non point la perte corps et biens de la démocratie, mais […] son atrophie croissante, son agonie interminable. »

Ne disons donc pas que la démocratie n'existe plus (il y a encore des acquis à défendre), mais convenons que son espace a été très sensiblement restreint et risque de se restreindre encore. La perspective qui se dessine ainsi n'est pas réjouissante : non point la perte corps et biens de la démocratie, mais bien plutôt, combinée avec la perpétuation des procédures qui sont censées la définir, son atrophie croissante, son agonie interminable.

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ?

Il existe pourtant un autre aspect des choses, car tout indique que dans leur masse les citoyens, quoi qu'on en ait dit, sont loin d'être dépolitisés. Même s'ils sont las de se livrer périodiquement, dans le climat de mise en condition créé par les ▸▸

médias, au rituel d'un vote n'offrant que des choix biaisés, ils ne se désintéressent pas de la politique : ils voudraient bien plutôt faire de la politique autrement.

D'où le succès de la notion de démocratie participative, qui met en cause toute une tradition politique largement dominée par les formes délégataires de la démocratie. Il faut mesurer l'importance de l'innovation ainsi promise : la démocratie participative écarte délibérément le principe, formulé par Sieyès dès la fin du xviiie siècle, selon lequel la volonté du peuple ne peut être exprimée que par ses représentants ; elle repose au contraire sur l'idée que les citoyens eux-mêmes sont concernés, qu'ils ont leur mot à dire et doivent être constamment consultés, non seulement pour valider ou invalider les décisions prises par les gouvernants, mais aussi pour participer à l'élaboration des décisions à prendre et au contrôle de leur application. […]

[Donc,] si on veut réellement parler d'un gouvernement du peuple, [il faut penser] que l'essence même de la démocratie réside dans le fait que tous les citoyens ont part aux décisions qui intéressent la collectivité, non point seulement pour approuver ou pour désapprouver celles qu'on leur soumet, mais pour les élaborer eux-mêmes et en contrôler la mise en œuvre. Dès lors, la spécification introduite par l'épithète « participative » devient en quelque sorte superflue : toute démocratie est nécessairement participative – ce qui ne l'empêche point de recourir, autant que nécessaire, à la médiation « représentative ». Tel est le sens qu'il faut donner, me semble-t-il, à la définition que proposait Robespierre : « La démocratie est un état où le peuple souverain, guidé par des lois qui sont son ouvrage, fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même » (discours du 17 pluviôse an II).

Robespierre n'était pas le seul, à cette époque, à écarter la conception purement représentative que défendait déjà Sieyès : n'oublions pas que la Déclaration des droits de l'homme de 1789, en son article 6, reconnaissait à tous les citoyens le droit de concourir à la formation de la loi « personnellement ou par leurs représentants » (c'est moi qui souligne), et que la Constitution de 1793 prévoyait la possibilité pour les électeurs, réunis dans les assemblées primaires, de se prononcer sur les lois votées par le Corps législatif, et même sur un projet de révision de la Constitution (articles 58, 59, 60 ; article 115). Aujourd'hui, de telles dispositions peuvent nous paraître étranges : une tradition vieille de deux siècles nous a depuis longtemps habitués à la domination sans partage des formes délégataires de la démocratie ; quant aux formes dans lesquelles le peuple userait du pouvoir de faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, pouvons-nous seulement les définir ? En tout cas, nous n'en avons guère d'expérience pratique, et il est clair qu'en ce domaine beaucoup de choses restent à inventer. […]

Ma conclusion tiendra en peu de mots et peut-être résumée en deux points. Le premier sera pour rappeler l'observation de Georges Lukacs selon laquelle la démocratie, dans son essence même, c'est la démocratisation : autrement dit, l'idée qu'elle ne peut être conçue comme un ensemble de « règles du jeu » définies une fois pour toutes, mais comme une création continue, comme un processus en développement. Peut-être n'ai-je pas suffisamment illustré cette conception, puisque la plus grande partie de cette étude a été consacrée au processus de désémancipation que nous subissons depuis cinquante ans ; cela pourrait conduire à concevoir la démocratie essentiellement comme un acquis à maintenir et à défendre, alors que lutter pour la démocratie, c'est aussi et en un sens d'abord lutter pour le développement de la démocratie. […]

Évidemment, on peut être tenté aujourd'hui de penser que de telles revendications sont impossibles à satisfaire dans le régime capitaliste actuel, qui a suffisamment démontré qu'il est un

« La possibilité pour les électeurs, réunis dans les assemblées primaires, de se prononcer sur les lois votées par le Corps législatif, et même sur un projet de révision de la Constitution. Constitution de 1793. »

« Être attentif aux aspirations démocratiques qui prennent forme et grandissent sous nos yeux. »

adversaire de la démocratie et ne songe qu'à la rogner, ou si possible à la détruire. Faut-il donc en conclure que la seule solution est le renversement révolutionnaire du régime existant, et renoncer à lutter pour plus de démocratie ? En 1916, un des meilleurs héritiers de la pensée de Marx, souvent cité jadis mais aujourd'hui peu lu, s'élevait contre une telle conception qui témoigne, disait-il, d'une « incompréhension totale du rapport entre démocratie et capitalisme » : se contenter de dire que le capitalisme est l'ennemi de la démocratie, c'est une « caricature du marxisme », c'est oublier que le mouvement du capital est intimement contradictoire ; plus précisément, c'est omettre le fait que dans le même temps le capitalisme engendre des aspirations démocratiques dans les masses, crée des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme négateur de la démocratie et les masses qui aspirent à la démocratie. Jugement d'autant plus remarquable qu'il a été formulé à une époque où les maîtres du monde, pour repartager leurs zones d'influence menaient des peuples entiers à la boucherie : n'était-il pas compréhensible que l'on désespérât alors de tout progrès démocratique ? Pourtant, ceux qui appellent de leurs vœux une autre société ont raison de ne pas partager ce désespoir : rien n'est plus important que de comprendre qu'il existe dans la société actuelle des éléments qui préparent et appellent son propre dépassement. Rien de plus important, donc, que d'être attentif aux aspirations démocratiques qui prennent forme et grandissent sous nos yeux. ■

Jean-Jacques Goblot (1931-2009) était maître de conférences à l'université Lyon-II. Le texte dont sont issus les extraits ici reproduits a été écrit en 2008 et publié dans le recueil posthume *Essais de critique marxiste* (La Dispute, 2011, pp. 205-256). Nous remercions l'éditeur pour l'autorisation de publication.

L'expérience démocratique de la Commune de Paris

Pendant soixante-douze jours, le peuple de Paris va vivre un moment de démocratie inédite et intense qui continue de résonner encore partout dans le monde.

PAR **JEAN-LOUIS ROBERT***

Il convient toutefois de rappeler, pour une bonne compréhension de ces journées si intenses et pour mesurer la portée de cette expérience, certains éléments de contextualisation, sans toutefois entrer dans le détail de l'histoire de la Commune.

Tout d'abord, il s'agit de bien concevoir que nous sommes au XIXe siècle, en 1871 et à Paris. Beaucoup d'historiens ont caractérisé le XIXe siècle français comme le siècle des insurrections. Et il ne faut surtout pas oublier que la Commune est issue d'une grande insurrection populaire, le 18 mars 1871, avec tous les traits qui accompagnent une révolution. La proximité historique des révolutions de 1789, 1830, 1848 irrigue la Commune. Une histoire qui a aussi particulièrement marqué Paris où la barricade reste encore, plus qu'un mythe révolutionnaire, un processus révolutionnaire citoyen.

« Une démocratie qui met en jeu une articulation complexe entre une démocratie directe et une démocratie participative. »

Ensuite, il convient de se rappeler que nous sommes en un temps où les bacheliers ne constituent que 0,5 % d'une génération, où l'école primaire n'est ni gratuite ni obligatoire et où, même dans les grandes villes, même parmi les plus jeunes, une très grande partie de la population n'a que très peu et très irrégulièrement fréquenté l'école élémentaire. Mais une élite militante s'est (re)constituée à la fin du Second Empire, à l'image de l'ouvrier relieur Varlin, qui dévore tous les livres à sa portée, ▸▸

suit des cours du soir de français, géométrie et comptabilité, et étudie droit, latin et musique.

IDÉAL RÉPUBLICAIN ET LIBERTÉ

Dans ces conditions, que nous avons très sommairement résumées, notons d'abord que l'expérience démocratique de la Commune repose, en premier lieu, sur deux idées fondamentales.

D'abord l'idéal républicain. Face à Versailles, la Commune est le parti de la République qui, pour les communardes et communards, est au-dessus de tout. Sans République, nulle vraie démocratie, nulle vraie égalité ne sont pensables.

Ensuite la liberté : « À la liberté notre âme est fiancée », résume un communard de base. Sortant de vingt années du règne de Napoléon le Petit, le peuple aspire profondément aux libertés de réunion, d'association, de manifestation, de la presse, etc. Toutefois, le conflit de plus en plus violent avec Versailles, qui mènera à la guerre civile, conduit à une restriction des libertés, de la presse en particulier. La constitution d'un comité de salut public au début de mai, sur le modèle rêvé de 93, divise. Certains craignent que l'on aille vers une dictature révolutionnaire, d'autres la souhaitent.

L'expérience démocratique de la Commune commence par une élection. La Commune, c'est tout à la fois une révolution et une assemblée, élue le 26 mars, qui va de fait gouverner Paris jusqu'à la Semaine sanglante. Aucun communard, aucune communarde ne remet en cause le principe de la démocratie représentative par des élections qui aboutissent à la formation d'un gouvernement. En ce sens, une lecture anarchiste de la Commune est entièrement erronée et anachronique – ce qui n'empêchera pas, mais c'est bien après la Commune, que des communards ou communardes comme Louise Michel deviennent anarchistes et s'opposent aux élections.

Il reste cependant que les communards se méfient de toute forme d'autorité, de domination qui s'opposerait à l'émancipation de chacun. On le voit bien dans le fait qu'il n'y a aucun président de la Commune (la présidence y est tournante, ce qui, disons-le, ne facilitait pas la continuité du travail de l'assemblée…), ni même aucun maire d'arrondissement. Partout ce sont des collectifs, des commissions qui animent l'action. L'assemblée communale assure d'ailleurs elle-même le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif à Paris, contrôlant et changeant sans cesse une fragile commission exécutive. À un tout autre niveau, la Commune de Paris, dans sa déclaration du 16 avril, se prononça pour une République fédéraliste d'où serait exclue toute domination des provinces par la capitale et l'État-nation.

> « L'expérience démocratique de la Commune commence par une élection. La Commune, c'est tout à la fois une révolution et une assemblée, élue le 26 mars, qui va de fait gouverner Paris jusqu'à la Semaine sanglante. »

LA SOUVERAINETÉ PERMANENTE DU PEUPLE

Mais sans nul doute la principale originalité de la Commune n'est pas là, car pour les communards la démocratie ne saurait se résumer à la seule élection. Enfants de Rousseau avant tout, sur cette question, ils estiment que le peuple ne doit jamais abdiquer sa souveraineté, fût-ce aux mains des élus. La démocratie, la vraie démocratie, c'est la souveraineté permanente du peuple. Là est le principe essentiel qui va guider la pratique communarde. Comme le dit très bien un journaliste du *Cri du peuple*, le « peuple [ne saurait être] un troupeau appelé à jour et heure fixes par ses gouvernants à voter son abdication de tout pouvoir et de tout droit… » Les élus seront donc avant tout « les mandataires du Peuple./ Ne l'oubliez jamais/ Nom de Dieu ! » rappelle *Le Père Duchesne*. L'idée d'un mandat impératif ne suscitait pas cependant l'unanimité.

Le comité central de la Garde nationale, en décidant des élections du 26 mars avait, dès lors, fixé le mode de fonctionnement de la future Commune : « Les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables. »

Le point essentiel devient alors une démocratie qui met en jeu une articulation complexe entre une démocratie directe et une démocratie participative. Les choses n'étaient pas faciles à mettre en place dans le contexte d'une guerre civile où le plus grand nombre des communards étaient mobilisés au combat dans la Garde nationale.

Mais on ne partait pas de rien, car Paris avait été de longue date une ville animée d'un riche espace public, même au temps répressif de l'Empire où dans les arrière-salles des cafés, discussions et lectures collectives abondaient.

La Commune, ce fut donc le temps des clubs et des assemblées populaires (une quarantaine dans Paris) qui réunissaient, parfois à un rythme quotidien, des milliers de citoyennes et de citoyens pour discuter de « leurs affaires », régler les questions locales, mais aussi proposer, exiger sur les sujets les plus généraux. Toutes les propositions des clubs et assemblées devaient être examinées par la Commune, selon un processus assez complexe que nous ne pouvons développer ici. Toutes, bien sûr, ne furent pas retenues.

Le gouvernement du peuple par le peuple ne se manifestait pas seulement dans les réunions populaires : la presse, surabondante, jouait aussi son rôle, comme de très nombreuses associations. C'est ici qu'il faut noter que la démocratie communarde permit de donner aux femmes une place qui leur était refusée par le fait qu'elles n'avaient pas le droit de vote. Ce fut, cependant, une insuffisance de la Commune que ce droit de vote féminin ne fût une idée avancée par quasiment personne. La Commune, là, était de son temps. Mais la démocratie communarde permit aux femmes, très nombreuses dans les assemblées populaires, d'exercer pour partie leur souveraineté. L'Union des femmes pour la défense de Paris fut aussi une des plus importantes forces de la révolution communale, et ce sont ses propositions qui conduisirent la Commune à prendre son célèbre décret sur la réquisition des ateliers abandonnés.

Ce décret nous renvoie à une question tout aussi centrale de l'histoire de la Commune de Paris. La démocratie communale ne pouvait être seulement politique. Elle devait être aussi sociale. « La République démocratique et sociale », le mot d'ordre de 1848, revient en force en 1871. Ainsi le comité central de la Garde nationale, le 25 mars, conseillait-il de voter pour les « hommes qui vous serviront le mieux qui sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux ». Et l'assemblée communale comprit un nombre élevé d'ouvriers et d'employés (un taux jamais revu dans notre histoire nationale) accompagné d'une grande diversité populaire (artistes, avocats, petits patrons…). Un étranger fut aussi élu et admis dans les rangs de l'assemblée communale. Il reste que les écarts socioculturels se manifestèrent lors des séances où les ouvriers parlaient beaucoup moins que les bacheliers, comme je l'ai montré dans mon récent ouvrage sur le Commune de Paris.

« La démocratie communarde permit de donner aux femmes une place qui leur était refusée par le fait qu'elles n'avaient pas le droit de vote. »

« La démocratie, la vraie démocratie, c'est la souveraineté permanente du peuple. Là est le principe essentiel qui va guider la pratique communarde. »

DES FORMES D'AUTOGESTION OUVRIÈRE

Par ailleurs, si la Commune ne s'attaqua pas centralement à la propriété privée, elle agit pour que les travailleurs aient davantage de droits et, là où elle le pouvait, elle mit en place des formes d'autogestion ouvrière. Ce fut le cas aux ateliers d'armes du Louvre et, dans une moindre mesure, à l'Imprimerie nationale. Surtout elle encouragea la constitution d'associations ouvrières de production, le chemin de la démocratie sociale à ses yeux. Les artistes plasticiens, autour de Courbet, mirent aussi en place une forme d'autogestion de l'art.

Ce grand mouvement démocratique fut brutalement interrompu par l'irruption des troupes versaillaises et une répression sanguinaire. Mais, plus de cent cinquante ans après, la Commune reste un de ces moments de l'histoire qui continuent d'enrichir tout débat sur l'avancée vers un monde meilleur, plus juste, où serait bannie l'exploitation de l'homme par l'homme. ■

* **Jean-Louis Robert** est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.

Libération. La République démocratique et sociale au banc d'essai

Au carrefour des voies menant à la « République nouvelle » esquissée par le programme du CNR, le pays balance, sur fond de mobilisation citoyenne inédite, entre les incertitudes d'expérimentations audacieuses et les commodités du déjà-connu.

PAR **MICHEL PIGENET***

Le 10 mai 1944, à Philadelphie, l'Organisation internationale du travail explore, en prévision du monde à reconstruire, les moyens d'allier progrès social, démocratie et croissance économique. « Le travail n'est pas une marchandise », proclame-t-elle avant d'énoncer les conditions de la justice sociale, base d'une « paix durable ».

La France de la Libération s'inscrit dans cette perspective. De l'été 1944 à l'automne 1946, les institutions provisoires en place s'efforcent de parer aux innombrables urgences du temps.

LES PARADOXES DÉMOCRATIQUES DE LA LIBÉRATION

Le rétablissement des libertés individuelles et collectives accompagne l'installation d'autorités de fait, en premier lieu le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) qui, présidé par le général de Gaulle, dispose de pouvoirs d'exception. Son incontestable légitimité patriotique, plus que jamais décisive, n'éclipse pas un défaut d'assise démocratique en l'absence de validation électorale appelée à se prolonger. Ainsi apparaît-il inconcevable de convoquer le corps électoral avant la fin de la guerre et le retour des centaines de milliers de citoyens détenus en Allemagne.

Fort d'un prestige qu'il excelle à cultiver et du ralliement raisonné à sa personne, du cœur régalien de l'État de Gaulle continue donc de diriger d'une main de fer le gouvernement d'unité nationale dans lequel siègent les principales forces politiques. L'instance, dotée de prérogatives exécutives et législatives, est sans réel contre-pouvoir. L'Assemblée consultative, représentative, mais non élue, ne saurait prétendre à ce rôle. Cantonnée à l'émission de vœux, elle examine les projets d'ordonnances sans que ses avis s'imposent au GPRF.

> « Substitut d'élections ajournées, la procédure, non officielle, s'émancipe du cadre délégataire des consultations citoyennes pour expérimenter une forme de démocratie directe dont l'histoire de la République offre peu de précédents. »

Restent le Conseil national de la résistance (CNR) et la société civile. De l'avis du Général, le Conseil, dépourvu de fonction officielle, n'aurait plus lieu d'être une fois l'Occupation terminée. À l'unanimité, ses membres en jugent autrement. Présidé depuis septembre par un syndicaliste non communiste, Louis Saillant, le CNR entretient des rapports compliqués avec le GPRF, dont il reconnaît l'autorité, mais sur lequel il prétend exercer un magistère moral. L'un des sujets de friction est l'application de son programme, que de Gaulle se garde d'invoquer et que la population connaît mal. N'imaginons pas une société civile spectatrice.

Dans les jours, les semaines, parfois les mois qui suivent la Libération *stricto sensu*, les rapports de domination vacillent. Délicate, la phase de vérification de l'abolition du régime de Vichy et de l'Occupation impulse un exceptionnel regain de la vie



associative. De la défense d'intérêts communs à l'exercice des pratiques les plus variées, des loisirs à l'entraide, en passant par l'expression d'identités, on se réunit, on échange et on se manifeste. C'est flagrant pour les partis et les syndicats, qui accèdent vraiment au statut d'« organisations de masse ». La soif de liberté, d'égalité, de justice et de renouveau s'exprime dans un vocabulaire qui cible, pêle-mêle, le fascisme, les traîtres, les trusts… Les sondages ratifient les ruptures qui en écarteraient le retour. En avril 1945, de larges majorités approuvent les nationalisations, par exemple celle des banques, approuvée par 81 % des ouvriers et 57 % des membres des professions libérales.

Dans ce contexte, en prévision d'échéances électorales majeures, le CNR, résolu à peser sur le GPRF, choisit de populariser son programme au moyen, inédit depuis 1789, d'états généraux.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX OU LA « DÉMOCRATIE AGISSANTE » À L'ÉPREUVE

L'idée émerge de deux foyers distincts, parties prenantes de l'effervescence sociopolitique de l'automne 1944. Qu'il s'agisse du comité directeur du Front national (FN), le 13 septembre, ou du congrès de la quarantaine de Comité départementaux de Libération (CDL) méridionaux et activistes, le 7 octobre, tous proposent de réunir dans les villes et les villages des « assemblées patriotiques » où serait présentée et enrichie la Charte de la Résistance. À Paris, le CNR avalise l'initiative sous la dénomination définitive d'« États généraux de la Renaissance française », convaincu de jouer son autorité dans la réussite d'une démarche que les pouvoirs publics ne reprennent pas à leur compte.

Substitut d'élections ajournées, la procédure, non officielle, s'émancipe de surcroît du cadre délégataire des consultations citoyennes pour expérimenter une forme de démocratie directe dont l'histoire de la République offre peu de précédents. Ses initiateurs n'envisagent pas seulement, en effet, de « donner la parole au peuple », mais de lui demander de coucher ses attentes dans des « cahiers de doléances ».

> « En prévision d'échéances électorales majeures, le CNR, résolu à peser sur le GPRF, choisit de populariser son programme au moyen, inédit depuis 1789, d'états généraux.. »

En juin 1945, Maurice Thorez parie sur une dynamique de « création continue » qui déborderait le moule étroit de la politique instituée pour « s'appuyer sur l'action du peuple ». Dans le sillage des critiques du système représentatif et des analyses livrées par Marx, puis Lénine, à partir de la Commune de Paris, les conceptions communistes d'une « démocratie agissante » rencontrent ▸▸

nombre des conceptions rénovatrices des mouvements de la Résistance.

Contrariée par les aléas d'une conjoncture aussi mouvante qu'incertaine, l'organisation des états généraux se précise au printemps 1945, après la capitulation de l'Allemagne. Les règles arrêtées par le CNR dessinent un schéma pyramidal allant des communes aux départements *via* les cantons et les arrondissements. Il revient aux congrès départementaux d'élire leurs représentants à Paris et d'adresser avant le 1er juillet 1945 les synthèses départementales des cahiers locaux. Le niveau de participation des citoyens varie au gré des délais octroyés, de la météo, des traditions politiques, du scénario de la Libération.

Conscient de la nouveauté de l'exercice, les CDL diffusent des grilles thématiques. Rien n'est laissé dans l'ombre : de la famille aux structures politiques, de l'agriculture et de l'industrie au logement, de la santé publique à la justice ou à la presse, etc. Sur le fond, les cahiers font remonter l'immense attente de réformes et de modernisation. La démocratie plébiscitée se décline en multiples variantes de tonalité participative. Les cahiers s'attardent sur l'éducation et la culture, qu'il importe d'ouvrir à tous. Ils ne sont pas moins prolixes sur le terrain social, où les vœux s'avèrent généralement plus ambitieux que les réformes déjà réalisées ou à l'étude. Une prudence teintée de conformisme l'emporte, en revanche, pour ce qui touche aux questions sociétales et coloniales

L'ultime étape rassemble, du 10 au 13 juillet, dans la grande salle parisienne du palais de Chaillot, quelque deux mille délégués. En ouverture, Louis Saillant réitère l'objectif des assises : « mobiliser le peuple sur le plan de l'action civique, pour qu'il prenne en main ses propres destinées ». Malgré de brusques montées de tension, les rapports et les résolutions tirées des synthèses départementales sont votés à la quasi-unanimité.

En cela les états généraux de 1945 prolongent la culture du consensus que le CNR s'était d'emblée donnée comme règle de fonctionnement. Sans rien ignorer des spécificités de chaque composante, elle privilégie la construction de compromis constructifs sans vainqueurs ni vaincus. Ses praticiens conviennent des difficultés d'une méthode qui remet à plus tard et à d'autres le soin de trancher. Tel est, cependant, le prix de l'union. La norme va de pair, en revanche, avec le respect de l'autre, son écoute et, plus d'une fois, la reconnaissance de la valeur de ses arguments. Elle prévaut jusque dans les assemblées populaires, pourtant plus composites, où elle renoue avec le vieil unanimisme communautaire, ciment archaïque du vivre-ensemble.

Quoi qu'il en soit, les états généraux disparaissent vite du devant de l'actualité, en dépit de l'ampleur de la mobilisation citoyenne et de son probable effet sur les élections générales du 21 octobre 1945. À l'issue du scrutin, les formations politiques qui se réclament du programme du CNR cumulent ainsi 85 % des suffrages. Le 26 octobre, Louis Saillant est fondé à conclure que « la Charte du CNR vient d'être portée au pouvoir ». Tel était le but premier des états généraux, dont le succès met un terme aux velléités de démocratie participative.

« Sur le fond, les cahiers font remonter l'immense attente de réformes et de modernisation. La démocratie plébiscitée se décline en multiples variantes de tonalité participative. »

« La guerre froide naissante exacerbe le phénomène, écorne les confiances et distend les relations nouées dans l'adversité de la clandestinité, brouille les projets partagés. »

SOUS LA DÉMOCRATIE, LA PRÉGNANCE DÉLÉGATAIRE

L'Assemblée constituante se soucie plus de décentralisation et des prérogatives de la représentation nationale que d'intervention citoyenne. En vain, car son projet de Constitution est rejeté en mai 1946. La seconde Constituante, moins à gauche, consacre l'instauration, ratifiée du bout des lèvres par les électeurs, d'un parlementarisme des plus classiques. Les dernières audaces se réfugient dans le préambule de la Constitution de la IVe République, qualifiée de « démocratique

et sociale ». L'heure sonne de l'effacement, bon gré mal gré, des cadres et acteurs des innovations démocratiques de la Libération.

À tous les échelons, les critères de légitimité politique avantagent les experts en compétition électorale. L'évolution affecte au premier chef ce qu'il reste des mouvements de Résistance, dont se détachent ceux qui s'en accommodent, voire se satisfont de ce « retour à la normale ». Elle valorise, à l'inverse, les partis, tentés de se réserver le monopole des confrontations politiques. Le basculement n'épargne pas de Gaulle qui, privé de robustes appuis partisans, se résout à démissionner en janvier 1946.

Le PCF persiste pour sa part à vanter les vertus de la « démocratie agissante », mais ne manque aucun rendez-vous électoral. « Premier parti de France » du double point de vue de son influence et de ses effectifs, il veille à demeurer une organisation populaire attentive à la promotion de cadres ouvriers. Parti de mobilisation, il s'attache à politiser le quotidien des classes populaires qu'il encadre et pousse à agir. Sa puissance propulse ses militants à la tête d'organisations et d'institutions inattendues, portefeuilles ministériels compris.

Aussi substantielles que soient les contreparties de cette « politique de la présence », elles ne compensent pas les déceptions d'une vie quotidienne dégradée par les pénuries. D'autant que, à y regarder de plus près, les postes officiels occupés se situent à la périphérie des lieux les plus stratégiques du pouvoir dans le même temps où ils conduisent à sacrifier la défense immédiate des salariés aux impératifs de l'intérêt général et national.

Au fil des mois, le scepticisme gagne les travailleurs-figurants, las d'assemblées syndicales et de réunions publiques où les longs discours de dirigeants se terminent invariablement par le vote à mains levées de résolutions rédigées à l'avance. Le fossé se creuse avec les élus et les délégués qui, accablés de tâches, entretiennent des comportements délégataires.

Simultanément, le regain de compétitions partisanes vient à bout d'une culture du consensus dégradée en arrangements éphémères. Semaine après semaine, chaque composante du tripartisme MRP-PS-PCF rêve d'autres alliés. La guerre froide naissante exacerbe le phénomène, écorne les confiances et distend les relations nouées dans l'adversité de la clandestinité, brouille les projets partagés. Après la révocation, début mai 1947, des ministres communistes, le centre de gravité du pouvoir se déplace vers le centre. La « troisième force » sonne le glas du legs unitaire de la Résistance, favorise le retour en grâce des « modérés » rodés aux jeux parlementaires. Sans revenir sur les réformes de la Libération, ils les soumettent à l'orthodoxie de la « vérité des prix et du marché », naviguent entre la restauration qu'ils appellent de leurs vœux et la République démocratique et sociale qu'ils entravent. ■

Michel Pigenet est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.



Cuba : une démocratie à contre-courant

La démocratie libérale est-elle la fin de l'histoire ? C'est en tout cas ce qu'on nous assène depuis les années 1990 : de la même façon que le capitalisme a gagné la guerre froide, le modèle politique occidental serait le modèle de démocratie absolue.

PAR **CHARLOTTE BALAVOINE***

Tous les pays s'éloignant de l'architecture politique libérale seraient au mieux des régimes autoritaires, au pis de dictatures. Pourtant, cette affirmation porte en elle bien des limites. La première – et sans doute la plus importante – est qu'en réalité les systèmes politiques occidentaux diffèrent largement d'un pays à un autre. Entre les différents pays européens qui sont encore aujourd'hui des monarchies, des sièges héréditaires à la Chambre des lords pour les membres de la noblesse et l'idéal républicain français, pour ne prendre que ces exemples, il y a un monde. Et même si la Ve République est décriée à juste titre comme étant une quasi-monarchie présidentielle, peut-on vraiment la comparer au système de bipartisme et de grands électeurs des États-Unis, par exemple ?

De la même façon, cette assertion de « démocratie libérale multipartite » comme seul modèle omet de dire les problèmes inhérents aux régimes délégataires : une désertion des urnes, des taux d'abstention records, des problèmes de corruption endémique dans certains pays, une répression grandissante et une distance de plus en plus grande entre un « corps politique professionnalisé » et le reste de la population qu'il est censé défendre.

Donc la première question qui doit se poser à nous pour remettre en cause cet ordre établi est bien : comment définir la démocratie ? Par l'architecture politique ou par sa finalité : une organisation du peuple, par le peuple, pour le peuple ? À ce titre, chaque pays a sa propre histoire culturelle, politique et institutionnelle qui façonne son système de représentation. Gageons donc qu'il n'y a pas de modèle absolu de démocratie mais que, néanmoins, certains contre-exemples au modèle néolibéral peuvent être mobilisés pour questionner celui-ci.

> « Aujourd'hui sur 467 députés, 267 sont des femmes soit 57,2 %, un des plus hauts pourcentages au monde, et ce sans loi sur la parité. »

UNE ASSEMBLÉE NATIONALE À L'IMAGE DE LA POPULATION

C'est le cas du système politique cubain développé depuis la Révolution, en 1959. Le principe de cette nouvelle organisation de la société est simple : la population doit pouvoir participer à la mise place des lois comme des grandes orientations du pays, et ce à chaque instant de la vie politique. Pour cela, les institutions, l'Assemblée nationale du pouvoir populaire au premier chef, doit correspondre à la sociologie et à la géographie de la population. Aujourd'hui sur 467 députés 267 sont des femmes, soit 57,2 % : un des plus hauts pourcentages au monde, et ce sans loi sur la parité. De la même façon, les élus ne sont pas rémunérés pour leur mandat et doivent continuer à travailler, leur temps de travail étant aménagé à cet effet. Il en ressort un pourcentage d'ouvriers et de paysans bien supérieur à leur représentation dans les pays occidentaux.

L'ORGANISATION POLITIQUE CUBAINE ET LES ORGANISATIONS DE MASSE

Cette représentativité sociologique découle de l'organisation même de la société cubaine. Celle-ci repose sur des organisations de masses qui représentent des tranches entières de la population : la Centrale des travailleurs cubains (CTC), la Fédération des femmes cubaines (FMC), l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP)… qui s'organisent à tous les niveaux de la société et vont permettre l'élection à toutes les échelles – locales, régionales et nationales – de leurs représentants. Des places leur sont d'ailleurs réservées à l'Assemblée nationale. Mais le cœur du système politique repose sur les comités de défense de la Révolution (CDR), que l'on pourrait qualifier de « conseils de quartiers ». Présents dans chaque commune et dans chaque pâté de maison. Ce sont ces assemblées populaires qui vont élire des représentants et aussi jouer le rôle de « contrôle » avec des mandats révocatoires, et surtout en discutant en leur sein les orientations du pays.

ÉLABORATION DES LOIS ET DÉMOCRATIE EN ENTREPRISE

Une des caractéristiques du système politique cubain est qu'il implique la population non uniquement à l'occasion d' élections, mais aussi dans l'élaboration des lois et des orientations du pays. C'est le cas, pour ne prendre qu'un exemple emblématique, du Code des familles promulgué en septembre 2022, qui est sans doute à ce jour le code le plus progressiste que l'on connaisse au niveau international. Celui-ci redéfinit les rapports familiaux, les droits et les obligations de chacun et de chacune et introduit, entre autres, le mariage homosexuel et une conception beaucoup plus large de la famille que la seule base biologique. Concrètement, la façon dont il a été élaboré est la suivante : l'Assemblée nationale a travaillé à une première version du code, qui a ensuite été mise en discussion dans tout le pays entre septembre et octobre 2021 sous forme d'assemblées générales des organisations de masse et sous forme de « cahiers de doléances ». Par la suite, le code a été modifié en conséquence avant de retourner à la consultation populaire entre février et avril 2022, à laquelle ont participé 6 481 200 électeurs, avec 336 595 interventions lors de plus de 79 000 réunions, et par un vote référendaire dont les résultats ont été rendus publics par le Conseil électoral national le 15 mai 2022 : plus de 61,96 % des participants à la consultation se sont prononcés en faveur de l'ensemble du texte.

Pendant toute cette période, de nombreuses mobilisations ont eu lieu à travers le pays, en faveur ou contre le code. Les opposants étant le plus souvent liés à des Églises à Cuba. Si cette consultation a été assez visible par la nature du débat, il faut signaler qu'il en est de même pour l'ensemble des politiques du pays, qu'il s'agisse de lois, qui sont systématiquement élaborées avec les personnes « concernées », que ce soit les travailleurs d'un secteur donné ou d'une population spécifique. Mais il en va de même pour ce qui est des orientations économiques des entreprises. Si les lois de planification de l'économie sont élaborées à l'échelle nationale, les travailleurs dans chaque entreprise (qu'elle soit étatique ou mixte) participent, par le biais de la CTC, à des assemblées générales des travailleurs définissant les conditions de travail et la mise en place de la production lorsqu'il s'agit du secteur industriel (c'est aussi vrai, pour le secteur touristique par exemple, dans chaque hôtel). La question de la démocratie en entreprise est une des grandes lacunes du système néolibéral, là aussi l'expérience cubaine doit retenir notre attention.

> « Les élus ne sont pas rémunérés pour leur mandat et doivent continuer à travailler, leur temps de travail étant aménagé à cet effet. »

LE RÔLE DU PARTI COMMUNISTE

La critique la plus récurrente vis-à-vis de Cuba réside dans son système de parti unique. Mis en place après la Révolution, le Parti communiste cubain réunit à partir de 1965 l'ensemble des mouvements de libération. Il est construit pour éviter les ingérences extérieures dans la vie politique, qui étaient récurrentes auparavant. Le Parti communiste est construit comme une *organisation d'avant-garde*. Contrairement aux *organisations de masse*, où tout le monde est adhérent, il faut être élu ou, plus exactement, proposé par ses pairs ▸▸

pour entrer au Parti. Les étudiants proposeront les meilleurs d'une promotion pour y entrer ; les collectifs de travailleurs, ceux qu'ils estiment être leurs meilleurs représentants…

Le Parti communiste est chargé d'élaborer les grandes orientations de la vie du pays. Il tient son premier congrès en 1975, et les suivants en 1980, 1986, 1991, 1997, 2011, 2016 et 2021. Les orientations qui sont décidées à chaque congrès, et qui auront un effet sur la vie politique de l'île pour les années à venir, sont mises en discussion auprès de l'ensemble de la population. En revanche, le Parti communiste ne participe pas directement aux élections.

Qui dit « parti unique » dit que toutes les sensibilités politiques sont représentées au sein du Parti et dans les débats qui ont lieu. Les débats sont d'ailleurs caractéristiques du système politique de Cuba : on débat partout, tout le temps, et la société tout entière est extrêmement politisée, informée et critique.

Il serait fallacieux de qualifier le système politique cubain de dictature juste parce qu'il ne correspond pas au modèle imposé de démocratie libérale, et il serait tout aussi faux de le considérer comme un « modèle alternatif parfait ». La démocratie cubaine est loin d'être parfaite (de même que la nôtre). Cuba a construit un système alternatif en « état de siège permanent », et le risque perpétuel de subir des actes terroristes, de vivre sous la menace d'invasion, d'endurer le blocus le plus long de l'histoire contemporaine a évidemment un effet absolu sur la construction politique.

> « Une des caractéristiques du système politique cubain est qu'implique la population pas uniquement pour les élections mais aussi dans l'élaboration des lois et des orientations du pays, comme le montre l'élaboration du Code des familles »

Nous avons en France une histoire différente, nous n'avons jamais été colonisés et depuis longtemps ne craignons pas les invasions, notre système de « multipartisme » est issu de la Révolution française et la République sociale reste un idéal à atteindre. Cependant, si Cuba peut et doit nous servir de leçon c'est bien sur un point : il ne peut y avoir de souveraineté nationale et populaire sans rompre avec les logiques impérialistes et le système capitaliste qui les sous-tend. Le véritable modèle de démocratie est celui que le peuple construit pas à pas, non pas pour perpétuer un système de domination et d'exploitation, mais bien pour s'en émanciper. ■

*__Charlotte Balavoine__ est administratrice de la fondation Gabriel Péri. Elle est responsable de la campagne de solidarité avec Cuba du PCF.



La démocratie économique, enjeu majeur d'un socialisme d'émancipation

« Nous, salariées et salariés, qui connaissons l'entreprise et son marché, avons plus de compétences pour la gérer que les financiers mis à sa tête par les actionnaires » : d'ATOS à Vencorex ou Arcelor, il n'est pas rare d'entendre cette remarque dans les luttes récentes.

Par **Denis Durand***

LE BUT ET LE CHEMIN

Dans la perspective d'un projet communiste visant à émanciper les êtres humains de l'exploitation capitaliste et de toutes les dominations qui vont de pair avec elle, l'instauration d'une démocratie économique n'est pas seulement une aspiration légitime. C'est la condition du passage à une économie où, pour citer *Le Capital*, « les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature ».

La conquête d'une démocratie économique est donc l'enjeu déterminant d'une transition socialiste faite de luttes pour arracher au capital son pouvoir sur toute la société en lui arrachant son pouvoir sur l'économie.

Si l'on s'intéresse aux modalités concrètes de ce pouvoir, on s'aperçoit qu'elles consistent à choisir à quoi seront utilisés les profits des entreprises, les crédits distribués par les banques, et à influencer massivement l'usage de l'argent public. En somme, jouir de la propriété des moyens de production, c'est décider de l'utilisation de l'argent.

Ce pouvoir détermine d'abord ce qui doit être produit, pour quels buts et avec quels moyens. À ce titre, il s'exerce en premier lieu là où les richesses sont créées, c'est-à-dire dans l'entreprise.

> « La conquête d'une démocratie économique est l'enjeu déterminant d'une transition socialiste faite de luttes pour arracher au capital son pouvoir sur toute la société en lui arrachant son pouvoir sur l'économie.»

PRENDRE LE POUVOIR DANS L'ENTREPRISE

Prendre le pouvoir contre le capital, c'est donc, en premier lieu, conquérir des pouvoirs pour les salariées et salariés dans l'entreprise. C'est à la fois un objectif politique et le moyen de créer les richesses nécessaires à la réalisation d'objectifs sociaux, écologiques, culturels répondant aux attentes de la population.

La première urgence est d'abolir les législations successives qui, jusqu'à l'ordonnance Macron de 2017, ont porté atteinte aux instances représentatives du personnel, et de renouer avec l'ambition révolutionnaire de la Libération et les prérogatives économiques dont furent alors dotés les comités d'entreprise. Mais pour ouvrir un chemin socialiste vers le communisme, il faut aller plus loin. Les salariés doivent avoir les moyens d'intervenir dans la gestion des entreprises et d'y exercer un pouvoir de décision. Au-delà d'un droit de veto contre les licenciements, leurs propositions en matière de stratégie industrielle, de choix d'investissements et d'embauches, doivent pouvoir être reconnues et prises en compte par les pouvoirs publics, dans une confrontation avec les projets patronaux. Et comme un pouvoir, pour être réel, doit être accompagné des moyens de l'exercer, ces ▸▸

projets doivent ouvrir aux salariés un « droit de tirage » sur des crédits bancaires à taux favorable, qui permettront de les réaliser sans être écrasés par le coût du capital et la rémunération des actionnaires et des marchés financiers.

La bataille pour conquérir ces pouvoirs doit être menée sans attendre qu'ils soient octroyés d'en haut par un État bienveillant. L'essentiel, en cette matière plus qu'en toute autre, est la force que peuvent se donner les luttes des salariés eux-mêmes, avec leurs organisations syndicales et politiques, en s'appuyant sur une conception précise des critères économiques, sociaux, écologiques d'une gestion de l'entreprise qui soit guidée, non par la rentabilité pour les actionnaires mais par la réponse aux besoins des salariés et de toute la société.

L'expérience même des luttes sociales dans les entreprises a révélé que, pour être victorieuses, elles ont besoin de trouver un soutien dans des mobilisations des populations vivant sur leur territoire. De la même façon, la conquête de pouvoirs dans les entreprises doit s'accompagner de la création de nouvelles institutions conçues pour permettre à la société, aux citoyennes et citoyens, d'exercer un pouvoir sur les choix stratégiques des entreprises.

PRENDRE LE POUVOIR SUR L'ENTREPRISE

L'élément le plus représentatif de cette intention est la création de conférences locales, régionales, et d'une conférence nationale pour l'emploi, la formation et la transformation productive de l'économie. Il pourrait s'agir là de la première décision à prendre pour asseoir la légitimité d'un gouvernement décidé à mener une politique sociale. Ces conférences réuniraient tous les acteurs de l'économie : syndicats, chefs d'entreprise, associations, élus locaux, régionaux et nationaux, administrations économiques, représentants du système bancaire. Elles définiraient des objectifs précis de créations d'emplois, de programmes de formation, qui deviendraient ainsi des engagements pour tous les pouvoirs économiques, publics et privés, sous le regard et sous le contrôle de la population. L'articulation entre les objectifs des différentes conférences régionales et les moyens de les réaliser, et la confrontation des choix réalisés aux différents niveaux géographiques pour les harmoniser résulteraient d'un processus décentralisé et interactif, prenant en compte aussi bien les choix politiques gouvernementaux que les élaborations issues des entreprises et des territoires. On pourrait commencer à parler d'une forme inédite de planification, associant autogestion et formation d'une volonté générale à l'échelle nationale.

L'usage des moyens d'action de l'État en matière économique s'inscrirait dans cette planification. Ces moyens d'action doivent être considérés comme des leviers agissant sur les conditions de la production, c'est-à-dire sur le fonctionnement des entreprises.

Un premier levier consiste dans une modulation de la fiscalité (impôt sur les sociétés) et des cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui sacrifient l'emploi, la formation, les conditions de travail, les ressources naturelles, et encourager, au contraire, les entreprises qui donnent la priorité à de nouveaux critères d'efficacité en matière économique, sociale et écologique.

Un deuxième levier repose, à partir de la nationalisation de groupes stratégiques et en convergence avec un encouragement aux formes coopératives d'organisation de la production, sur la constitution de pôles publics forts de nouveaux pouvoirs autogestionnaires de leurs salariés. Ils seraient investis d'une mission : faire prévaloir cette logique socialiste contre la logique capitaliste qui, jusqu'à présent, imprègne l'ensemble de l'écono-

« Créer des conférences locales, régionales, et une conférence nationale pour l'emploi, la formation et la transformation productive de l'économie. »

« L'urgence est d'abolir les législations qui ont porté atteinte aux instances représentatives du personnel, et de renouer avec les prérogatives économiques dont furent alors dotés les comités d'entreprise. »

mie, et qui continuera un certain temps d'animer des pôles privés, à l'échelle nationale comme sur le marché international.
Au croisement de la sphère étatique et du système bancaire, mener la bataille pour placer la politique monétaire sous un contrôle démocratique sera un front décisif de l'affrontement avec le capital qui caractérise la phase socialiste de la transformation sociale. Le but n'est pas de « désobéir » aux institutions européennes mais bien de les obliger à obéir aux peuples ! Des pôles publics bancaires nationaux viendront appuyer la pression populaire pour obtenir de la Banque centrale européenne que sa création monétaire aille à un fonds de développement européen des services publics, et pour que ses critères de refinancement des banques ne visent plus à répondre aux exigences des marchés financiers mais à une efficacité économique non inflationniste parce que fondée sur le développement des capacités humaines – emploi, formation.
C'est cette bataille d'ensemble, dès les territoires, pour conquérir des pouvoirs à l'échelle nationale et à l'échelle européenne qui donnera à notre économie la résilience, et à notre peuple la force, de résister aux pressions que le capital, les marchés financiers, l'impérialisme américain ne manqueront pas d'exercer.
La dimension internationale est en effet partie intégrante de la construction politique d'ensemble, bien au-delà de la seule action économique de l'État, qui est la condition d'une prise de pouvoir démocratique sur l'économie. ■

*__Denis Durand__ est économiste, membre du conseil national du PCF.

Le service public comme paradigme de l'action politique en démocratie

ENTRETIEN AVEC **ANICET LE PORS***

© Pour commencer, je voudrais savoir à quoi Anicet Le Pors pense quand il utilise le terme de démocratie. Plus clairement, quel contenu donnes-tu à cette idée ?
On distingue en général la démocratie formelle de la démocratie réelle. Si on se contente de la démocratie formelle, il est aisé de dire que la démocratie est « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». En réalité, on ne donne un réel contenu à la démocratie qu'en précisant les objectifs visés et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. En ce qui concerne les finalités, on est rapidement conduit à parler d'intérêt général comme justification de la démocratie.

« Le statut général des fonctionnaires de 1946, porté par un ministre communiste, Maurice Thorez, s'inscrit dans "l'âge d'or" du service public. »

Or personne n'est parvenu à définir réellement l'intérêt général. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, en son article 6, dit que « la loi est l'expression de la volonté générale ». Mais, dans la pratique, il ne s'agit généralement que d'une volonté majoritaire regardée comme générale. Le Conseil d'État lui-même, s'il s'est reconnu compétent pour dire que telle ou telle activité relève de l'intérêt général, s'est bien gardé d'en donner une définition.
On relève d'ailleurs que les grandes idéologies de la fin du XIX^e^ siècle et du XX^e^ siècle ne sont pas parvenues à formuler une telle définition. Ainsi, les libéraux, alimentant idéologiquement en général les forces de droite, se sont appuyés sur la théorie néoclassique pour considérer que si chaque acteur économique, parfaitement informé, poursuit son intérêt individuel, on irait vers un optimum social pour l'ensemble de la société dans des conditions de concurrence parfaite. En dépit de multiples ajustements pour introduire notamment la réalité d'une concurrence imparfaite et en développant une abondante formalisation mathématique, ils ne sont cependant pas parvenus à ▸▸

accréditer que l'optimum social était l'intérêt général. Les forces sociales réformistes des différents courants socio-démocrates ont pris appui sur l'idée de justice redistributive, admettant en réalité le capitalisme comme mode de production efficace et s'intéressant surtout aux inégalités dans l'utilisation des richesses produites. Quant aux marxistes, ils ont effectivement considéré qu'il n'y avait d'intérêt que l'intérêt de classe et ont renvoyé à un autre stade de l'émancipation, le communisme, la conjonction des deux concepts.

Justement, depuis le XIXe siècle, les marxistes ont souvent regardé avec circonspection ce que les libéraux tendent à appeler « démocratie », et qui n'était souvent qu'une manière plus courtoise de maintenir la domination d'une classe sur une autre. Ce débat te semble-t-il encore actuel ?

Ce débat reste actuel, mais je ne crois pas qu'on puisse le trancher en opposant une démocratie « formelle » à une démocratie « réelle ». Je pense en effet qu'il faut se situer sur une perspective historique pour analyser correctement l'évolution et la situation actuelle. Dans une vision historique, on peut distinguer trois tendances lourdes : tout d'abord, une sécularisation du pouvoir politique, accompagnée d'une autonomisation étatique et administrative ; ensuite, une socialisation des moyens financiers et humains ; enfin, une maturation de principes et de concepts tels que l'intérêt général, comme je l'ai dit, le service public et la fonction publique.

Aucune de ces tendances n'a été octroyée par la bourgeoisie libérale : elles sont aussi le produit des luttes sociales, et elles introduisent dans l'État des éléments qui échappent en partie à la logique de la domination de classe. C'est ainsi que s'est créée en France, à la fin du XIXe siècle, une école française du service public. Cette époque est encore considérée aujourd'hui par d'éminents juristes comme « l'âge d'or » du service public. Le statut général des fonctionnaires de 1946, porté par un ministre communiste, Maurice Thorez, s'inscrit dans ce mouvement. Je pense que nous devons nous inscrire dans cette filiation. C'est d'ailleurs précisément ce que les politiques libérales s'emploient à défaire depuis quarante ans, par les privatisations, la contractualisation ou la loi de transformation de la fonction publique de 2019. La question démocratique se joue donc moins dans les mots que dans la défense et l'extension de ces conquêtes.

« Les services publics auraient vocation à tendre vers la gratuité et à s'extraire de l'économie marchande. »

« La question démocratique se joue moins dans les mots que dans la défense et l'extension des conquêtes de 1946. »

Dès les années 1970 (je pense à la publication en 1977 de Marianne à l'encan aux Éditions sociales), tu associes une réflexion sur la démocratisation des structures économiques et une interrogation sur la capacité des institutions républicaines à ne pas reproduire « l'État c'est moi » de l'Ancien Régime. Nous vivons aujourd'hui une crise démocratique durable et profonde (abstention, progression de l'extrême droite…). Comment l'analyses-tu ?

J'animais à cette époque le département « Nationalisation et Politique industrielle » au sein de la section économique auprès du Comité central du PCF. La question de la propriété publique dominait les débats. En effet, à l'époque, l'actualisation du programme commun s'effectuait sous le slogan « Là où est la propriété, là est le pouvoir ! ». Il s'agissait de définir « un seuil minimum de nationalisation » permettant de changer de cap, selon le PCF, voire de changer la vie, selon le PS. Se posait alors la question de savoir si les nationalisations devaient être franches, c'est-à-dire réelles, ou financières. Le problème des filiales des grands groupes était également posé. Les nationalisations qui ont été alors réalisées étaient inférieures à celles que proposaient le PCF, mais étaient néanmoins substantielles. Elles ont d'abord été annulées à partir du tournant de la rigueur du printemps 1983 opéré par François Mitterrand, puis par Édouard Balladur et Alain Juppé, et ensuite principalement par Lionel Jospin.

Corrélativement, les idées de planification ou de programmation sectorielle sur lesquelles nous avions beaucoup travaillé ont été abandonnées. Aujourd'hui, aucune organisation de gauche réformiste ne reprend l'idée de nationalisation ou de socialisation, si ce n'est dans quelques cas sous la formule de « nationalisation temporaire », comme si la nationalisation n'était qu'un instrument de politique conjoncturelle. C'est dans cette absence de politique structurelle que réside, à mon avis, l'une des principales causes de la désaffection populaire et de la montée en puissance du Rassemblement national.

© Tu as été ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives. Selon toi, en quoi les services publics constituent-ils un chemin possible de démocratisation de notre société ?

Les fondateurs de l'école française du service public dont j'ai parlé précédemment disaient qu'il y avait service public lorsque quatre conditions étaient remplies : une mission d'intérêt général ; une personne morale de droit public ; un droit et un juge administratifs ; une couverture par l'impôt et non par les prix. L'un d'eux, Léon Duguit, alla même jusqu'à soutenir que l'État était « une coopération de service public ». Les services publics auraient ainsi vocation à tendre vers la gratuité et à s'extraire de l'économie marchande. D'où les attaques des tenants du système capitaliste contre les acquis sociaux décidés aux lendemains de la Libération, en priorité contre la Sécurité sociale et le statut général des fonctionnaires dont on célèbre cette année le 80e anniversaire.

Le statut général des fonctionnaires a été une contribution majeure à la démocratie en consacrant la conception du fonctionnaire-citoyen de plein droit, et en développant au sein de l'administration les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité. Le statut fédérateur de la loi du 13 juillet 1983 a approfondi ces caractéristiques en étendant l'ensemble des dispositions des droits et obligations des fonctionnaires à la fonction publique territoriale et à la fonction publique hospitalière.

Aujourd'hui, traduisant la socialisation des besoins et des moyens, les services publics tiennent une très grande place dans notre pays. Ils occupent 25 % de la population active, au sein de laquelle la fonction publique représente 20 %, soit 5,9 millions de fonctionnaires ou assimilés.

> « Le statut général des fonctionnaires a été une contribution majeure à la démocratie en consacrant la conception du fonctionnaire-citoyen de plein droit, et en développant au sein de l'administration les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité. »

Au cours des dernières décennies, les besoins ont crû très rapidement, plus vite que les moyens budgétaires alloués pour les satisfaire. Ainsi l'écart entre besoins et moyens ne cesse-t-il d'augmenter. Cela a eu deux conséquences : la première, une insatisfaction croissante des populations devant les carences des services publics ; la seconde, l'ouverture d'opportunités lucratives en faveur d'intérêts privés.

Or l'exécutif et la plupart des médias tentent de mettre prioritairement l'accent sur la croissance des moyens, la dette et le déficit budgétaire plutôt que sur la satisfaction des besoins, qui sont considérés comme des coûts. Ainsi, il n'y a plus de ministère de la Fonction publique, mais un ministère des Comptes publics.

Il faut donc imposer que le débat public conduise à évoquer à titre principal une politique des besoins. Au-delà, le service public – qui est la concrétisation de l'intérêt général dans la société réelle – doit devenir le paradigme de l'action publique et, étant donné l'affaissement des grandes idéologies du XXe siècle, le paradigme de la politique tout court.

© Dans ta réflexion sur les institutions, tu appelles de tes vœux la production d'un nouveau « paradigme global » permettant d'analyser correctement le monde dans lequel nous vivons. Quelle place y occuperait la démocratie ?

Il y a un continuum démocratie-intérêt général-service public. Ainsi, agir pour de meilleurs services publics, c'est agir pour la démocratie, puisque, comme on dit souvent, les services publics sont « le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine » . Tout cela doit être formalisé dans une Constitution, modèle de la vie politique de la ▸▸

nation, de l'État de droit. Le PCF a toujours joué un rôle important dans l'élaboration constitutionnelle de notre pays : en s'inspirant de la conception démocratique du programme du CNR, en participant activement à l'élaboration de la Constitution de la IVe République, en s'opposant résolument, seul en tant que parti, à la Constitution de caractère présidentiel de la Ve République.

Pour marquer le bicentenaire de la Révolution française de 1789, il a rendu public en décembre 1989, un projet constitutionnel, inspiré à la fois du programme du CNR et de la Constitution de 1793. Ce projet a été repris ostensiblement quelques temps plus tard (en 2005) par Arnaud Montebourg et le professeur Bastien François sous le titre La Constitution de la VIe République. Réconcilier les Français avec la démocratie. Jean-Luc Mélenchon et bien d'autres se sont ensuite placés sous ce titre qui recouvre aujourd'hui un ensemble hétéroclite inutilisable.

C'est pourquoi je ne proposerai pas d'actualiser notre projet de 1989, mais plutôt de se concentrer sur un nombre réduit de thèmes en recherchant sur chacun d'eux une convergence des points de vue. Par exemple, j'avancerais pour ma part les sujets suivants : souveraineté nationale et souveraineté populaire ; les formes de la démocratie directe, y compris le référendum ; l'élaboration de la loi en une ou deux chambres et le mode de scrutin ; le statut du pouvoir exécutif et ses limites ; la dualité du système juridictionnel privé et public ; la citoyenneté nationale et universelle.

© Dans *Fractures françaises*, dix ans d'enquête menée par le CEVIPOF, on peut lire un attachement toujours fort à la démocratie notamment à une démocratie directe et l'érosion de la confiance accordée aux institutions politiques représentatives. Les réponses autoritaires semblent plébiscitées. Quelle proposition politique neuve pourrait, permettre de répondre à ces aspirations ?

Avec les camarades de ma génération et des générations voisines, nous avons vécu et milité dans l'espoir de l'avènement d'une société socialiste démocratique. Cet espoir a été validé par le fait que nous disions qu'il était déjà en voie d'achèvement sur une large partie du globe. Pour sa réalisation, il fallait réunir trois conditions : la propriété sociale des grands moyens de production, d'échange et de financement ; le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés ; l'avènement d'un homme nouveau. En réalité, la propriété publique s'est faite étatique, le pouvoir des travailleurs a été accaparé par une nomenklatura et l'homme nouveau n'a pas surgi. Il nous faut donc regarder ces événements du XXe siècle comme une expérimentation qui a échoué mais dont nous devons tirer les enseignements, l'héritage. Nous sommes aujourd'hui dans une métamorphose qui nous masque l'avenir. J'ai moi-même, en 1993, après la chute de l'Union soviétique, donné comme titre à un de mes livres Pendant la mue, le serpent est aveugle, une formule de l'écrivain allemand Ernst Jünger. Cela signifie que nous sommes dans une phase qui masque les forces susceptibles de progresser vers un avenir démocratique. Quelques personnalités produisent en France des essais politiques intéressants, mais l'ensemble ne fait pas théorie. Si le travail sur les idées m'apparaît essentiel, l'existence d'une théorie ne saurait constituer un préalable à l'action présente.

> « Le service public qui est la concrétisation de l'intérêt général dans la société réelle, doit devenir le paradigme de l'action publique et le paradigme de la politique tout court. »



Dans la décomposition sociale actuelle, les jeunes disposent d'un atout : ils sont plus libres idéologiquement de choisir leurs pensées, mais ils sont aussi interpellés sur leurs responsabilités individuelles. Si l'on peut comprendre qu'ils choisissent la démocratie directe malgré l'affaiblissement global de la culture politique populaire, ou la soumission volontaire à un chef, il ne reste pas moins que c'est à eux de parcourir les chemins de l'avenir démocratique en pensant à cette recommandation de Jean Jaurès : « C'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source. » ■

Anicet Le Pors est conseiller d'État honoraire. Il a été ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives (1981-1984).


SOIS JEUNE
ET TAIS-TOI
SOIS JEUNE ET
TAIS-TOI

Guerre en Ukraine : face à l'aveuglement dangereux, agir maintenant pour la paix

L'Union européenne et la « coalition des volontaires », constituée à l'initiative de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, ont annoncé de nouvelles mesures en faveur de l'Ukraine durant l'été 2026. Mais, sans aucune perspective politique de paix, c'est une impasse.

Par **Vincent Boulet**

L'UE annonce un prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine pour 2026-2027, sans que l'on sache comment il sera financé. Cela pourrait être d'ailleurs une somme plancher susceptible d'être rehaussée au cours des prochains mois. Ces fonds européens pourront financer l'achat de matériel militaire états-unien : l'UE devient donc la pourvoyeuse de fonds de l'industrie états-unienne et renforce sa position de vassalité politique et industrielle envers Washington. En dépit d'une opposition verbale de la France, Volodymyr Zelensky, appuyé par un groupe de pays d'Europe septentrionale et orientale, envisage bien d'utiliser ces fonds européens en faveur de l'industrie états-unienne, comme en témoigne la lettre commune signée le 2 juillet entre la Finlande, la Suède, la Lituanie, le Danemark, la Pologne, l'Estonie et la Lettonie. Au-delà des divergences sur l'origine et l'emploi de ces fonds, le message politique est le plus important : l'UE, pas davantage que depuis 2022, n'envisage la moindre action politique et diplomatique pour mettre fin à ce conflit extrêmement meurtrier depuis l'invasion à grande échelle, et contre le droit international, de l'Ukraine par le régime russe.

> « L'UE devient la pourvoyeuse de fonds de l'industrie états-unienne et renforce sa position de vassalité politique et industrielle envers Washington. »

Quant à la « coalition des volontaires », regroupement créé par la France pour arrimer le Royaume-Uni à l'Europe et pour élargir vers l'est le bloc euroatlantique d'une manière plus souple que par une adhésion formelle à l'UE ou à l'OTAN, elle se place dans la même logique. Les nouvelles sanctions annoncées, pas plus que celles mises en place depuis 2022, ne changeront strictement rien et ne feront en rien infléchir la position russe. C'est même le contraire : la spirale sans fin des sanctions européennes nourrit le discours nationaliste et « civilisationnel » en vogue dans les allées du pouvoir à Moscou.

Ce n'est pas par bêtise ou incapacité que les classes dirigeantes européennes poursuivent cette politique de blocs et de guerre, sans tirer aucune leçon de l'impasse

tragique dans laquelle se trouve le conflit ukrainien. Elles n'ont aucun intérêt à agir pour la paix puisque cette guerre est utilisée *in fine* comme une opportunité pour essayer de légitimer un projet européen atlantiste en panne et en crise. Cela va en effet de pair avec des discours irresponsables et dangereux de dirigeants européens félicitant les frappes ukrainiennes sur des cibles civiles « en profondeur » dans le territoire russe, suscitant inévitablement une réponse russe contre les villes ukrainiennes.

QUELLES PERSPECTIVES ?

En résumé, Anatol Lieven, fin connaisseur des évolutions en Russie et en Ukraine, soulignait justement ce qu'il appelle une « illusion mutuelle » dans un article publié dans *The New Left Review* le 7 août dernier. L'auteur alerte justement sur les risques d'escalade incontrôlable que cette situation créée.

Il faut regarder la situation concrète :

- Les étals d'alimentation se vident en Ukraine, où une crise politique majeure vient d'éclater avec l'entrée en opposition de l'ancien ministre de la défense Mykhaïlo Fedorov.
- Il n'y a pas de perspective militaire. Les frappes ukrainiennes contre des cibles civiles en Russie sont spectaculaires, mais dans le même temps les corridors ukrainiens d'exportation de blé et d'acier en mer Noire sont bloqués par les opérations russes.
- Du côté russe, les perspectives militaires sont incertaines et la situation économique atone. La production industrielle du pays a diminué de 14 % au cours du premier trimestre 2026. Mais, contrairement à quelques déclarations tenant du *wishful thinking* en Europe, le pays ne s'est pas effondré : seuls 13 % de sa capacité en essence sont atteints. Il faut noter que monte actuellement au sein des classes dirigeantes russes l'idée qu'il faut sortir de la situation de blocage. Derrière un discours qui n'a guère varié, des débats nouveaux apparaissent en leur sein. Vassili Kachine, un des commentateurs écoutés de la situation internationale, le disait dans la revue russe de relations internationales *Global Affairs*, dans son article publié le 21 mai sous le titre « La prose implacable de la réalité ». En témoignent aussi les prises de position d'une partie d'entre elles, à travers, par exemple, la voix d'Andreï Melnitchenko, un des magnats des matières premières qui, dans les colonnes de *The Economist* du 9 juillet, appelle à commencer à penser l'après-guerre. Il est à signaler que Melnitchenko ne fait pas partie de la bourgeoisie russe issue de la restauration capitaliste, mais plutôt de la réorganisation de cette dernière par le pouvoir poutinien au mitan des années 2000.

Ce n'est donc pas pour rien que le Vatican ait choisi ce moment pour envoyer un diplomate à Moscou, en la personne du secrétaire de la curie pour les Relations avec les États et les organisations internationales, pour quatre jours de consultations, du 24 au 28 août.

> « Les contradictions et les divergences entre États européens sont telles que la France pourrait créer un front d'États pour la paix. »

LA FRANCE A LES MOYENS D'AGIR

Rouvrir un dialogue direct avec Moscou est inévitable. Les peuples russe, ukrainien et européens ont un intérêt commun à la paix. La France pourrait commencer par :

- nommer un représentant spécial pour la paix en Ukraine ;
- condamner les frappes en profondeur et cesser de fournir ou de vendre de l'armement les permettant ;
- s'opposer au nouveau paquet de sanctions de l'UE.

Les contradictions et les divergences entre États européens sont telles que la France pourrait créer un front d'États pour la paix. On connaît les position prises ces derniers temps par des pays comme la Belgique ou la Grèce, contre le renforcement des sanctions.

Avec des pays du « Sud global » comme le Brésil ou la Chine, il est possible d'agir pour ouvrir des négociations de paix, sur la base de l'indépendance et de la neutralité de l'Ukraine, sur la refondation d'un espace de sécurité collective en dehors de l'OTAN et de l'influence des États-Unis. ●

*__Vincent Boulet__ est membre du comité exécutif national, animateur de la commission Défense, Paix et Relations internationales.

Au bonheur des traders

PAR **GÉRARD STREIFF***

« Jusqu'ici tout va bien ! » disait la bande-annonce du film *La Haine*, parlant d'un homme qui tombait d'un immeuble de cinquante étages et qui répétait pour se rassurer : Jusqu'ici tout va bien. Ça va même très bien, jusqu'ici, pour les banques françaises, plus prospères que jamais et ça va singulièrement bien pour leurs opérateurs-traders.

Une récente étude de l'autorité bancaire européenne (ABE) indiquait que les bonus de ces agents ont grimpé de 10 % en moyenne par rapport à 2024 qui fut déjà une belle année pour eux. Quatre sociétés françaises, BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole et Natixis (BPCE) leur ont distribué en mars dernier plus de 1,5 milliard d'euros de rémunération variable au titre de 2025. Il est vrai qu'à Wall Street les banques américaines ont distribué près de 50 milliards de dollars à leurs opérateurs. Et le nombre de ces banquiers millionnaires français, ceux qui ont donc franchi la barre du million d'euros de rémunération annuelle (fixe et variable), toujours dans ces quatre banques, ne cesse de grimper : ils sont 810 aujourd'hui, 76 de plus en un an ; ils n'étaient que (!) 298 en 2014.

On les trouve majoritairement à la BNP Paribas (476 banquiers, 35 de plus en un an), puis à la Société générale (184,7 de moins en un an), à Natixis (87 contre 45) et au Crédit agricole (63, 4 de plus).

À la Société générale, deux banquiers ont gagné entre 4,5 et 5 millions l'an passé. seize chez BNP Paribas ont touché plus de 4 millions, et l'un d'eux a même dépassé les 9 millions.

Ils ont engrangé de tels pactoles avec leurs activités de marché (bourse, obligations, devises), de financement de grandes entreprises et de conseils en fusions et acquisitions.

Certains de ces traders ne sont pas nécessairement installés en France, ils peuvent agir dans des salles de marché de Londres, New York ou Tokyo. Toutefois, le nombre des banquiers millionnaires opérant à Paris ne cesse de grimper. Entre 2019 et 2024, il a plus que doublé, passant de 270 à 561. À la suite du Brexit, un certain nombre d'opérateurs londoniens se sont repliés sur Paris pour les activités liées à l'euro.

Bref, s'il y a un domaine où la macronie a réussi, c'est bien la financiarisation de plus en plus poussée de la capitale, et la concentration de banquiers millionnaires qui y est liée. De ce point de vue, Paris est devenu la première place financière d'Europe, devant l'Allemagne (553 millionnaires), l'Italie (462) et l'Espagne (251).

UN MONDE D'HOMMES

L'étude de l'ABE montre que le monde des banquiers-traders à très gros salaires est un monde d'hommes : sur 2 266 banquiers de l'Union européenne ayant gagné un million d'euros ou plus, neuf sur dix sont des hommes et les écarts de rémunération entre les deux sexes sont très nets. « Au sein des comités de direction, note Danièle Guinot

« S'il y a un domaine où la macronie a réussi, c'est bien la financiarisation de plus en plus poussée de la capitale, et la concentration de banquiers millionnaires qui y est liée. De ce point de vue, Paris est devenu la première place financière d'Europe, devant l'Allemagne (553 millionnaires), l'Italie (462) et l'Espagne (251). »

du *Figaro Économie* (11 mai), les hommes sont payés en moyenne 10 % de plus que les rares femmes présentes. » Et, toujours selon l'ABE : « 20 % des établissements européens n'ont pas de politique en matière de diversité. »

C'est particulièrement vrai en France : « La France est à la traîne sur le sujet, ajoute Guinot. Jamais une grande banque tricolore n'a été dirigée par une femme, or elles représentent largement plus de la moitié des effectifs, selon la Fédération bancaire française (FBF), une part qui diminue à mesure que l'on monte dans la hiérarchie. »

Cependant, même dans ce monde singulier des traders, on peut assister à d'étranges conversions. C'est le cas notamment de Gary Stevenson, ancien trader millionnaire britannique et désormais militant pour la taxation de la finance. Il raconte son histoire dans *The Trading Game : a Confession*, tout juste traduit aux éditions Massot (2026) sous le titre *Confessions d'un trader repenti*, une autobiographie devenue un best-seller en Grande-Bretagne. Né en 1986 dans un milieu modeste, de culture mormone, le jeune Stevenson n'a pas les bons codes (sociaux) pour se faire embaucher dans le monde de la finance ; mais il existe une voie étroite pour des gens comme lui, permettant de pénétrer le milieu : c'est un concours proposé par le groupe américain Citibank à base de jeux de cartes. Sans blague. Stevenson gagne et, surdoué en maths, il entame une carrière fulgurante au sein de cette quatrième banque américaine. Trader de 2008 à 2012, il gagne son premier million en 2010, à 23 ans. En 2011, selon Wikipedia, il serait même devenu le trader le plus rentable de la banque. Multimillionnaire, il mise sur la mauvaise santé de l'économie britannique et parie sur le fait que « les taux d'intérêt ne remonteraient pas et que les inégalités allaient exploser ».

> « Sur 2 266 banquiers de l'Union européenne ayant gagné un million d'euros ou plus, neuf sur dix sont des hommes et les écarts de rémunération entre les deux sexes sont très nets. »

Le voici riche mais la fortune finit par le déprimer, au sens propre et figuré ; il démissionne en 2014 et devient un militant contre les inégalités, crée une chaîne YouTube Garys economics (un million d'abonnés en 2025) critiquant les dérives du monde de la finance et vulgarisant ses concepts d'une économie alternative. « Car le changement est possible. » Membre des « Patriotic millionaires », il appelle désormais le gouvernement britannique à taxer davantage les riches.

EXTRAITS DE *CONFESSIONS D'UN TRADER REPENTI* DE G. STEVENSON :

D'une certaine manière, j'étais né pour être trader. Au bout de la rue où j'ai grandi, devant le haut mur d'un centre de recyclage, un lampadaire et un poteau télégraphique espacés de quatre mètres constituaient une cage de but parfaite. Positionnez-vous entre ces deux poteaux, faites dix grands pas en arrière et regardez vers le haut : au loin, vous verrez la lumière du plus haut gratte-ciel de Canary Wharf vous faire un clin d'œil. Quand j'étais petit, après l'école, je passais de longues soirées à taper dans un ballon de foot en mousse élimée et à tirer dans cette cage improvisée, avec l'uniforme scolaire de mon frère et mes baskets trouées. Quand ma mère venait me chercher le soir pour rentrer dîner à la maison, je regardais le gratte-ciel me faire ce dernier clin d'œil. Comme la promesse d'une vie meilleure. Ce n'étaient pas seulement les rues d'East London que je partageais avec ces temples du capitalisme, vertigineux et brillants. Il y avait autre chose, une sorte de croyance partagée. Une histoire d'argent. Une histoire d'envie. J'avais le sentiment profond que l'argent était essentiel et que ma famille en manquait. […] Je ne sais pas si j'ai vraiment perdu cet amour de l'argent. Et en y réfléchissant, je ne suis pas sûr qu' « amour » soit le mot juste. Peut-être que quand j'étais enfant, c'était plus de la peur. Mais qu'il s'agisse de peur, d'amour ou d'envie, ce sentiment n'a fait que se renforcer avec le temps et j'étais toujours en quête de cet argent que je n'avais pas. À 12 ans je vendais des bonbons à 1 penny à l'école ; à 13 ans, je livrais des journaux, trois cent soixante-quatre jours par an pour 13 livres par semaine. À 16 ans, mon activité commerciale au lycée était devenue bien plus audacieuse, plus lucrative et plus illicite. Mais ces petits gains n'étaient pas vraiment une fin en soi et chaque soir, après le coucher du soleil, je levais toujours les yeux vers les gratte-ciel qui me faisaient ces clins d'œil dans le ciel nocturne.

Grandeur, bonheur, rigueur : un certain devenir des normes

La lente substitution d'un idéal de bonheur à l'aristocratique idéal de grandeur caractérise la montée en puissance de la bourgeoisie, de la Renaissance à la Révolution française. Or les choses se compliquent pour elle à partir de son accession au pouvoir.

PAR **JEAN-MICHEL GALANO***

Le premier Empire ressuscite pour un temps l'idéal de grandeur, assorti de toute une imagerie romaine de pompe impériale, d'héroïsme guerrier, de servitude et de grandeur militaires. La Restauration tente sans succès, et d'ailleurs sans volonté véritable, de rétablir les symboles de l'Ancien Régime, et finalement c'est la bourgeoisie qui triomphe avec Louis-Philippe, et surtout Napoléon III. Elle s'empare alors fermement du pouvoir économique et impose à toute la société de nouvelles valeurs, ou plutôt de nouvelles normes de fonctionnement : travail, modestie, efficacité, rentabilité, ponctualité. Cela pousse par exemple Stendhal, nostalgique de l'épopée napoléonienne, à la mélancolie, une mélancolie qu'il exprime au début de *Le Rouge et le Noir* : « faire du revenu », cela semble être devenu le but ultime de la vie, même dans cette petite vallée bucolique « qui vous avait paru si jolie ».

De fait, ce qui a disparu à l'orée de ce que certains appelleront « le stupide XIXe siècle », ce sont simultanément l'idéal de grandeur et l'idée de bonheur. Profondément réprimée en même temps que les premiers idéaux démocratiques, remplacée par l'impitoyable nécessité de « gagner sa vie », l'idée de bonheur va pendant un demi-siècle vivre d'une existence fantomatique, exilée dans la pensée utopiste, jusqu'aux premières grandes luttes ouvrières.

> « L'éducation scolaire dans l'Angleterre de la révolution industrielle, centrée sur l'acceptation des « faits » aux dépens de l'imagination et de la créativité individuelle, avait pour seule finalité l'intériorisation précoce des normes de la production manufacturière. »

LES IDÉAUX ASCÉTIQUES DE LA BOURGEOISIE

Arrivant au pouvoir, la bourgeoisie n'a de cesse de dénoncer la décadence et la « mollesse » de l'aristocratie déchue. Alors que les sociétés d'Ancien Régime étaient fondées sur une stricte hiérarchie où le critère de distinction était celui

de la naissance, ou encore du sang, donc un fondement en nature incarné dans des codes de convenance et d'honneur, la bourgeoisie se défie du spectacle et de la représentation. Son critère quasi unique de distinction, outre bien entendu la richesse qu'on n'exhibe pas, c'est ce qu'elle appelle « travail ».

Rien de démocratique dans cette valorisation du travail, comme le souligne Marx au début de la *Critique du programme de Gotha* : contre l'affirmation de Lassalle selon laquelle « le travail est la source de toute richesse », affirmation en apparence très « socialiste », Marx fait remarquer que non, le travail n'est pas la seule source de richesse, que « la nature est tout autant la source de valeurs d'usage (qui constituent tout de même la richesse réelle !) », richesses auxquelles les travailleurs n'ont guère accès, accaparées qu'elles sont par ceux qui possèdent la terre et qu'il nommera plus tard les « expropriateurs ». Mais les possédants ne possèdent pas seulement la terre : ils possèdent aussi les moyens de production et d'échange, et les filières de distribution. En d'autres termes, ils tiennent entre leurs mains les conditions de la vie matérielle des êtres humains, qui à la limite « ne peuvent vivre qu'avec leur permission » ; pour le capital, l'être humain n'est donc que force de travail, et c'est pourquoi les idéologues de la bourgeoisie exaltent non pas certes les travailleurs, mais le « travail » : « Les bourgeois ont d'excellentes raisons pour attribuer au travail cette puissance surnaturelle de création : car, du fait que le travail est dans la dépendance de la nature, il s'ensuit que l'homme qui ne possède rien d'autre que sa force de travail sera forcément, en tout état de société et de civilisation, l'esclave d'autres hommes qui se seront érigés en détenteurs des conditions objectives du travail. » Les idéologues bourgeois ont pleinement conscience que leur richesse est fondée non pas sur « le travail », mais sur l'accaparement des produits du travail, accaparement rendu possible par l'« expropriation originelle » (ou encore l'« accumulation primitive », « péché originel du capital ») et que le droit bourgeois pose comme fondé en nature.

> « Profondément réprimée en même temps que les premiers idéaux démocratiques, l'idée de bonheur va pendant un demi-siècle vivre d'une existence fantomatique, exilée dans la pensée utopiste, jusqu'aux premières grandes luttes ouvrières. »

Mais, après la Révolution française et l'échec final des tentatives de restauration monarchique, dans le contexte d'une déchristianisation lente mais continue, contexte marqué aussi par la persistance de valeurs républicaines, voire révolutionnaires, notamment dans une classe ouvrière en gestation, la bourgeoisie doit, pour assurer son emprise idéologique, se battre sur deux fronts : d'un côté, elle va faire une alliance conjoncturelle avec les courants progressistes pour liquider définitivement les survivances idéologiques de l'Ancien Régime ; de l'autre, elle va chercher, réduite cette fois à ses seules ressources idéologiques, à faire vivre un modèle de société fondée sur ses propres valeurs et pensée comme la fin de l'histoire.

LA LIQUIDATION JOYEUSE DU STYLE ET DES VALEURS DE L'ARISTOCRATIE

La société d'Ancien Régime est une société de représentation, une société où il s'agit de tenir son rang, lui-même gagé sur la naissance, et de se présenter de la façon appropriée, d'appliquer un certain nombre de codes qui valorisent l'apparence. Le sang et le rang ! Cela vaut pour l'habillement et le « maintien ». Cela vaut aussi pour le langage. Or, avant même la Révolution, cet ordre commence à vaciller. Il présente, comme tout ordre en déclin, un fort caractère de stylisation. Les rituels sont de plus en plus vécus comme vides de sens. Dans les arts, les formes canoniques peinaient à se perpétuer. Par contraste, les sciences, autant les mathématiques et la physique que les sciences de la nature, et plus encore les applications techniques et technologiques auxquelles elles donnent lieu, sont en plein dynamisme et ouvrent des horizons nouveaux, profilent des sensibilités nouvelles : l'historien et philosophe Georges Vigarello a montré, par exemple dans ▸▸

Le Propre et le Sale, ou encore dans *Le Sain et le Malsain* comment en peu d'années l'opinion éclairée avait trouvée insupportable la crasse et la puanteur des villes, et donné au mot « propreté » son sens actuel, lui qui désignait jusqu'alors la « bonne apparence ». Les tenues vestimentaires s'allègent, le mot « hygiène » apparaît, ainsi qu'une réflexion nouvelle sur la santé, individuelle et aussi publique. Des institutions sanitaires voient le jour. Le mal désormais, c'est aussi et peut-être d'abord le malsain, le morbide, le putride, le miasme, matériel et tapi sous les apparences.

Bientôt la poudre, les perruques, l'ostentation seront insupportables. Cette société qui était si prompte à traquer le ridicule (voir l'admirable film éponyme de Patrice Lecomte) va se trouver ridiculisée à son tour. Victor Hugo, en 1854, dans le poème « Réponse à un acte d'accusation » (livre I des *Contemplations)*, exprime avec verve cette volonté révolutionnaire de faire éclater les cadres des représentations et des conventions stylistiques de l'Ancien Régime.

« Quand je sortis du collège [...] l'idiome
Peuple et noblesse, était l'image du royaume ;
La poésie était la monarchie ; un mot
Était un duc et pair, ou n'était qu'un grimaud ; [...]
Force mots, par Restaut peignés tous les matins
Et de Louis Quatorze ayant gardé l'allure,
Portaient encor perruque ; à cette chevelure
La Révolution, du haut de son beffroi,
Cria : transforme-toi ! C'est l'heure ! Remplis-toi
De l'âme de ces mots que tu tiens prisonnière !
Et la perruque alors rugit, et fut crinière.

Au-delà des exagérations littéraires, Hugo est un bon exemple de cette dynamique bougresse et progressiste, féroce à l'égard des valeurs anciennes de l'aristocratie, nostalgique de l'héroïsme napoléonien (Hugo est lui aussi un enfant du siècle), mais plus hésitante sur la forme, sinon sur la finalité, que devra prendre une République encore dans les limbes. De fait, dans le même poème, il s'en tient à évoquer la libération de l'« idée au vol pur »… Auguste Comte ne manquera pas de relever cette ambiguïté de l'« âge métaphysique » : « […] des machines de démolition ne deviennent pas aisément des instruments de construction. »

LES CONTRADICTIONS DE L'IDÉAL BOURGEOIS

Aux rituels et aux fastes de l'Ancien Régime, partiellement prolongés par l'Empire et la Restauration, la bourgeoisie oppose un modèle fondé sur la sobriété, l'esprit d'économie et des valeurs d'efficacité, d'organisation, de calcul, de « rendement », au prix – assumé – d'un total prosaïsme.

De fait, les hommes d'affaires, les premiers représentants du grand patronat et leurs commis politiques se signalent avant tout par leur absence de charisme. Ils ne prétendent ni à la grandeur ni à faire le bonheur des hommes. Absence de prétention, certes, mais surtout absence d'ambition et d'idéal, pour ceux qui, comme le dira *Le Manifeste du Parti communiste*, ont noyé toutes les anciennes valeurs « dans les eaux glacées du calcul égoïste ». Marx encore, dans *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, soulignera que « les capitaines de la société bourgeoise siègent derrière des comptoirs », et s'amuse de ces putschistes en redingote et complet veston. Il est loin, le décorum pseudo-romain !

En attendant, ces hommes ont à gérer une société qui s'est montrée capable de révolution. Une société mieux alphabétisée, davantage déchristianisée, dans laquelle montent des exigences très concrètes en matière de salaires, de santé, d'éducation, de logement, de niveau de vie, et aussi de dignité : la vieille et toujours jeune idée de bonheur commence à se décliner et à se préciser dans une pluralité de revendications, tout autant « prosaïques » que les nouveaux gestionnaires de l'État, qui se trouvent pris au mot de leur « réalisme ».

Or le capital, à ce stade de son histoire, se doit de développer les forces productives, et cela ne peut se faire qu'en agissant sur plusieurs leviers : celui de la discipline au travail, et également, en amont, celui de l'édu-

« Face à une organisation du travail qui suscite lassitude et dégoût, la révolte est, comme le remarquera Georges Canguilhem, philosophe et médecin, "une réaction de santé". »

cation. Charles Dickens a bien montré dans *Les Temps difficiles* combien l'éducation scolaire dans l'Angleterre de la révolution industrielle, centrée sur l'acceptation des « faits » aux dépens de l'imagination et de la créativité individuelle, avait pour seule finalité l'intériorisation précoce des normes de la production manufacturière. Il s'agissait de former non pas tant des ouvriers que des outils humains.

Là se situe la première contradiction de la bourgeoisie : dans la période de sa plus grande expansion, elle n'a pu accoucher que d'une société de grisaille, morose et sans idéal, sinon sans violence. Une société cependant minée par de profondes et sourdes inquiétudes, particulièrement celle de la dépopulation. Dans une étude étonnante et particulièrement documentée, *Le Pénis ou la démoralisation de l'Occident* (Grasset, 1978), Jean-Paul Aron montre, textes à l'appui, comment la lutte contre l'onanisme, ce gaspillage inadmissible de semence censé préfigurer une décadence prochaine, a traversé le corps médical et les pouvoirs publics comme une véritable obsession, se traduisant par l'élaboration, en France et en Allemagne, d'ahurissantes utopies répressives à l'égard notamment des enfants.

Mais c'est sur les lieux mêmes de la production que la société civile bourgeoise a rencontré une deuxième contradiction, majeure. Edward Palmer Thompson qui, notamment dans son grand livre sur *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, exemplifie et prolonge les analyses des chapitres XIII, XIV et XV du livre I du *Capital* et montre comment le patronat a imposé, par la force et non sans recourir parfois à des paraboles religieuses, particulièrement chez les méthodistes, l'idée que « le temps c'est de l'argent » et que la journée de travail est intégralement la possession de l'employeur, au même titre que les machines et la richesse produite. En France, l'imprégnation religieuse mise à part, on trouve des exemples similaires d'imposition autoritaire de la discipline au travail, singulièrement dans l'exploitation de la main-d'œuvre féminine.

Or, et c'est là que les choses se renversent, cette discipline imposée va être au fil des luttes appropriée par la classe ouvrière. En Angleterre, le méthodisme est la recherche et la pratique d'une méthode pour faire son salut, ce qui amènera beaucoup de militants ouvriers éduqués dans cette foi à chercher les méthodes organisationnelles permettant de gagner en ce monde un bonheur matériel et moral. Comme le dit E.P. Thompson, lui-même issu de ce milieu mais qui cite par ailleurs à l'appui de sa thèse les revendications du premier congrès de la CGT – qui s'est tenu en 1895, avec les revendications sur la semaine de travail –, il ne s'agit plus de lutter *contre* le temps, mais *sur* le temps ; et, d'une façon plus générale, sur les statuts, sur la stricte délimitation des tâches, etc. La rigueur organisationnelle est devenue un enjeu de classe. Face à une organisation du travail qui suscite lassitude et dégoût, la révolte est, comme le remarquera Georges Canguilhem, philosophe et médecin, « une réaction de santé ». Mais le moment de la révolte appelle son propre dépassement, qui ne peut se faire qu'en retournant les logiques organisationnelles contre les finalités capitalistes de rentabilité et de profit, au bénéfice des salariés et de la production elle-même.

En définitive, c'est dans l'aventure coloniale, dans le choc des impérialismes et dans l'exaltation du chauvinisme que les différentes bourgeoisies nationales ont pu, et surtout ont cru, trouver un substitut aux puissantes idées de grandeur et de bonheur dont elles ne parvenaient pas à gérer l'héritage. Au regard de la situation actuelle dans le monde et en France, on ne peut pas dire que la bourgeoisie se soit extirpée de ses contradictions.. ●

« C'est dans l'aventure coloniale, dans le choc des impérialismes et dans l'exaltation du chauvinisme, que les différentes bourgeoisies nationales ont pu, et surtout ont cru, trouver un substitut aux puissantes idées de grandeur et de bonheur dont elles ne parvenaient pas à gérer l'héritage. »

***Jean-Michel Galano** est agrégé de philosophie.

Apport du féminisme matérialiste ou comment abolir la division sexuée du travail ?

Analysée à la lumière du féminisme matérialiste, la division sexuée du travail, c'est-à-dire l'assignation prioritaire des hommes au travail productif et des femmes au travail reproductif, apparaît comme une construction sociohistorique, sur la base d'une exploitation matérielle.

Par **Maëva Durand***

Le féminisme matérialiste est l'un des apports théoriques majeurs des sciences sociales françaises depuis les années 1970. Associé notamment aux travaux de Christine Delphy, Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, Monique Wittig ou Paola Tabet, il reprend du marxisme la notion de rapports antagonistes de classes, appliquée aux femmes et aux hommes en tant que classes de sexes. Ce courant féministe offre, plus qu'une doctrine unifiée, une méthode pour répondre politiquement à des questions toujours d'actualité : Qui travaille et pour qui ? Qui dispose du temps de qui ? Qui bénéficie des ressources produites ? Comment des rapports historiquement construits finissent-ils par apparaître naturels et dans quelles conditions deviennent-ils contestables ? Quels liens entre exploitation économique et contrôle du corps des femmes ? Autant de réflexions qui viennent nourrir le combat des communistes pour l'émancipation des femmes.

PENSER LES EFFETS DU CAPITALISME SUR LA DIVISION SEXUÉE DU TRAVAIL

Le capitalisme s'appuie sur une division entre les sexes qui n'a rien de naturel, et qui contribue tant à la reproduction de classe que du genre : aux hommes les tâches valorisées de la production, aux femmes le travail le plus dévalorisé socialement, économiquement et symboliquement. Cette division s'accompagne d'une double ségrégation : d'abord horizontale, les femmes se retrouvant concentrées dans un nombre limité de métiers par rapport aux hommes ; puis verticale, associée au « plafond de verre ». Certains ensembles professionnels sont ainsi presque entièrement féminins : les femmes représentent 88 % des infirmières, plus de 92 % des aides-soignantes, 96 % des secrétaires de direction et près de 99 % des assistantes maternelles, ou encore 90 % des travailleurs sociaux, sans que cela fasse nécessairement débat. Cette concentration professionnelle au féminin n'est pourtant pas neutre : elle s'accompagne d'inégalités structurelles de rémunération, de conditions de travail et de prestige social. Surtout, elle demeure quasi à l'identique depuis

> « L'émancipation ne consiste pas seulement à donner aux femmes davantage de droits dans des rapports sociaux inchangés, elle consiste aussi à transformer matériellement les rapports qui produisent leur dépendance. »

les années 1980, et cela malgré le fait que les femmes soient en moyenne plus diplômées que les hommes. Cette permanence rappelle que le marché de l'emploi capitaliste ne constitue pas un espace dans lequel les individus se répartiraient « librement » selon leurs compétences. Comme pour les positions de classe, il enferme durablement certains groupes dans des espaces – ici professionnels – restreints.

À l'autre extrémité de l'espace professionnel, les hommes restent largement majoritaires au cœur du pouvoir économique, social et politique : 83 % des dirigeants d'entreprise sont des hommes, tout comme 83 % des professionnels de la politique et du clergé. Pour le PCF, l'enjeu ne se réduit pas à permettre à davantage de femmes d'accéder aux positions dominantes existantes. Une politique féministe et communiste doit simultanément combattre le plafond de verre et démocratiser le pouvoir économique lui-même. Cela suppose de garantir aux femmes les mêmes possibilités de carrière et d'accès aux responsabilités, mais aussi d'accroître les droits et les pouvoirs de l'ensemble des salariés, femmes et hommes, sur les décisions des entreprises.

De ce point de vue, la proposition des communistes de sécurité d'emploi et de formation (SEF) peut constituer un instrument majeur de désegmentation du marché du travail. Son principe est de garantir à chacune et à chacun la possibilité d'alterner, tout au long de la vie, entre emploi et formation rémunérée, avec continuité du revenu et des droits, afin de permettre une mobilité professionnelle choisie plutôt que subie. Néanmoins, comme toute politique, celle-ci doit se garder d'être aveugle au genre. Deux risques doivent être pris en compte.

Le premier est de sécuriser les trajectoires sans briser les frontières sexuées entre les métiers. Dans les territoires ruraux, où les possibles professionnels des femmes sont particulièrement restreints, permettre à une aide à domicile de devenir aide-soignante constitue une mobilité, sans sortir des métiers du *care*. La SEF doit donc s'accompagner de garanties de mixité dans les formations et les recrutements, afin d'ouvrir réellement aux femmes l'accès aux métiers industriels, techniques et d'encadrement.

Le second est de socialiser le travail domestique sans remettre en cause sa féminisation. La SEF prévoit un développement important des services publics et des emplois dans la petite enfance, la santé ou la prise en charge de la dépendance. Cette socialisation est essentielle : elle permet de transférer vers la collectivité une partie du travail reproductif effectué gratuitement par les femmes dans la famille. Mais elle ne suffit pas à remettre en cause la division sexuée du travail si ces nouveaux emplois restent eux-mêmes presque exclusivement féminins ; comme on l'a vu, les assistantes maternelles restent presque exclusivement des femmes.

> « Si l'on souhaite abolir la division sexuée du travail, socialiser le travail domestique ne suffit pas : il faut déconstruire la sphère familiale en tant qu'outil de domination. »

REMETTRE EN CAUSE UN TRAVAIL DOMESTIQUE ASSIGNÉ AUX FEMMES

L'un des principaux apports des féministes matérialistes est d'avoir surtout élargi la définition même du travail, au-delà du seul travail productif et rémunéré. Cuisiner, faire le ménage, laver le linge, faire les courses, accomplir les démarches administratives, entretenir les relations familiales, élever les enfants ou prendre soin des personnes dépendantes demande du temps et produit des biens et des services indispensables à la reproduction de la vie sociale. Le premier déplacement consiste donc à rendre visible cet ensemble d'activités jusque-là renvoyées à la sphère privée et à les qualifier pour ce qu'elles sont : du travail.

Christine Delphy analyse le travail domestique comme le fondement matériel d'un rapport d'exploitation. Dans le mode de production domestique, historiquement adossé au mariage, l'épouse fournit à son conjoint des biens et des services sans recevoir de salaire en contrepartie. Elle reçoit un « entretien », c'est-à-dire que le mari pourvoit théoriquement à ses besoins. Mais cet échange est profondément asymétrique : le travail fourni n'est ni mesuré ni limité. Le mariage organise ainsi non seulement une relation sexuelle, affective et juridique, mais aussi un rapport d'appropriation du travail (on peut y ajouter le droit d'usage masculin du corps de l'épouse). Le patriarcat, en tant que système de subordination des femmes qui consacre la domination du père sur les membres de la famille, a donc été un objet privilégié de recherche ▸▸

des féministes matérialistes, dans la continuité – et la critique – des travaux d'Engels. Ce dernier considérait que la subordination des femmes était liée à leur exclusion de la production (salariée). Dans « Agriculture et travail domestique : la réponse de la bergère à Engels », Christine Delphy prend le cas des agricultrices et, plus généralement, des conjointes de travailleurs indépendants : ces femmes travaillent et produisent déjà, y compris des biens vendus sur le marché, sans pour autant avoir une reconnaissance. La question du travail domestique renvoie donc aussi à place de la famille, en tant qu'espace d'organisation du pouvoir économique. Reconnaître le caractère (re)productif du travail domestique ne signifie pas nécessairement qu'il faille le transformer en travail salarié. Car cela pourrait conduire à défendre un « salaire domestique » qui, s'il reconnaît la valeur du travail, ne remet pas en cause sa répartition genrée et risque même d'enfermer davantage les femmes dans la sphère privée. L'enjeu communiste est plutôt de réduire, partager et socialiser le travail domestique, tout en permettant aux femmes de disposer réellement de leur temps. Deux questions politiques se posent alors.

QUELLE PERSPECTIVE POLITIQUE AUJOURD'HUI ?

La première question est de savoir qui doit payer cette socialisation. Notre réponse, en tant que communistes, diffère sur ce point de celle de Christine Delphy, qui insiste sur la responsabilité spécifique du patriarcat. Les entreprises capitalistes bénéficient elles aussi du travail reproductif qui permet chaque jour de nourrir, soigner, éduquer et renouveler la force de travail ; elles doivent donc participer à son financement. Or plusieurs décennies d'exonérations de cotisations patronales et un rapport de forces défavorable au monde du travail ont progressivement déplacé le débat vers ce que la collectivité – au sens large – devrait financer pour permettre aux salariés, femmes et hommes, de travailler. La forte implantation municipale du PCF a aussi légitimement conduit les communistes à faire du développement des équipements collectifs un axe central de leur action – à raison. Mais cela ne doit pas conduire à abandonner la question de la contribution des entreprises, sur le long et court terme. Par exemple, est-il souhaitable qu'une commune finance seule une crèche ouvrant dès 4 heures du matin afin de permettre à une entreprise de maintenir une organisation de la production en horaires atypiques ? Faire contribuer le capital peut alors se jouer à plusieurs échelles : dans le temps long, par les cotisations sociales et patronales, mais aussi dans les luttes locales, en exigeant des entreprises qu'elles participent au financement des équipements et/ou en modifiant l'organisation du travail.

La seconde question concerne les rapports familiaux eux-mêmes. Si l'on souhaite abolir la division sexuée du travail, socialiser le travail domestique ne suffit pas : il faut déconstruire la sphère familiale en tant qu'outil de domination. Le nouveau Code de la famille de Cuba, adopté en 2022, offre à cet égard des pistes intéressantes, sans constituer évidemment un modèle à transposer tel quel. Il reconnaît une pluralité de formes familiales plutôt qu'un modèle unique et affirme l'égalité des droits et des responsabilités du travail domestique. Il pose un principe de coresponsabilité dans le travail de soins et de l'éducation des enfants, cherche à en répartir la prise en charge entre les membres de la famille – à la dimension élargie –, l'État, la communauté et d'autres acteurs sociaux.

> « Les entreprises capitalistes bénéficient elles aussi du travail reproductif qui permet chaque jour de nourrir, soigner, éduquer et renouveler la force de travail. Elles doivent donc participer à son financement. »

Les questions de genre ne constituent pas des enjeux périphériques à la lutte des classes. Décloisonner réellement le genre suppose d'agir en même temps sur le travail salarié, le travail domestique, le financement de sa socialisation et les rapports familiaux. C'est précisément l'un des apports du féminisme matérialiste au projet communiste : rappeler que l'émancipation ne consiste pas seulement à donner aux femmes davantage de droits dans des rapports sociaux inchangés, elle consiste à transformer matériellement les rapports qui produisent leur dépendance. Cela rappelle aussi que la socialisation du travail domestique ne doit pas devenir une socialisation publique des coûts du capital. ●

*__Maëva Durand__ est maîtresse de conférences en science politique à Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

La science n'est pas hermétique à la politique

Les centres de recherches ne sont pas des forteresses imprenables où la science se ferait en dehors du monde. La recherche scientifique est continuellement heurtée par les événements, par la politique et la géopolitique surtout.

PAR **Flavien Ronteix**

LA SCIENCE SOUS GUERRE FROIDE

Et de ces événements se révèlent les contradictions. La plus marquante à l'échelle mondiale est probablement celle du cas états-unien. Les États-Unis ont été une des nations dominantes dans la recherche depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe, initiatrice de la révolution scientifique et industrielle à partir du XVIIIe siècle avec les Lumières a perdu peu à peu sa domination scientifique au moment de la Seconde Guerre mondiale, notamment avec l'exil de nombreux scientifiques juifs, communistes et socialistes au profit des États-Unis. Les grands instituts de recherche, bien financés, ont permis le développement d'une science de haut niveau, interconnectée avec l'Europe. En face, le bloc de l'Est, et l'Union soviétique en tête, est devenu l'autre acteur majeur de la recherche scientifique dans de nombreux domaines avec un investissement massif dans la recherche scientifique et l'éducation. Cette recherche a permis dans le bloc de l'Est de développer des technologies et de la connaissance, dont l'accès a été restreint par le rideau de fer, sur fond de bataille idéologique. Cette division du monde, alimentant les rivalités scientifiques comme on a pu le voir dans le spatial, a été un frein majeur à des coopérations internationales même s'il a continué à exister des coopérations, notamment dans le domaine des mathématiques.

L'idéologie a heurté la recherche scientifique des deux côtés du Mur. On parle souvent des répressions dans l'Union soviétique stalinienne, mais on oublie trop rapidement que le maccarthysme, la misogynie et l'homophobie aux États-Unis et au Royaume-Uni ont brisé des carrières et même poussé certaines et certains scientifiques en prison ou au suicide. La liberté académique est une composante essentielle pour une recherche scientifique libre de contrainte idéologique, aux côtés de financements neutres.

> « La liberté académique est une composante essentielle pour une recherche scientifique libre de contrainte idéologique, aux côtés de financements neutres.»

LE RENOUVEAU DES COOPÉRATIONS

La chute du rideau de fer a permis un nouvel essor des coopérations internationales. Le scientifique, la Station spatiale internationale (ISS) et le projet ITER (projet international de démonstration d'un réacteur de fusion nucléaire, installé à Cadarache, dans le sud de la France) en sont des exemples encore vivants. La principale ▸▸

difficulté dans ces années-là : le financement. Le néolibéralisme s'est étendu partout avec une baisse significative des budgets publics dédiés à la recherche et une privatisation de celle-ci. Les États-Unis sont probablement les grands gagnants de cette période, en attirant les meilleurs étudiants et les meilleurs chercheurs et en monopolisant les financements. La mondialisation de la recherche s'est accompagnée d'une généralisation de l'utilisation de l'anglais dans la recherche et dans les grandes conférences et les journaux, favorisant encore une fois les États-Uniens et les Anglo-Saxons, dont c'est la langue maternelle et d'enseignement, au détriment des pays européens, du Sud non-anglophone et des Japonais.

L'HÉGÉMONIE ÉTATS-UNIENNE

Au tournant des années 2010, la recherche et la science américaines sont toutes-puissantes. Il est toujours difficile d'estimer la puissance scientifique d'une nation, aucun indicateur n'est parfait : nombre de publications, influence des publications, nombre de chercheurs, coopération entre pays, nombre de projets, etc. Mais en prenant en compte les publications, en moyenne 30 000 papiers ont été publiés par des États-Uniens en 2000, 37 000 en 2010 et 36 000 en 2019. C'est respectivement 3 600, 4 500 et 4 200 pour la France, et surtout 1 200 puis 9 000 puis 46 000 pour la Chine. Ils ont été ultradominants avec régulièrement plus de 30 % des publications mondiales. Avec le premier mandat Trump, et surtout le second, nous observons un nouveau phénomène étonnant. Alors que les États-Unis ont donné le tempo de la science mondiale pendant près d'un siècle, ils semblent détruire méthodiquement leur position dominante et renoncer consciemment à cet outil qui contribue pourtant largement à leur *soft power*. Sous couvert de s'attaquer à l'idéologie « woke », l'administration Trump s'est attaquée aux programmes de diversité, d'équité et d'inclusion, a banni des mots comme « crise climatique », « pollution » ou « femme » sous peine de retrait des financements. Sous le DOGE (département de l'efficacité gouvernementale) dirigé par Elon Musk, les budgets de la NASA (l'agence spatiale états-unienne) ont diminué de 24 %, celui des National Institutes of Health (NIH [Instituts nationaux de la santé]) de 40 % et ceux de la National Science Foundation de 57 %. Cette dernière est une pierre angulaire du financement de la recherche universitaire états-unienne. Ce n'est plus tellement un domaine précis ou des chercheurs qui sont visés, mais bien la science dans son ensemble.

> « Alors que les États-Unis ont donné le tempo de la science mondiale pendant près d'un siècle, ils semblent détruire méthodiquement leur position dominante et renoncer consciemment à cet outil qui contribue pourtant largement à leur *soft power*. »

En réaction, un grand mouvement de contestation s'est développé dans la communauté scientifique avec Stand Up for Science début 2025. Le mouvement a essaimé dans le monde, avec de nombreuses manifestations, y compris en France, pour soutenir la recherche ouverte et inclusive. Cependant, le gouvernement états-unien semble avoir gagné car le mouvement s'essouffle et n'a pas trouvé de débouché politique, même au cœur de la campagne pour les *midterms* – les élections de mi-mandat – où le sujet est peu évoqué. De nombreux scientifiques sont déjà partis des États-Unis, comme Omar Yaghi, prix Nobel de chimie 2025, qui a annoncé début juillet quitter l'université californienne de Berkeley pour l'université de Tsinghua, à Pékin.

La science est attaquée aux États-Unis aussi par la vision nationaliste prétendument chrétienne de toute une frange de la droite du pays. La bataille puritanisme contre la science n'est pas nouvelle an Amérique, mais elle a pris une ampleur inédite avec l'arrivée au pouvoir de la frange la plus droitière du Parti républicain et l'exacerbation des clivages. Dernier élément, l'arrivée de l'IA. Pourquoi financer de la recherche médicale alors que l'IA va à elle seule découvrir de nouveaux médicaments ? En tout cas, c'est la prédiction de Robert Kennedy Jr., ministre de la Santé dans l'administration Trump. C'est oublier que les modèles d'IA actuelle sont directement issus de la recherche publique et que l'IA est un outil qui ne prend sens et valeur que grâce à une recherche de qualité utilisée justement pour alimenter ces modèles. C'est ainsi le travail de milliers de

chercheurs sur des générations qui permet de créer ces IA dont certains voudraient nous faire croire qu'elles prendraient le relais des chercheurs. Purement suicidaire. C'est la recherche mondiale qui en paie le prix avec une multiplication des publications dopées à l'IA avec parfois des données aussi produites par IA.

LE RÉVEIL CHINOIS

En face, la Chine est une puissance scientifique montante, quasi absente dans la recherche mondiale au début des années 2000, elle est devenue première nation dans le nombre des publications en 2023, avec un écart qui se creuse avec les États-Unis. Elle multiplie les coopérations de recherche, notamment avec les universités du Sud, quand les États-Unis se referment et l'Europe se rabougrit, repliée sur elle-même. En 2024, selon la Banque mondiale, la Chine consacrait 2,7 % de son PIB à la recherche et au développement – chiffre en permanente augmentation – en même temps qu'elle affichait une croissance économique soutenue. Les États-Unis y consacraient 3,45 %, chiffre en légère augmentation mais principalement alimentée par la recherche privée en IA ; et la France stagne à 2,18 %, voire baisse dans le contexte d'une croissance atone et d'inflation.

La Chine finance sa recherche avec succès, et s'imposera à court et moyen terme dans de nombreux domaines mettant fin à un cycle de retard technologique, comme je l'expliquais dans un article publié sur la science en Chine dans le numéro 42 de *Cause commune*. Cela dit, la liberté académique y reste fragile, certains domaines de recherche peu prisés par les autorités peinent à se faire financer localement. Nous n'en sommes plus à l'époque de la répression du mouvement des Cent Fleurs en 1957, mais il reste des blocages, notamment dans les sciences sociales.

> « La Chine est une puissance scientifique montante, quasi absente dans la recherche mondiale au début des années 2000. »

LA SCIENCE N'EST PAS APOLITIQUE

En conclusion, la recherche scientifique ne s'épanouit que si au moins deux facteurs sont réunis (mais beaucoup s'y ajoutent, comme les possibilités de coopération, les conditions de publication, etc.) : une liberté dans les recherches menées et un financement stable et suffisant, ce que la recherche publique peut permettre. Les États-Unis sont dans une phase de questionnement quant à leur rapport à la science dans un contexte de destruction méthodique entreprise par Trump et une absence de débouché politique du côté démocrate. La Chine est désormais la puissance scientifique du monde, sans pour autant atteindre l'hégémonie qu'ont pu avoir les États-Unis au début des années 2000.

L'Europe, quant à elle, reste une place scientifique de premier ordre, quoique sur le déclin, peinant à renouveler son modèle et à trouver les financements qui seraient pourtant nécessaires pour relever les défis du XXIe siècle, dont celui du réchauffement climatique. Le monde scientifique, en France notamment, doit maintenant prendre sa place dans le débat politique pour assurer les libertés académiques à l'heure de la montée des droites radicalisées et d'un financement public largement attaqué par les néolibéraux décomplexés. Pour cela, redéfinir sa place dans la société, pas au-dessus, pas à côté, mais dans la société et dans les luttes politiques, car la science n'est pas apolitique. L'appel de Stockholm lancé en 1950 par des intellectuels proches du Parti communiste contre l'arme atomique et pour le pacifisme est un exemple concret de prise de position politique forte du monde scientifique pour la coopération internationale et la paix. ●

> « La science est attaquée aux États-Unis aussi par la vision nationaliste prétendument chrétienne de toute une frange de la droite du pays. »

***Flavien Ronteix** est membre du comité de rédaction de *Cause Commune*.

Solidaires et désengagés

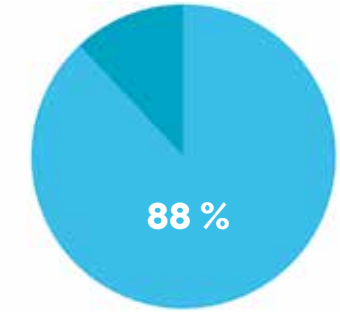
PAR **GÉRARD STREIFF**

Intéressante enquête menée par IPSOS pour l'ONG Collectif des engagés en mai dernier sur le principe de solidarité et l'engagement associatif. Une enquête que ce collectif reprend chaque année, permettant ainsi de mesurer l'évolution de l'opinion. À la limite, on pourrait résumer l'étude 2026 ainsi : les Français se disent de plus en plus solidaires et se montrent de moins en moins engagés. La solidarité demeure en effet une valeur importante pour une très large majorité de sondés : 88 %. 42 % la jugent même « absolument primordiale », un chiffre en hausse sur 2025. Or, dans le même temps, le nombre de sondés disant avoir soutenu des proches (sur le plan logistique ou matériel) ou avoir donné à des associations est en baisse d'une année sur l'autre. Certes, plus de la moitié de la population dit avoir eu un geste solidaire (52 %) mais seul un tiers (32 %) déclare un engagement associatif ; ils étaient 38 % en 2025. « Il n'y a pas de désintérêt des Français pour la solidarité, estime Christelle Craplet, directrice des affaires publiques chez IPSOS, mais leur attachement à la solidarité se heurte à certaines difficultés – le manque de temps et de moyens – qui font qu'ils peuvent moins donner et moins s'engager. »

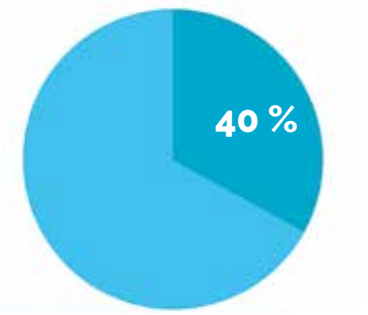
Un responsable du Collectif des engagés pointe un autre problème : une défiance accrue envers les associations. Interrogées sur les freins à l'engagement, 33 % des personnes (29 % en 2025) citent cette défiance comme deuxième frein à s'engager, juste derrière le manque de temps. « Il faut restaurer la confiance, dit-il, envers les associations, notamment en étant transparent sur ce à quoi servent les dons. »

On notera que le RN surfe sur cette défiance pour réduire les subventions publiques aux associations…

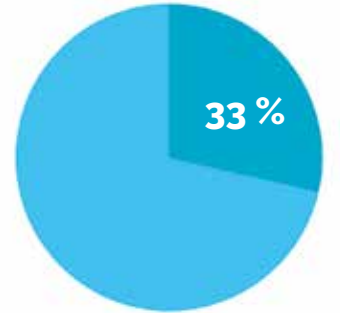
Autre paradoxe : les sondés se prononcent majoritairement pour un engagement accru de l'État en soutien aux associations. Ils sont 65 % à considérer que l'État n'en fait pas assez.



88 % DES FRANÇAIS SE DISENT ATTACHÉS À LA SOLIDARITÉ



40 % C'EST LA PROPORTION DE FRANÇAIS QUI CONSIDÈRENT QUE LA SOLIDARITÉ A RECULÉ CES DOUZE DERNIERS MOIS



33 % C'EST LE POURCENTAGE DE « NON ENGAGÉS » QUI CITENT LE MANQUE DE CONFIANCE ENVERS LES ASSOCIATIONS COMME FREIN À LEUR ENGAGEMENT

Le taux d'usage de l'intelligence artificielle multiplié par trois entre 2023 et 2025 dans les entreprises

Par **Adrien Montbrisson**

Par le biais de son enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) auprès des entreprises, l'INSEE a relevé que, en 2025, 18 % des entreprises implantées en France déclarent utiliser au moins une technologie d'intelligence artificielle (IA), soit 8 points de plus qu'en 2024. Cette proportion se rapproche de celle de l'ensemble de l'Union européenne (20 %). En 2025, l'adoption de ces technologies reste très liée à la taille de l'entreprise et à son secteur d'activité. Le taux d'usage atteint ainsi 58 % pour les entreprises de 250 salariés ou plus et 59 % pour celles du secteur de l'information communication. Les entreprises utilisant l'IA concentrent désormais 66 % du chiffre d'affaires et 59 % de l'emploi total, contre respectivement 49 % et 40 % en 2024.

TOUS LES TYPES DE TECHNOLOGIES AUGMENTENT

L'IA recouvre plusieurs types de technologies (l'enquête de l'INSEE en distingue huit, cf. tableau ci-contre).
Sur un an, les technologies qui augmentent le plus en termes d'utilisation sont la génération de langage parlé ou écrit (+23 points en part de salariés concernés (cf. tableau ci-dessous), +5 points en part d'entreprises), l'analyse du langage écrit (+21 points et +6 points) et la conversion de langage parlé (+21 points et +3 points).

TYPE DE TECHNOLOGIE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE MOBILISÉE PAR LES ENTREPRISES (EN % DU TOTAL DES EFFECTIFS SALARIÉS REPRÉSENTÉ PAR LES ENTREPRISES)

Type de technologie d'IA	2023	2024	2025
Mouvement de machine basé sur l'observation des environs	10	12	17
Identification d'objets ou de personnes à partir d'images ou de vidéos	13	17	31
Automatisation ou assistance dans la prise de décision	17	24	35
Apprentissage automatique pour de l'analyse de données	19	27	39
Conversion du langage parlé en un format lisible par une machine	12	20	41
Génération d'images, de vidéos ou de contenu audio	///	///	42
Génération du langage parlé ou écrit	11	22	45
Analyse de langage écrit	15	27	48
/// : Cette technologie n'est pas proposée dans les questionnaires en 2023 et 2024.			

Lecture : Les entreprises déclarant mobiliser une technologie IA d'analyse de langage écrit représentent 27 % du total des effectifs salariés en 2024 et 48 % en 2025.

Champ : France, entreprises de 10 salariés ou + des secteurs principalement marchands hors secteurs agricole, financier et d'assurance.

Source : INSEE, *Enquêtes TIC entreprises* 2023, 2024 et 2025.

LES FINALITÉS D'UTILISATION SONT VARIÉES ET LEURS USAGES SONT TOUS EN HAUSSE :

Les finalités d'utilisation sont variées et leurs usages sont tous en hausse, on constate que la hausse est très importante dans l'organisation des processus d'administration des entreprises, avec un passage de 17 % des effectifs salariés à 38 % entre 2024 et 2025, soit un gain de 21 point.

PART DE L'EFFECTIF SALARIÉ (EN%) REPRÉSENTÉ PAR UNE ENTREPRISE DÉCLARANT UN USAGE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PAR FINALITÉ D'UTILISATION

Finalité d'utilisation	2023	2024	2025
Logistique	7	9	18
Comptabilité, contrôle de gestion ou gestion financière	10	14	30
Marketing ou ventes	12	19	31
Processus de production ou de services	11	18	32
R&D1 ou innovation *3	14	18	35
Organisation des processus d'administration de l'entreprise	8	17	38
Sécurité informatique	19	23	39

L'utilisation massive de cette technologie soulève beaucoup d'interrogations et d'enjeux pour le monde du travail : consommation énergétique et en ressources, perte du sens du travail, licenciement et/ou reconfiguration des tâches effectuées. Les questions de gouvernance des données, sécurité et confidentialité, transparence des décisions et responsabilité sont également de plus en plus présentes. Un collectif porté par l'IRES a vu le jour pour fournir un cadre méthodologique au dialogue social autour de l'IA : pour un dialogue social au service des bons usages de l'IA et d'une nouvelle étape de progrès social dans les entreprises et les administrations, dès les premières phases expérimentales.

Lecture : En 2025, les entreprises qui déclarent comme finalité de l'intelligence artificielle (IA) la sécurité informatique représentent 39 % du total des effectifs salariés et 23 % en 2024.

Champ : France, entreprises de 10 salariés ou plus des secteurs principalement marchands hors secteurs agricole, financier et d'assurance.

Source : INSEE, *Enquêtes TIC entreprises* 2023, 2024 et 2025.

LIRE

Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.

Grapus était-il le meilleur collectif de graphistes communistes au monde ?

— PAR **HOËL LE MOAL*** —

Si le but de cette rubrique est d'inviter les communistes à lire, alors il faut évoquer cet ouvrage d'histoire de Pascal Guillot, enseignant-chercheur à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, une des rares études sur un groupe de graphistes qui a contribué à constituer la culture communiste française des années 1970-1980.

FORMATION ET DÉFORMATION D'UN COLLECTIF

Grapus naît au cœur du moment 68. Pierre Bernard, François Miehe et Gérard Paris-Clavel ont pour points communs de passer par l'École nationale des arts décoratifs, d'admirer l'école polonaise de l'affiche (Bernard et Paris-Clavel iront même faire un stage auprès du maître Tomaszewski au milieu des années 1960), et d'être membres du Parti communiste français. Lorsqu'en mai 1968 l'occupation de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) est menée par des gauchistes et des communistes autour de Miehe, affublés par les premiers du sobriquet de « crapstal » (pour « crapule stalinienne »), à la fin du mois « l'Atelier populaire n°3 » produit des sérigraphies en masse, dont le fameux « La police vous parle tous les soirs à 20h ». De 1968 dans les arts, les trois amis retiennent trois éléments : la disparition de la signature individuelle, la démarche d'œuvre multiple, et la pratique collective, qui seront au fondement de Grapus. François Miehe, Bernard et Paris-Clavel rejoignent en 1969 l'éphémère aventure de l'Institut de l'environnement (transfert proposé par Malraux à Paris de la *Hochschule für Gestaltung* d'Ulm), où ils comprennent vouloir devenir des graphistes qui combattront l'emprise de la publicité, en ne travaillant que pour les secteurs politique, social et culturel. En 1971, Grapus, détournement de « crapstal » et de « graphiste » est lancé, et ce afin de « traduire politiquement des émotions plastiques ».

Quatre-vingt-dix personnes vont passer par Grapus en vingt ans, dont Jean-Pierre Bachollet, adhérent du PCF depuis 1951, qui a appris la pub sur le tas, et qui intègre le groupe en tant qu'administrateur, et l'Allemand Alex Jordan, ancien élève de Beuys qui travaille pour le DKP, le parti communiste de RFA. Miehe se retire du collectif en 1979 pour enseigner, notamment à l'ENSAD. Ces cinq membres permanents sont le cœur de la structure. Passionnantes sont les pages consacrées aux ateliers, à l'ambiance, à leur méthode de travail, à la gestion finan-



Grapus. Un collectif de graphistes dans les années 1970 et 1980
Éditions L'Échappée, 2026
PASCAL GUILLOT



cière (toujours à la limite de l'asphyxie), à leur engagement politique et syndical.

La fin est moins rose : l'usure amicale et les aspirations individuelles divergentes poussent à la constitution en 1985 de sous-groupes autonomes, les travaux sont moins revendiqués collectivement. Bernard, Paris-Clavel et Jordan décident de se séparer en septembre 1989 et continueront chacun la création graphique avec sa propre structure.

Comment naviguer dans près de vingt ans de travaux ? Pascal Guillot propose un découpage en sept chapitres, structurés autour des grandes familles de production, avec le risque évident de « l'effet-catalogue », mais qui permet de montrer la grande diversité des propositions du groupe. Il distingue en fait « deux Grapus, celui d'avant l'arrivée de la gauche au pouvoir et celui d'après, davantage préoccupé par les commandes de prestige et plus proche du pouvoir politique ». Allons voir de plus près.

DE BELLES IMAGES POUR LA POLITIQUE, LE TRAVAIL ET LE SOCIAL

Dès le départ, Grapus se réclame de la gauche communiste, travaille et vit dans les banlieues populaires (Ivry, Aubervilliers où sont déposées une grande partie de leurs archives, Montreuil ont successivement accueilli leur atelier). Si la diversité de leurs productions est réelle, pour les partis ils ne travailleront que pour le seul PCF. Bernard et Paris-Clavel assument que tous leurs efforts convergent vers l'amélioration de l'image du parti en constituant une « unité de production et de conception d'images politiques ». Dès leur création, ils travaillent pour la fédération du Val-de-Marne, un de ses commanditaires les plus réguliers. La section de propagande du parti (Henri Malberg, René Piquet) les contacte dès la fin de 1971. En effet, si le PCF a eu pour habitude de mobiliser utilement les illustrateurs André Fougeron ou Jean Effel, il peine à renouveler sa communication. Le début des années 1970 marque donc un tournant, et parmi les travaux de Grapus pour les communistes on pense aux visuels du soleil rouge pour le XXIe Congrès de 1974 (« Union du peuple de France. Pour le changement démocratique »), aux Unes d'*Avant-Garde* de la fin des années 1970, au Marx austoppeur pour la Fête du MJCF à Ivry en 1976 (« immédiatement iconique ») et qui leur vaudra la médaille d'argent de la Biennale internationale de l'affiche de Varsovie, premier festival de design graphique au monde. Le positionnement critique de Grapus à la fin des années 1970 (ils rencontrent à Prague les représentants de la Charte 77, signée par les membres de l'atelier ; ils ironisent sur la « fermeture » du parti avec une photo en 1979 titrée « Que les bouches s'ouvrent », référence au livre du futur dissident Henri Fiszbin) et le départ de certains de leurs commanditaires ▸▸

à la section de propagande au début des années 1980 font que Grapus intervient de moins en moins fréquemment pour la direction du PCF, tout en continuant son travail auprès des fédérations, ou pour des publications communistes (*Révolution*, *France nouvelle*, *La Nouvelle critique*...). Il faut aussi évoquer toute leur production au service de la large mouvance communiste : Grapus produit continûment pour la CGT de 1972 à 1982, fabriquant le signe de la CGT Paris (les silhouettes en mouvement) ou toute la communication du 40e Congrès national de 1978. De même, le SNES leur commande le logo de l'organisation, tout comme la FSGT en 1975 (le coureur avec les bras en l'air), et puis le magnifique signe du Secours populaire français : la main d'enfant avec les ailes aux couleurs du drapeau tricolore en 1981, toujours utilisé de nos jours. C'est aussi Grapus qui crée en 1989 la magnifique affiche « La Terre en a marre de la guerre », dans la continuité de son travail pour le Mouvement de la paix.

Enfin on ne peut omettre leur travail de communication pour les municipalités communistes. Deux exemples : dès 1972, Vitry commande à Grapus des éléments pour la campagne des municipales ; Ivry lance en 1977 une grande initiative participative « La parole aux quartiers », proposant six expositions pour les six quartiers de la ville, chacune réalisée par Grapus qui réutilise à l'occasion les codes de la BD et du roman-photo. Mais « l'importance accordée à la communication par les municipalités est surtout propre aux années 1970 » et les années 1980 voient la montée des commandes culturelles par ces municipalités.

VICTOIRE DE LA GAUCHE ET COMMANDES INSTITUTIONNELLES

L'arrivée de la gauche au pouvoir correspond à une reconnaissance croissante pour le collectif Grapus, qui a sa première exposition à Paris en 1982 au musée de l'Affiche. Mais son style provocateur dérange : l'équipe de communication de Jack Lang refuse qu'il prononce son discours d'inauguration du musée devant les images sulfureuses de Grapus...

Néanmoins, « les commandes institutionnelles rythment cette décennie pour les membres de Grapus ». De longs développements sont consacrés dans le livre aux commandes des théâtres qui profitent à plein de la décentralisation. En 1981, le domaine culturel représente les trois quarts de la production d'images du groupe, nous apprend Pascal Guillot. Citons par exemple le théâtre de la Salamandre, troupe rencontrée au Havre et qui devient Centre dramatique national à Tourcoing : Grapus réalise toute leur identité visuelle, les cartes de vœux, les affiches, comme celle pour *Les Bas-Fonds* de Gorki en 1982, zoom



impressionnant sur une mâchoire en mauvais état. À cette occasion, précisons que l'ouvrage contient trois cahiers couleurs comprenant de très nombreuses illustrations, et il faut saluer le remarquable travail éditorial de L'Échappée.

La politique volontariste en matière de culture à partir de 1981 conduit Grapus à bénéficier de commandes institutionnelles nombreuses, et le tournant a lieu peut-être en 1983 quand il remporte le concours pour l'identité visuelle de l'Établissement public de la Villette face à des pointures internationales (Pentagram). Leur production autour du triangle, du carré et du cercle (formes classiques du Bauhaus) a marqué tous les visiteurs qui ont fréquenté la Villette dans les années 1980. De même, c'est Grapus qui réalise le ciel nuageux en noir et blanc du logo du Louvre (la photo est prise au-dessus d'un terrain vague d'Argenteuil…).

Mais la politique n'est jamais loin de la culture chez Grapus puisqu'en 1986 et 1987 ils participent aux États généraux lancés par Jack Ralite et c'est Pierre Bernard qui lit l'appel spécifique des graphistes lors du lancement, Grapus créant le visuel de l'appel.

Les années 1980 de Grapus ne sont donc pas leurs années 1970, et on passe des commandes militantes du PCF et de la CGT au socio-culturel et aux productions institutionnelles. L'ouvrage est donc un bon terrain d'observation du glissement de la vague soixante-huitarde vers les « années Lang ». Mais leur style, marqué par le goût de la métaphore issu de l'école polonaise avec plusieurs niveaux de lecture, fait de lettres manuscrites, de couleurs vives, d'anticonformisme, de photomontages et de détournements constitue une palette, une rhétorique dont l'influence sur le graphisme politique et social reste durable, même si l'hommage auquel Grapus a droit ne lui a pas toujours été rendu. C'est en tout cas chose faite avec ce très bel ouvrage, passionnant à la fois dans sa visée historique et par son intérêt esthétique.

Hoël Le Moal est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.



La Petite Histoire des lettres

Éditions Odile Jacob, 2026

ÉTIENNE GHYS

PAR **THIERRY DUMONT**

Un mathématicien aux prises avec les lettres ? Étienne Ghys, l'auteur, est mathématicien, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, directeur de recherche émérite au CNRS, à l'ENS de Lyon. Il a publié des livres à succès, entre autres sur la forme des flocons de neige, sur les nombres ou sur les ballons de foot, et il a reçu la médaille de la Médiation scientifique du CNRS. Tout comme ses livres précédents, celui-ci peut être lu sans connaissances mathématiques, et même en sautant les passages mathématiques car le livre est explicitement écrit pour que ce soit possible.

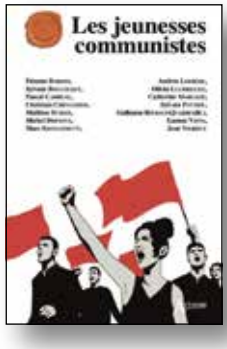
Nous voyons, nous lisons à longueur de journée des textes dans les journaux, les livres, mais aussi dans toute notre vie quotidienne, dans la rue ou dans les transports en commun ; la forme des lettres qui composent ces textes varie de l'un à l'autre. Le livre nous en explique l'histoire : l'évolution technique, scientifique, du passage des écritures manuscrites à l'imprimerie de Gutenberg et à l'industrialisation des procédés de l'imprimerie, sans oublier les contraintes politiques.

Ce sont des connaissances peu répandues, un morceau d'histoire rarement connu, en tout cas du grand public. Mais la forme des lettres, c'est aussi et peut-être surtout un art, très bien mis en image par de nombreuses illustrations.

Un art ? pas seulement. Dessiner des lettres, c'est aussi concevoir des objets géométriques, et c'est là que les mathématiques interviennent avec la règle et le compas, comme chez Dürer, entre autres. La question qui survient immédiatement est : que peut-on, que ne peut-on pas construire avec ces deux outils ? Une belle question, au cœur des mathématiques.

Le livre explore la véritable révolution typographique introduite par la possibilité de calculer avec les ordinateurs. Toute une géométrie constructive rejoint la conception des lettres avec les courbes de Pierre Bézier, développées à l'origine pour la conception assistée par ordinateur. Aux États-Unis, Donald Knuth a développé tout un système qui permet à tout un chacun de produire des textes imprimés de la plus haute qualité possible, reproduisibles à l'infini.

Tout cela fait un livre plaisant, facile à lire, une introduction fascinante à un monde qu'on aurait tort d'ignorer car tous ou presque nous composons des textes avec nos ordinateurs. Le faire intelligemment, c'est mieux.



Les Jeunesses communistes

Éditions Atlande, 2026

GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE (DIR.)

PAR **HOËL LE MOAL**

En 2010 a eu lieu au Sénat une journée d'étude consacrée aux jeunesses communistes. Dans son introduction, Guillaume Roubaud-Quashie rappelle que l'historiographie de la JC n'a longtemps attiré que des « curiosités marginales », contrastant avec d'autres organisations de jeunesse, socialistes ou catholiques. Cette journée d'étude s'inscrivait alors dans une période d'intérêt historiographique croissant pour la jeunesse (thèse de Laurent Besse sur les MJC soutenue en 2004) et sur les organisations périphériques de la mouvance communiste (comme la thèse d'Axelle Brodiez sur le Secours populaire français).

Il a donc fallu attendre seize ans pour voir les communications de cette journée être publiées, dans une collection dirigée par Sylvain Boulouque qui offre un article sur la Fédération nationale des jeunesses communistes de France avant la Seconde Guerre mondiale ; l'organisation était née en 1920, lors d'un congrès qui est un signe annonciateur de la scission entre SFIO et SFIC. Parmi les articles, on peut relever la très intéressante proposition de Mathieu Dubois sur le MJCF de 1962 à 1974, avec une activité croissante du mouvement communiste dans la période, et une organisation qui revendique plus de 100 000 adhérents dans la seconde moitié des années 1970. Leo Goretti travaille sur la FJC italienne de Berlinguer, Étienne Bordes sur le couple UEC-UNEF des années 1970 (la manière dont l'UEC connaît une véritable hémorragie d'adhérents après la fin de l'Union de la gauche), Marc Giovaninetti revient sur la JC comme pépinière de dirigeants *via* l'exemple de Raymond Guyot, et Olivia Lludriguez propose un texte inédit (elle ne participait pas à la journée de

2010) sur l'UJFF, l'Union des jeunes filles de France. Pour finir, un des grands intérêts du livre est d'associer ces communications historiennes à des témoignages d'acteurs et d'actrices du mouvement (Gaston Viens, Catherine Margaté, Andrée Lefrère) et à une réflexion sur les archives du MJCF signée par l'archiviste Pascal Carreau. Un volume d'une grande richesse.



Et pourtant communiste !

Éditions Télémaque, 2026

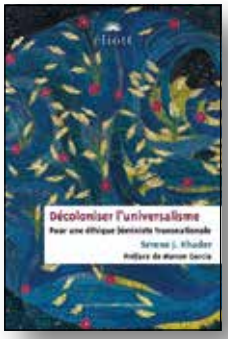
FRANÇOIS ASENSI

PAR **MATHILDE FRÉGEON**

François Asensi a rendu son écharpe de maire lors des dernières élections municipales après avoir dirigé Tremblay-en-France pendant trente-cinq ans. Dans ce livre rédigé avec Valère Staraselski, il revient sur son parcours, « des ruisseaux d'Aubervilliers à la Légion d'honneur ».

Né en 1945 en Espagne, dans une famille marquée par la Guerre civile (son père, « Paco », participe au transfert d'armes organisé par les communistes et combat dans les Brigades internationales), mais aussi par la Seconde Guerre mondiale (sa tante Angèle Martinez a été déportée à Ravensbrück), François Asensi grandit entre Saint-Denis et Aubervilliers, dans le quartier du Landy. C'est un enfant de la banlieue rouge : lors de vacances en Tchécoslovaquie avec l'Office de la jeunesse de sa commune, il rencontre sa future femme, Marie-Françoise, elle aussi d'une famille communiste. CAP de dessinateur industriel en poche, les années 1960 sont celles des premiers pas en militance : secrétaire de la JC de sa commune (800 adhérents et 11 cercles !), il est élu conseiller municipal en 1971, entre au Bureau national de la JC et dirigera le mouvement en Seine-Saint-Denis après son ami Jean-Claude Lefort.

Un des chapitres les plus riches et les plus douloureux de sa vie est son passage à la tête de la fédération du 93 du PCF, entre 1979 et 1985, dans un département qui compte vingt-sept maires communistes sur quarante, tous les députés, quatre sénateurs sur six... Mais un département qui se désindustrialise : « les ouvriers qui représentaient notre source essentielle de cadres politiques se volatilisaient ». Membre du Comité central et critique après l'insuccès communiste aux européennes de 1984, Asensi est écarté de ses responsabilités après le XXVe congrès. Il est alors député depuis la mort de Robert Ballanger : il le restera jusqu'en 2017 ! Revenant sur l'épisode des communistes unitaires dans les années 2000, il reconnaît avoir évolué quant à sa perception du PCF : « Je considère que l'organisation – que je distingue de l'appareil – a tous ses défauts, mais qu'elle reste le vecteur numéro un pour faire vivre et propager les idées communistes en France. » Les pages consacrées à son activité de député et de maire d'une commune prospère et ambitieuse expriment le combat permanent d'un élu de terrain, hors parti depuis 2010, et « pourtant communiste ».



Décoloniser l'universalisme. Pour une éthique féministe transnationale

Éditions Eliott, 2026

SERENE J. KHADER

PAR MATHIEU MENGHINI

Le féminisme transnational est de nature à ébranler nos valeurs occidentales supposément universelles ; c'est ce dont nous convainc l'essai publié ce printemps par la théoricienne étatsunienne Serene J. Khader. L'autrice cible un certain féminisme ethnocentrique, moralisant, sous-tendu par une conception unilatérale de la justice. Selon ce courant téléologique, toutes les sociétés seraient destinées à suivre la voie tracée par l'Occident.

Pour Khader, au contraire, non seulement le féminisme s'avère compatible avec une pluralité de formations sociales mais – de surcroît – nombre de valeurs occidentales (dont certaines ont parfois contribué à ébrécher l'oppression sexiste dans le cœur historique du capitalisme) peuvent, ailleurs, contribuer à la renforcer. L'autrice défend ainsi un universalisme « non idéal » – inspiré des travaux d'Élizabeth Anderson, d'Amartya Sen et de Charles Mills – visant non pas l'« accomplissement » de la justice mais, plus modestement, son « accroissement ». Khader se fait particulièrement percutante lorsqu'elle fustige les postures « d'esbroufe moraliste », les engagements purement rhétoriques. Son action se veut une résistance concrète à l'oppression sexiste et non défense d'une interprétation « idéale » des rapports de genre.

Maintes féministes occidentales, note-t-elle, ignorent les conditions de vie effectives des femmes du Sud global, de même que les effets de l'impérialisme (auxquels

certaines féministes occidentales concourent qu'elles en soient conscientes ou non).

Selon la vision de l'histoire propre au libéralisme des Lumières, le progrès moral et l'émancipation des êtres résideraient dans l'autosuffisance économique individuelle, dans une vision séculière du monde, dans le dépérissement des communautés et des relations héritées. Pareillement, le féminisme « missionnaire » n'accorde de valeur qu'aux relations librement choisies et érige en véritable dogme l'« individualisme-indépendance ». Illustrons cette maldonne en reprenant à notre compte une situation décrite dans *Décoloniser l'universalisme*. Au Bangladesh, les politiques de microcrédit ont conduit les femmes à se penser en cheffes d'entreprise détentrices d'un capital ; chacune, dès lors, s'est vécue en concurrence avec les autres femmes de sa communauté exerçant des activités analogues. L'arrivisme individualiste a alors supplanté les résistances collectives contre les carcans socio-économiques, le « chacune pour soi » a remplacé l'entraide et l'usure a insensiblement érodé la solidarité de classe.

En refermant le livre de Khader, nous demeurent deux autres leçons de majeure importance : 1° La considération large des intérêts féminins : « Les femmes, rappelle-t-elle, n'ont pas seulement des intérêts de *genre* : elles ont aussi des intérêts *humains* fondamentaux (être en bonne santé, par exemple) ainsi que d'autres intérêts de *groupe* (comme celui de ne pas subir la domination impérialiste). » 2° Nous séduit, ensuite, cet universalisme non *donné* une fois pour toutes mais à construire. Le poète Senghor, lui aussi, évoquait la nécessité de voir l'universel naître d'un « chantier perpétuel et égalitaire ». Un chantier aux sites et aux rythmes multiples destinés immanquablement à provincialiser les sermons septentrionaux.



Les échanges savants franco-allemands au XVIIIe siècle.

Transferts, circulations, réseaux

Presses universitaires de Rennes, 2019

CLAIRE GANTET ET MARKUS MEUMANN (DIR.)

PAR **PIERRE CRÉPEL**

Parmi les catastrophes culturelles, il y en a une qui est souvent passée sous silence, c'est l'effondrement actuel de la connaissance de l'allemand, en France et dans le monde. Ce qu'on appelle l'Allemagne a pourtant été, disons de 1850 à 1930, le premier pays au monde pour les sciences et dans divers autres domaines de la culture et, évidemment, cela n'est pas né magiquement, d'un seul coup, au milieu du XIXe siècle. Étudier les décennies précédentes est donc une nécessité et, comme la France a rayonné sous l'Ancien Régime et au début du siècle suivant, il est donc particulièrement important de se pencher sérieusement sur les échanges franco-allemands au XVIIIe siècle. C'est ce que réalise cet ouvrage collectif, aussi précieux et remarquable qu'abordable pour un public non spécialiste. C'est un plaisir de voir citer à bon escient toutes ces références en allemand (et, en plus, sans fautes d'orthographe !). Les dix-huit auteurs abordent des sujets variés, mais cela n'empêche pas une cohérence d'ensemble.

Le mot « échanges » doit être compris au sens symétrique du terme. On a souvent eu l'image, ou plutôt le cliché, d'une France des Lumières prestigieuse et de pays germaniques assez rustres, voire arriérés, ce qui pourrait induire le lecteur à croire à un transfert plutôt unilatéral de connaissances et d'idées : ce serait une grave erreur. Berlin, Halle, la Bavière ou Göttingen sont des centres intellectuels très actifs au XVIIIe siècle. Les traductions, les recensions d'ouvrages de toutes sortes (dictionnaires, presse, traités scientifiques, historiques ou philosophiques) fleurissent dans les deux sens. Les savants voyagent, correspondent, les bibliothèques s'enrichissent ; des réseaux divers (académiques, francs-maçons, huguenots) sont multiples. La Suisse, dans sa diversité (Berne, Yverdon, Bâle, Genève) joue également un rôle important dans ces relations. Il est assez difficile de résumer ces 356 pages, dont la moitié est remarquablement traduite de l'allemand au français par Claire Gantet. En effet, nous y rencontrons aussi bien Moreri ou Bayle que Haller, Lessing, ou les Illuminés de Bavière (moins bavarois qu'on ne le croit). La variété des champs du savoir, techniques, philologiques, esthétiques…, est à découvrir dans l'ouvrage même. Et, en outre, les auteurs auraient pu étendre le spectre aux sciences naturelles et mathématiques, mais il fallait bien se limiter. Ce livre, qui n'a pas bénéficié d'un matraquage médiatique, reste disponible et à recommander. À l'heure où les nationalismes fleurissent, il est utile de voir sur des exemples passés et devenus moins émotionnels que l'esprit de supériorité est souvent à relativiser.

Ce livre est disponible sur le site des Presses universitaires de Rennes ; il est achetable dans n'importe quelle librairie.

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

Est-il déplacé ou ringard de lire autre chose que des nouveautés ?

PROPOS RECUEILLIS PAR **PIERRE CRÉPEL**

Micro-trottoir auprès de libraires, de bibliothécaires, d'auteurs et de lecteurs.

Dans les quotidiens, les magazines, les revues, on trouve des recensions d'ouvrages qui viennent de paraître, mais on ne trouve jamais d'ouvrages parus il y a cinq, dix, vingt ans ou plus. Pourquoi ?

Nathalie (professeur de lettres) : Ça a toujours été comme ça, même au XVIIIe siècle. On ne revient sur des livres plus anciens que lorsqu'ils sont réédités (traduction, format de poche, etc.).

Yannis (bibliothécaire) : Un livre qui vient de paraître est un événement commercial : il est disponible à la vente, promu par l'éditeur, le tout accompagné d'un service de presse et porté par une campagne de communication dont les journaux se font le relais (ou qu'ils oblitèrent, éventuellement pour des raisons idéologiques).

Martine (professeure d'italien) : Le secteur culturel, qu'on le veuille ou non, est marchandisé et le livre n'y échappe pas : c'est le capitalisme. Du jetable, de l'obsolescence programmée, mais aussi de la publicité politique, avec tel ouvrage pour promouvoir un futur candidat éventuel aux présidentielles ou une vedette du sport ou du spectacle.

Laurent (libraire) : Il faut considérer toute la chaîne du livre : auteur, éditeur, diffuseur, distributeur, libraire, lecteur. Les grands groupes d'édition mettent la pression sur les médias. On suppose alors que les œuvres un peu anciennes ont déjà fait leur couverture médiatique, à l'époque de leur sortie. C'est l'actualité, on est dans une forme de tyrannie de la nouveauté.

> On attire l'œil, il y a une sorte d'éducation à la superficialité.

Peut-on préciser cette chaîne commerciale et comment elle influe ?

Virgile (cafetier-libraire) : On est lié à cette chaîne. Le diffuseur est un commercial ou représentant (même s'il n'aime pas qu'on l'appelle ainsi) d'un ou plusieurs éditeurs travaillant pour un groupe. C'est auprès de lui que s'établissent les conditions commerciales : remise sur le prix unique, délais de paiement, conditions de retours. On reçoit périodiquement des catalogues, il y a une certaine



pression indirecte, mais le libraire peut commander ce qu'il veut ; par exemple, je ne fais plus les nouveautés d'Hachette-Bolloré. Pour les petits éditeurs indépendants, c'est plus difficile, souvent ils n'ont ni diffuseurs ni distributeurs, il faut les aider.

Micheline (bibliothécaire retraitée) : Il y a un très bon dossier sur le sujet dans *l'Humanité Magazine* des 16-22 avril, avec beaucoup de chiffres : le « top 10 » des meilleures ventes représente 22 % du chiffre d'affaires total du secteur. Tous les grands éditeurs historiques dépendent de quatre « mastodontes » : Hachette (= Bolloré), Editis (= Kretinsky), Madrigall (= Gallimard) et Média-Participations (= Axa, Michelin, etc.).

Laure (photographe) : La commission Culture nationale du PCF a récemment débattu de ces questions. Derrière ces groupes, il y a des financiers qui visent à la fois la rentabilité et la politique : tous détestent la loi Lang sur le prix unique du livre.

Laurent : Quand un livre encore disponible revient à la mode, il est fréquent que les éditeurs préfèrent pilonner le stock et le faire réimprimer avec une nouvelle couverture pour mieux susciter le désir, d'où un nouveau gaspillage.

> Il sort 90 000 nouveaux titres par an, 80 % ne sont jamais lus : tout de suite renvoyés et pilonnés par l'éditeur, c'est un énorme gâchis.

Un livre qui a dix ans est-il dépassé, périmé, tout juste bon à être conservé en un exemplaire dans une bibliothèque historique ?

Micheline et Yannis : Il faut distinguer les ouvrages d'imagination (romans…) et les documentaires. Les bons ouvrages littéraires deviennent des classiques, et ont une grande longévité. Pour les documentaires, on a plus vite fait de les déclarer obsolètes. Mais c'est le système éditorial : la vie d'un livre est assez courte.

Eirin (onze ans et demi) : Il faut qu'un documentaire soit à jour. Si on te dit qu'on a vu la reine d'Angleterre, on sait bien que c'est faux, puisqu'elle est morte.

Jean-Jacques (économiste et informaticien) : Les gens sont à la recherche d'une sensation. On attire l'œil, il y a une sorte d'éducation à la superficialité. Une recherche sur Google, c'est gratuit et facile ; il est rare qu'on aille même à la 2e ou à la 3e page, on se contente de ce qu'on nous sert.

Christophe (bibliothécaire) : Pour certains ouvrages, il y a un battage médiatique. La bibliothèque est obligée d'en acheter plusieurs ; et puis, au bout de six mois, un ▸▸

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

an, la curiosité retombe et plus personne ne les demande, alors on n'en garde qu'un exemplaire, d'autant plus qu'on a toujours un problème de place.

Laurent : Il sort 90 000 nouveaux titres par an, 80 % ne sont jamais lus : tout de suite renvoyés et pilonnés par l'éditeur, c'est un énorme gâchis. Dès qu'un sujet ou un auteur semblent un créneau porteur, tous les éditeurs se jettent dessus, ouvrent une collection… ; globalement, il y a peu de valeur ajoutée, et dans dix ans 99 % de ces livres seront oubliés. Mais si on se souvient encore d'un livre au bout de ce temps, il faut le lire, l'acheter, le revendre, le prêter. Pour les livres de sciences humaines et sociales, il y a aussi des modes, parfois ils en apprennent davantage sur les idées dominantes de leur époque d'édition que sur le sujet traité. Autrefois, on ne jurait que par le structuralisme ; aujourd'hui, c'est fini, pourtant ça avait ses qualités… et ses limites.

Chantal (bibliothécaire retraitée) **:** À propos des documentaires, il faut distinguer selon les domaines. Pour la médecine, les sports, la politique, les livres doivent en général être à jour, sinon ils n'intéressent plus que les historiens. Quand il s'agit de philosophie, d'histoire, de la vie à une époque, ils ont beaucoup plus de longévité.

Marie-Geneviève (physicienne) : Le secteur de l'occasion s'est bien développé ces derniers temps. On dit que, en 2012, 20 % des livres ont été achetés ainsi.

Dominique (avocat) : Avec la flambée des prix de l'immobilier, les gens ont des appartements plus petits. La valeur de la plupart des livres anciens s'est effondrée, souvent même Emmaüs les refuse. Mais on trouve des choses extraordinaires dans les salles des ventes : en dehors des livres rares et recherchés, on en achète pour presque rien, c'est un trésor mais il faut y aller.

Denis (littéraire) : Il faudrait mener une étude sur les boîtes à livres : qui y en met ? qui y en prend ? Ceux qu'on y dépose partent vite en général, mais on ne sait pas ce qu'ils deviennent.

Ernest (historien des sciences) : Tout le problème est de savoir lire un ouvrage « dans son contexte ». Pour cela, il faut une bonne culture historique, et malheureusement la connaissance de l'histoire est devenue faible. L'érudition, l'histoire locale, les éditions critiques d'inédits, les témoignages, tout cela peut se diffuser dans la durée et ne devient guère « périmé », mais le commerce ne s'y intéresse pas.

Jean-Jacques : Il s'agit de savoir si la lecture doit former à l'esprit critique ou au suivisme des idées à la mode. Les hommes d'affaires, les gouvernants craignent l'esprit critique, ils veulent imposer une doxa et non proposer un choix dans les grilles d'analyse ; il y a une asymétrie d'information vis-à-vis du lecteur. En outre, la petite paresse est flattée, sur le smartphone, sur les séries télévisées. Savoir prendre du recul nécessiterait un développement important de l'éducation populaire.

Quand le public veut s'informer sur un sujet, quels ouvrages cherche-t-il et pourquoi ?

Christophe : Quand je suis arrivé, en 2012, les lecteurs nous demandaient des conseils et ils cherchaient dans les rayons par thèmes. Aujourd'hui, c'est rare ; pratiquement (sauf pour quelques personnes âgées) ils savent ce qu'ils veulent, ils ont été guidés par les influenceurs et les réseaux sociaux. On est dans la société de l'immédiateté.

> Quand un livre encore disponible revient à la mode, il est fréquent que les éditeurs préfèrent pilonner le stock et le faire réimprimer avec une nouvelle couverture pour mieux susciter le désir.

Laurent : Tout dépend de la situation intellectuelle, culturelle, du client, de sa personnalité. Certains ont déjà lu beaucoup sur le sujet pour lequel ils viennent, il y en a qui sont très autonomes, d'autres qui aiment écouter.

Virgile : La vulgarisation scientifique fonctionne très mal, on a considérablement réduit la voilure. Il existe aujourd'hui une quantité énorme de contenus de très bonne qualité sur Internet (YouTube, Wikipédia…), à accès souvent gratuit et qu'on peut voir de chez soi. C'est devenu le principal vecteur d'information dans ces domaines.

Nathalie : Les recensions de la presse de bon niveau sont en général fiables. Les libraires sont souvent très compétents et bons lecteurs. On est aussi attiré par les auteurs de renom et les thèmes porteurs, un peu indépendamment de la qualité. Il faudrait soutenir mieux les éditeurs indépendants qui croient à ce qu'ils font.

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

https://www.causecommune-larevue.fr/

Contactez-nous au 01 40 40 13 50 
Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30 
Monique Renault

Mail : redaction@causecommune-larevue.fr

Cause ★commune est sur **Facebook**

Facebook.com/CauseCommunepcf

L'ÉQUIPE DE LA REVUE


Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur


Dorian Mellot
Rédacteur en chef (Grand entretien)


Gérard Streiff
Rédacteur en chef (Controverses/ Sondages)


Sébastien Thomassey
Mise en page


Frédo Coyère
Mise en page et graphisme


Noëlle Mansoux
Secrétariat de rédaction


Chantal Guerre
Secrétariat de rédaction


Hoël Le Moal
(Critiques/Lire)


Vincent Boulet
(Chronique européenne)


Aurélien Bonnarel
(Droit)


Florian Gulli
(En débat)


Maëva Durand
(Féminisme)


Igor Martinache
(Féminisme)


Baptiste Giron
(Histoire)


Lukas Tsiptsios
(Histoire)


Nicolas Tardits
(Grand entretien)


Aurélien Aramini
(Philosophiques)


Jean-Michel Galano
(Philosophiques)


Victor Blanc
(Poésies)


Pierre Crépel
(Réactions)


Élodie Lebeau-Fernández
(Regard)


Flavien Ronteix
(Sciences)


Fanny Chartier
(Statistiques)


Adrien Montbroussous
(Statistiques)


Claudine Périllaud
Relecture


Mathieu Menghini


Constantin Lopez
Réseaux sociaux


Julien Rossi
Débats


Saliha Boussedra


Nicolas Lambert


Jean Quétier


Sabrina Royer



PROCHAIN NUMÉRO

NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2026

Le vote communiste

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Prix : 10€